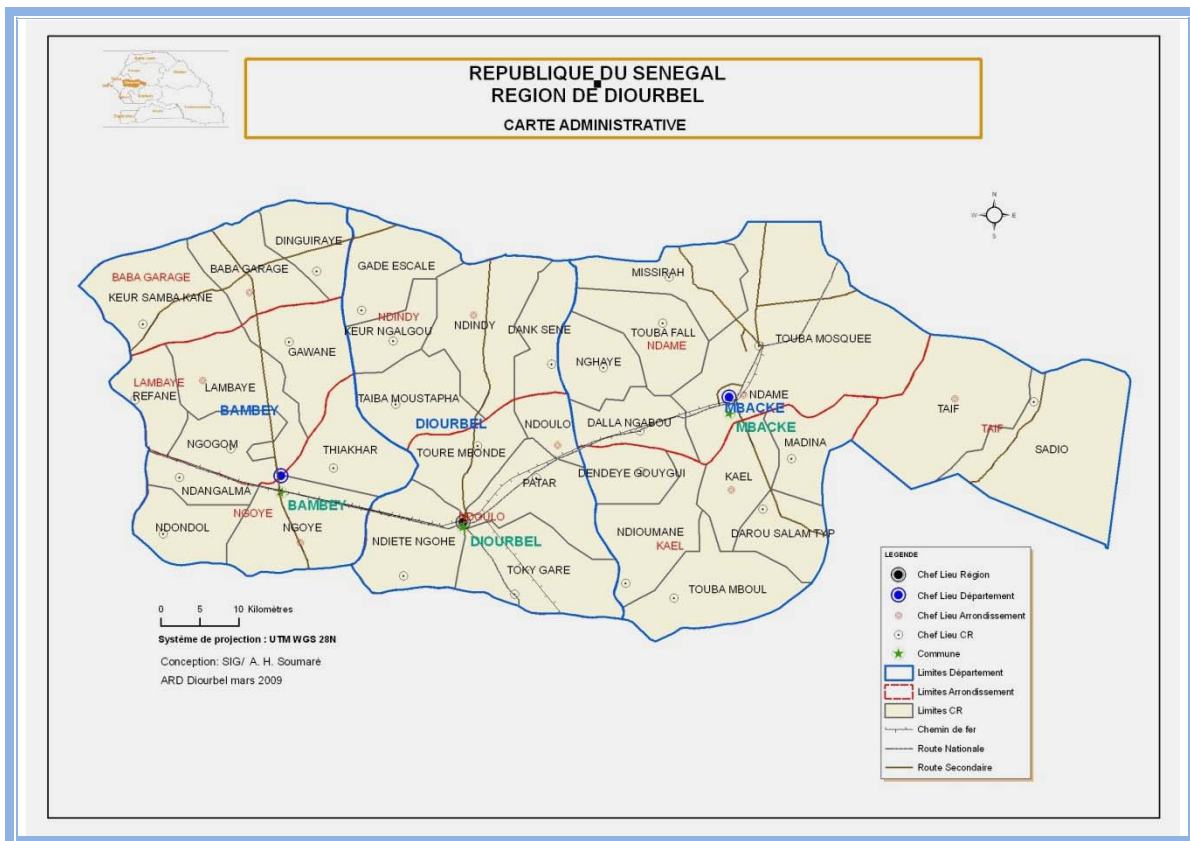


République du Sénégal
Un peuple – Un but – Une foi
**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**



SERVICE REGIONAL DE DIOURBEL



SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA REGION DE DIOURBEL

ANNEE 2009

COMITE DE REDACTION

Directeur de Publication :	Babakar FALL (DG)
Coordonnateur Général :	Mamadou Falou MBENGUE (DGA)
Coordonnateur de l'Action Régionale :	Mamadou NDIENG (Conseiller du DG)
Rédacteurs :	Issa DIOP (Chef de service) Saliou MBENGUE (Adjoint)

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

2 Rue 1 X Boulevard de l'Est Point E, Dakar. B.P. 116 Dakar R.P

Tél. : (221) 824 36 15 Fax : 824 90 01

Site Internet : www.ansd.org Email: statsenegal@ansd.gouv.sn

Distribution : Service de la Documentation, des Publications et de la Diffusion

**Service Régional de la Statistique et de la Démographie
de Diourbel**

BP : 81 – Tél : 33 971 14 16

SOMMAIRE

CONTENU	PAGES
LISTE DES TABLEAUX DANS LE TEXTE	4
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE	11
LISTE DES GRAPHIQUES DANS LE TEXTE	12
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	15
AVANT – PROPOS	17
PRESENTATION DE LA REGION	19
I. DEMOGRAPHIE	23
II. METEOROLOGIE	31
III. AGRICULTURE	36
IV. ELEVAGE	42
V. HYDRAULIQUE	50
VI. EAUX ET FORETS	55
VII. ENVIRONNEMENT	61
VIII. EDUCATION	66
IX. ASSISTANCE	82
X. TRANSPORT	88
XI. ARTISANAT	97
XII. INDUSTRIES ET MINES	100
XIII. COMMERCE	104
XIV. EMPLOI	106
XV. JEUNESSE ET SPORTS	112
XVI. JUSTICE	117
XVII. SANTE	123
XVIII. HYGIENE	135
XIX. CULTURE	143
XX. EVOLUTION ANNUELLE DES PRIX	146
ANNEXE	149

LISTE DES TABLEAUX DANS LE TEXTE	PAGES
CHAPITRE I : DEMOGRAPHIE	
Tableau 1 : Evolution et taux d'accroissement moyen annuel de la population	23
Tableau 2 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2009	24
Tableau 3 : Répartition de la population par groupes d'âges et par sexe en 2009	27
Tableau 4 : Répartition de la population par sexe et par département en 2009	29
Tableau 5 : Répartition par département de la population et densités en 2009	29
Tableau 6 : Répartition de la population par département selon le milieu de résidence en 2009 et taux d'urbanisation	30
CHAPITRE II : METEOROLOGIE	
Tableau 1 : Evolution mensuelle des températures en degrés de 2008 à 2009	31
Tableau 2 : Evolution annuelle des températures en degrés entre 1998 et 2008	32
Tableau 3 : Evolution mensuelle de l'humidité (en %) en 2008	33
Tableau 4 : Evolution de la pluviométrie selon le poste en 2007 – 2008	34
Tableau 5 : Evolution mensuelle de l'évaporation (en mm) en 2006 et 2008	34
Tableau 6 : Evolution mensuelle de l'insolation (en heures) en 2006 et 2008	35
CHAPITRE III : AGRICULTURE	36
Tableau 1 : Evolution de la pluviométrie par poste	36
Tableau 2 : Evolution des emblavures (en ha) selon le département	38
Tableau 3 : Evolution des rendements (en kg/ha) selon le département en 2007/2008 et en 2008/2009	39
Tableau 4 : Evolution de la production agricole (en tonnes) selon le département en 2007/2008 et en 2008/2009	39
Tableau 5 : Répartition de la production maraichère (en tonnes) en 2008	40
CHAPITRE IV : ELEVAGE	42
Tableau 1: Répartition du cheptel selon l'espèce et le département en 2007	
Tableau 2 : Répartition des sources d'abreuvement et parcs à vaccination par département en 2007	42
Tableau 3 : Nombre des abattages contrôlés par espèce et département en 2009	43
Tableau 4 : Poids (en kg) des abattages contrôlés par espèce et par département en 2009	44
Tableau 5 : Evolution en quantité (Kg) de la viande saisie par département	45
Tableau 6 : Evolution en Valeur (F CFA) de la viande saisie selon le département	45
Tableau 7 : Répartition en nombre des cuirs et peaux selon le département en 2009	45
Tableau 8 : Répartition en quantités (Kg) des cuirs et peaux selon le département en 2009	46
Tableau 9 : Répartition en valeur (F CFA) des cuirs et peaux selon le département en 2009	46

Tableau 10 : Répartition des principales affections selon le foyer par département en 2009	46
Tableau 11 : Répartition du nombre d'affections par espèce en 2009	47
CHAPITRE V : HYDRAULIQUE	50
Tableau 1 : Production en m ³ par département	51
Tableau 2 : Longueur du réseau (en m) par département	51
Tableau 3 : Nombre de branchements	51
Tableau 4 : Répartition des bornes fontaines par département	52
Tableau 5 : Evolution des puits selon le département en 2007 et en 2008	53
Tableau 6 : Evolution des forages selon le département en 2007 et en 2008	54
CHAPITRE VI : EAUX ET FORETS	55
Tableau 4 : Situation des comités de lutte par département en 2009	56
Tableau 5 : Répartition des activités de sensibilisation selon le département en 2009	56
Tableau 6 : Répartition (en %) des feux de brousse et des superficies brûlées selon le département en 2009	56
Tableau 4 : Répartition des pépinières selon le type en 2009	58
Tableau 5 : Production de plants selon la nature et l'espèce en 2009	59
Tableau 6 : Prévisions et réalisations physiques selon le type de plantations en 2009	59
Tableau 7 : Prévisions et réalisations physiques des plantations de conservation en 2009	59
CHAPITRE VII : ENVIRONNEMENT	61
Tableau 1 : Répartition des établissements classés dans la région en 2009	62
Tableau 2 : Evolution des établissements classés entre 2007 et 2009	62
CHAPITRE VIII : EDUCATION	66
Tableau 1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2009	66
Tableau 2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	67
Tableau 3 : Répartition des élèves du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2009	68
Tableau 4 : Evolution du taux de préscolarisation (en %) selon le sexe	69
Tableau 5 : Répartition des enseignants du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2009	69
Tableau 6 : Répartition du nombre d'écoles élémentaire selon le statut et le milieu en 2009	70

Tableau 7 : Evolution des effectifs de l'enseignement élémentaire par sexe de 2002/2003 à 2007/2009	71
Tableau 8 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le secteur en 2009	72
Tableau 9 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le milieu de résidence en 2009	72
Tableau 10 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) à l'élémentaire (en %) de 2007 à 2009	72
Tableau 11 : Taux d'admission (%) au CFEE et à l'entrée en 6ème par sexe en 2009	72
Tableau 12 : Répartition des enseignants d l'élémentaire selon le secteur et le milieu de résidence en 2009	73
Tableau13 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le milieu de résidence par sexe en 2009	73
Tableau 14 : Répartition du nombre d'établissements de l'enseignement moyen en 2009	73
Tableau 15 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	74
Tableau 16 : Répartition des effectifs du moyen selon le secteur et le milieu de résidence en 2009	75
Tableau 17 : Evolution (en %) du taux brut de scolarisation du moyen de 2007 à 2009	75
Tableau 18 : Evolution du taux d'admission (%) au BFEM de 2007 à 2009	76
Tableau 19 : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement secondaire selon le secteur de 2004/2005 à 2008/2009	76
Tableau 20 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	76
Tableau 21 : Répartition des effectifs de l'enseignement secondaire général selon le secteur et le milieu de résidence en 2009	77
Tableau 22 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) de l'enseignement secondaire général (en %) de 2007 à 2009	77
Tableau 23 : Evolution du taux d'admission (%) au BAC de 2007 à 2009	78
Tableau 24 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu de résidence en 2009	77
Tableau 25 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement moyen et secondaire selon le milieu de résidence et le sexe en 2009	79
Tableau 26 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire technique entre 2007 et 2009	79
Tableau 27 : Répartition des effectifs de la formation professionnelle par secteur entre 2007 et 2009	80

Tableau 28 : Répartition des effectifs enrôlés dans les programmes de formation en alphabétisation en 2007 et en 2009	80
CHAPITRE IX : ASSISTANCE	82
Tableau 1: Bilan des interventions selon la nature en 2009	81
Tableau 2 : Evolution des interventions selon la nature entre 2008 et 2009	81
Tableau 3 : Répartition des incendies selon la nature en 2009	83
Tableau 4 : Evolution des incendies selon la nature entre 2008 et 2009	84
Tableau 5 : Répartition des assistances selon la nature en 2009	84
Tableau 6 : Evolution des assistances selon la nature entre 2008 et 2009	85
Tableau 7 : Répartition des opérations diverses selon la nature en 2009	85
Tableau 8 : Evolution des opérations diverses selon la nature entre 2007 et 2009	86
Tableau 9 : Répartition des activités diverses selon la nature en 2009	86
Tableau 10 : Evolution des activités diverses selon la nature entre 2007 et 2009	87
CHAPITRE X : TRANSPORT	89
Tableau 1 : Répartition du parc automobile selon le type de véhicule par département en 2009	90
Tableau 2 : Evolution du parc automobile selon le type de véhicule entre 2007 et 2009	90
Tableau 3 : Répartition du nombre de véhicules nouvellement immatriculés selon le genre par département en 2009	91
Tableau 4 : Evolution du nombre de véhicules nouvellement immatriculés entre 2007 et 2009	92
Tableau 5 : Répartition des véhicules selon l'état en 2009	92
Tableau 6 : Répartition des opérations sans attribution de nouveau numéro en 2009	93
Tableau 7 : Répartition par genre des véhicules aptes à la circulation en 2009	93
Tableau 8 : Evolution par genre des véhicules aptes à circuler entre 2007 et 2009	93
Tableau 9 : Evolution mensuelle des candidats au code entre 2007 et 2009	94
Tableau 10 : Evolution mensuelle des candidats à la conduite entre 2007 et 2009	95
Tableau 11 : Evolution par opération des recettes perçues depuis 2005 (en F CFA)	96
CHAPITRE XI : ARTISANAT	97
Tableau 1 : Evolution du nombre d'artisans par département depuis 2007	97
Tableau 2 : Evolution du nombre d'artisans par section depuis 2007	98
Tableau 3 : Evolution du nombre d'artisans par sexe depuis 2007	98

Tableau 4 : Evolution du nombre d'artisans selon le statut juridique depuis 2007	99
CHAPITRE XIII : COMMERCE	104
Tableau 1 : Répartition des établissements commerciaux de la région en 2009	104
CHAPITRE XIV : EMPLOI	106
Tableau 1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2009	106
Tableau 2 : Répartition par activité des établissements ouverts et des emplois générés en 2009	107
Tableau 3 : Répartition selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2009	108
Tableau 4 : Répartition selon l'activité des établissements fermés et des emplois perdus en 2009	109
Tableau 5 : Répartition selon le statut juridique des établissements fermés et emplois perdus en 2009	109
Tableau 6 : Répartition des demandeurs d'emploi (manœuvres) selon le sexe en 2009	110
Tableau 7 : Répartition des établissements contrôlés en 2009	111
Tableau 8 : Répartition des conflits, des requérants et des conciliations en 2009	111
CHAPITRE XV : JEUNESSE ET SPORTS	112
Tableau 1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues (disposant de récépissé) selon le département de 2006 à 2009	112
Tableau 2 : Répartition des infrastructures sportives par département en 2009	113
Tableau 3 : Répartition des ASC et équipes sportives par département en 2009	114
Tableau 4 : Répartition des pratiquants par département en 2009	115
CHAPITRE XVI : JUSTICE	117
Tableau 1 : Répartition des détenus selon le sexe et le département en 2009	117
Tableau 2 : Répartition des écroués selon la nationalité et le sexe par département en 2009	117
Tableau 3 : Effectif des détenus sortis selon le motif par département en 2009	118
Tableau 4 : Répartition des mineurs en conflit avec la loi selon le sexe et le département en 2009	119
Tableau 5 : Répartition des dossiers des enfants ayant commis des délits selon les décisions de justice et le sexe en 2009	120
Tableau 6 : Répartition des mineurs pris en charge selon le sexe et le département en 2009	121
Tableau 7 : Répartition des dossiers des enfants ayant commis des délits selon le type d'infractions et le sexe en 2009	122
CHAPITRE XVII : SANTE	123
Tableau 1 : Répartition des infrastructures sanitaires fonctionnelles selon le district en 2009	123

Tableau 2 : Taux de couverture des infrastructures sanitaires selon le district en 2009 (Nb d'habitants par hôpital, par C.S et par P.S)	123
Tableau 3 : Répartition du personnel médical selon le district sanitaire en 2009	123
Tableau 4 : Pourcentage des enfants vaccinés par antigène et par district en 2009	125
Tableau 5 : Répartition des enfants selon la surveillance nutritionnelle et pondérale par district en 2009	125
Tableau 6 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2009	126
Tableau 7 : Répartition du nombre de consultations prénatales selon le CPN par district en 2009	127
Tableau 8 : Répartition du nombre de grossesses à risque dépistée par district en 2009	127
Tableau 9 : Répartition des femmes sous planification familiale selon le district en 2009	127
Tableau 10 : Répartition du nombre de consultants et de consultations primaires curatives selon le district en 2009	128
Tableau 11 : Répartition des hospitalisations selon le district en 2009	129
Tableau 12 : Répartition du nombre d'accouchements et d'avortements dans les maternités selon le district en 2009	1129
Tableau 13 : Répartition du nombre de décès enregistrés pendant ou après l'accouchement en 2009	130
Tableau 14 : Répartition du nombre de suspects selon le type de maladie par district sanitaire en 2009	131
Tableau 15 : Répartition du nombre de personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2009	132
Tableau 16 : Répartition du nombre de femmes travailleuses du sexe en 2009	132
Tableau 17 : Répartition du nombre de cas de paludisme en 2009	133
CHAPITRE XVIII : HYGIENE	134
Tableau 1 : Personnel en activité dans les brigades et sous brigades en 2009	134
Tableau 2 : Evolution du nombre de concessions visitées selon le département depuis 2007	135
Tableau 3 : Prospection domiciliaire pour l'approvisionnement en eau en 2009	136
Tableau 4 : Prospection domiciliaire pour l'assainissement en eau en 2009	137
Tableau 5 : Prospection des établissements recevant du public (ERP) en 2009	137
Tableau 6 : Répartition des infractions relevées durant les prospections domiciliaires en 2009	138

Tableau 7 : Infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP en 2009	139
Tableau 8 : Mesures répressives appliquées en 2009	140
Tableau 9 : Répartition des activités d'IEC réalisées selon le département en 2009	141
CHAPITRE XIX : CULTURE	142
Tableau 1 : Situation des infrastructures socio – culturelles en 2008	144

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE	PAGES
CHAPITRE I : DEMOGRAPHIE	149
Tableau 1 : Estimation de la population de la région de Diourbel en 2009	
Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et milieu de résidence en 2009	
RESUME DES PRINCIPAUX INDICATEURS ENTRE 2008 ET 2009	151
CARTOGRAPHIE DES LOCALITES DE LA REGION EN 2009	156

LISTE DES GRAPHIQUES DANS LE TEXTE	PAGES
CHAPITRE I : DEMOGRAPHIE	23
Graphique 1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2009	24
Graphique 2 : Evolution de l'ICF et de la descendance finale entre 1986 et 2005	25
Graphique 3 : Pyramide des âges de la population de la région de Diourbel en 2009	28
Graphique 4 : Pyramide des âges de la population de la région de Diourbel en 1988	28
Graphique 5 : Proportion de la population selon le milieu de résidence en 2009	30
CHAPITRE II : METEOROLOGIE	31
Graphique1 : Evolution mensuelle des températures moyennes de 2008 à 2009	32
Graphique 2 : Evolution des températures moyennes annuelles entre 1999 et 2009	32
Graphique 3 : Evolution mensuelle de l'insolation entre 2008 et 2009	35
CHAPITRE III : AGRICULTURE	36
Graphique1 : Evolution de la pluviométrie par poste depuis 2007/2008	37
Graphique 2 : Evolution des emblavures (en ha) depuis 2007/2008	38
Graphique 3 : Evolution de la production céréalière (en tonnes) de 2007/2008 à 2009/2010	40
CHAPITRE IV : ELEVAGE	42
Graphique 1 : Evolution du cheptel selon l'espèce entre 2006 et 2007	43
Graphique 2 : Evolution du nombre d'abattages contrôlés par espèce entre 2008 et en 2009	44
Graphique 3 : Répartition des principales affections dans les foyers en 2009	47
Graphique 4 : Répartition des affections en 2009	49
CHAPITRE VI : EAUX ET FORETS	55
Graphique 1 : Proportion (en %) des séances d'animation organisées et des personnes touchées en 2009	56
Graphique 2 : Répartition en (%) des pépinières réalisées selon le type en 2009	58
Graphique 3 : Répartition en (%) des pépinières et des plants réalisées en 2009	58
Graphique 4 : Répartition (en %) de la production de plants selon l'espèce en 2009	59
CHAPITRE VII : ENVIRONNEMENT	61
Graphique 1 : Etablissements classés (en %) dans la région de Diourbel en 2009	62
CHAPITRE VIII : EDUCATION	66
Graphique 1 : Répartition des structures préscolaires en 2009	67
Graphique 2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe entre 2002/2003 et 2008/2009	68

Graphique 3 : Evolution des élèves du préscolaire selon le secteur entre 2008 et 2009	68
Graphique 4 : Evolution du nombre d'écoles élémentaires selon le statut de 2007 à 2009	70
Graphique 5 : Evolution des effectifs de l'élémentaire par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	71
Graphique 6 : Evolution du nombre d'établissements de l'enseignement moyen	74
Graphique 7 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	75
Graphique 8 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2002/2003 à 2008/2009	77
Graphique 9 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu en 2009	78
CHAPITRE IX : ASSISTANCE	82
Graphique 1 : Evolution des interventions selon la nature en 2008 et 2009	83
Graphique 2 : Répartition des incendies selon la nature en 2009	84
Graphique 3 : Répartition des assistances selon la nature en 2009	85
Graphique 4 : Répartition des opérations diverses selon la nature en 2009	86
Graphique 5 : Répartition (en %) des activités diverses selon la nature en 2009	87
CHAPITRE X : TRANSPORT	88
Graphique 1 : Répartition (en %) des véhicules par département en 2009	90
Graphique 2 : Evolution du parc automobile selon le type de véhicule depuis 2007	91
Graphique 3 : Répartition des immatriculations selon le genre de véhicule en 2009	92
Graphique 4 : Evolution par genre des véhicules aptes à circuler entre 2007 et 2009	94
Graphique 5 : Répartition (en %) des recettes perçues en 2009	96
CHAPITRE XI : ARTISANAT	97
Graphique 1 : Répartition (en %) des artisans par section en 2009	98
CHAPITRE XIII : COMMERCE	104
Graphique 1 : Répartition des établissements commerciaux de la région en 2009	105
CHAPITRE XIV : EMPLOI	106
Graphique 1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2009	106
Graphique 2 : Répartition par activité des établissements ouverts et des emplois générés en 2009	107
Graphique 3 : Répartition selon le statut juridique des établissements ouverts et des emplois générés en 2009	108
Graphique 4 : Répartition selon l'activité des établissements fermés et des emplois perdus en 2009	109

Graphique 5 : Répartition selon le statut juridique des établissements fermés et emplois perdus en 2009	110
Graphique 6 : Répartition des établissements contrôlés en 2009	111
CHAPITRE XV : JEUNESSE ET SPORTS	112
Graphique 1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues de 2006 à 2009	113
Graphique 2 : Evolution des infrastructures sportives par département entre 2008 et 2009	114
Graphique 3 : Evolution des ASC et des équipes sportives par département entre 2008 et 2009	115
Graphique 4 : Evolution des pratiquants entre 2008 et 2009	116
CHAPITRE XVI : JUSTICE	117
Graphique 1 : Proportion des détenus selon le département en 2009	118
Graphique 2 : Pourcentage des détenus sortis selon le motif en 2009	119
Graphique 3 : Répartition des mineurs en conflit avec la loi selon le département en 2009	120
Graphique 4 : Pourcentage des dossiers des enfants ayant commis des délits selon les décisions de justice en 2009	121
Graphique 5 : Pourcentage des dossiers des enfants ayant commis des délits selon le type d'infractions en 2009	122
CHAPITRE XVII : SANTE	123
Graphique 1 : Répartition (en %) du personnel médical dans les districts en 2009	125
Graphique 2 : Répartition des enfants selon l'état nutritionnel par district en 2009	127
Graphique 3 : Répartition du nombre de consultations prénatales selon le CPN par district en 2009	128
Graphique 4 : Nombre d'accouchements dans les maternités selon le district en 2009	131
Graphique 5 : Répartition du nombre de décès maternels enregistrés pendant ou après l'accouchement en 2009	132
Graphique 6 : Proportion (en %) des personnes infectées aux IST et au VIH/sida en 2009	133
CHAPITRE XVIII : HYGIENE	135
Graphique 1 : Evolution du nombre de concessions visitées selon le département depuis 2007	136
Graphique 2 : Proportion (en %) des établissements recevant du public en 2009	138
Graphique 3 : Pourcentage des ERP prospectés en 2009	139
Graphique 4 : Proportion (%) des infractions relevées lors des visites domiciliaires en 2009	140
Graphique 5 : Proportion (%) des infractions relevées au niveau des ERP en 2009	141
Graphique 6 : Variation (en %) des activités d'IEC réalisées entre 2008 et 2009	142

CHAPITRE XX : EVOLUTION DES PRIX	143
Graphique 1 : Evolution trimestrielle des prix des céréales non transformés	146
Graphique 2 : Evolution trimestrielle des prix des légumes frais	148

SIGLES ET ABREVIATIONS

SRSD : Service Régional de la Statistique et de la Démographie
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
RGPH 3 : Troisième Recensement Général de la Population et de l’Habitat
EDS : Enquête Démographique et de Santé
ESAM : Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
SDE : Sénégalaise Des Eaux
PARPEBA : Projet d’Amélioration et de Renforcement des Points d’Eau dans le Bassin Arachidier
PNDL : Programme National de Développement Local
PEPAM : Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire
REGFOR : Recherche et Gestion Forestière
PROGED : Projet de Réforme de la Gestion des forages motorisés
SUNEOR : Ex SONACOS
PROGERT : Projet de Gestion et de Restauration des Terres Dégradées
ROC : Ramassage des Ordures par Charrettes
PDEF : Programme de Développement de l’Education et de la Formation
TBS : Taux Brut de Scolarisation
IDEN : Inspection Départementale de l’Enseignement
LTAB : Lycée Technique Ahmadou Bamba
BEP : Brevet d’Etude Préparatoire
CETF : Centre d’Enseignement Technique Féminin
CRETEF : Centre Régional d’Enseignement Technique Féminin
CAP : Certificat d’Aptitude Préparatoire
PAIS/Etat : Programme d’Alphabétisation Intensive du Sénégal
PAPA II : Programme d’Appui au Plan d’Actions
CESCOFI : Comité Départementale pour la Scolarisation des Filles
TOM : Taxe sur les Ordures Ménagères
DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
PNIR : Programme National d’Infrastructures Rurales
PCR : Président de Conseil Rural
PERA : Programme d’Entretien du Routier Autonome
TPMEA : Très Petites Micro – Entreprises Artisanales
GIE : Groupement d’Intérêt Economique
GPF : Groupement de Promotion Féminine
OCB : Organisation Communautaire de Base
SONACOS – EIB : Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal – Etablissement Industriel du Baol
IRTSS : Inspection Régional du Travail et de la Sécurité Sociale
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
CDD : Contrat à Durée Déterminée
SARL : Société A Responsabilité Limitée

SA : Société Anonyme
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
FESMUT : Festival de la Musique Traditionnelle
SEFRACO : Semaine de la Fraternité et du Cousinage
MAC : Maison d'Arrêt et de Correction
ASC : Association Sportive et Culturelle
FNPJ : Fonds National de Promotion de la Jeunesse
CSS : Caisse de Sécurité Sociale
CS : Centre de Santé
PS : Poste de Santé
EPS : Etablissement Public de Santé
TSO : Technicien Supérieur en Odontologie
TSGS : Technicien Supérieur en Génie Sanitaire
SFE : Sage Femme d'Etat
CPN : Consultation Périnatale
GAR : Grossesse A Risque
CPC : Consultation Pour la Contraception
DMS : Durée Moyenne de Séjour
PEV : Programme Elargi de Vaccination
IEC : Information, Education et Communication
TS : Travailleuse du Sexe
PNLP : Programme National de Lutte contre le Paludisme
CDEPS : Centre de Développement Populaire et Sportif
BCG : Bacille de Calmette et Guérin
EQPT : Education de Qualité Pour Tous
TPI : Traitement Préventif Intermittent
PFA : Paralysie Flasque Aigüe

AVANT - PROPOS

Le Service Régional de la Statistique et de la Démographie (SRSD) est une antenne régionale de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) qui est sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances. Sa mission s'inscrit dans le cadre global de celle dévolue à l'ANSD, à savoir : (i) collecter, centraliser, traiter, analyser et diffuser les informations statistiques nécessaires à l'élaboration de la politique économique et sociale ainsi qu'à l'appréciation des résultats de cette politique ; (ii) assurer la coordination technique de l'appareil statistique national ; (iii) mener des études et recherches sectorielles, macro-économiques et sociodémographiques utiles à la conduite de la politique économique, financière et sociale; (iv) assurer la coordination des travaux conduisant aux choix de politique économique et financière à court terme, en relation avec d'autres services de l'administration ; (v) préparer et suivre des programmes économiques et financiers de court terme en relation avec d'autres services et organisations sous-régionales.

Les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie tentent, année après année, de dresser un panorama de la situation économique et sociale des régions du Sénégal, en s'efforçant de dégager points forts et faibles.

Les présentes éditions s'y risquent en s'essayant au bilan des récentes évolutions qui ont marqué les régions.

Cet exercice d'analyse de la conjoncture n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, encore moins l'exactitude, mais se veut une présentation synthétique des modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

La mutation institutionnelle de l'ex Direction de la Prévision et de la Statistique a permis le renforcement des Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD) en moyens humains et matériels.

La mise en synergie de qualifications et expériences diverses, couplée avec le renforcement des moyens logistiques, devrait permettre d'améliorer la qualité et la régularité des publications de l'agence. Cela permet aussi d'assurer la pérennité de l'institution dans sa mission de mise à disposition de données de qualité.

C'est dans cette dynamique de création de « valeur ajoutée » que s'inscrivent les innovations apportées par les chefs des SRSD et qui se renforceront au fil des publications.

Ces innovations ont été complétées, par l'analyse de la situation de la pauvreté dans les différentes régions du pays et, à l'avenir, par l'estimation du Produit Local Brut (PLB) des régions, la collecte et l'analyse des statistiques d'Etat civil ainsi que l'analyse de l'évolution des régions au regard des mutations locales que nous vivons ensemble.

La présente édition, comme celles qui l'ont précédée, essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional.

Que les responsables des services techniques de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur collaboration sans faille et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Babakar FALL
Directeur Général
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

PRESENTATION DE LA REGION

1. ASPECTS PHYSIQUES

Située entre 14°30 et 15° de latitude nord et 15°40 et 16°40 de longitude ouest, la région de Diourbel couvre aujourd'hui, suite au rattachement de l'arrondissement de Taïf au département de Mbacké, une superficie de 4769 km² contre 4359 km² en 2001.

C'est une région continentale par excellence. En effet, elle ne dispose ni de frange maritime, ni de cours d'eau pérennes. Cependant, les ressources en eau souterraines sont importantes.

La région de Diourbel est caractérisée par l'absence de forêt classée. Elle est également marquée par l'inexistence de zone d'habitat et de refuge pour la faune, notamment les grands mammifères. Seuls les petits mammifères (chacals, rats palmistes, lièvres, etc.) ainsi que certaines familles d'oiseaux y sont aujourd'hui présents.

La pluviométrie varie entre 400 et 500 mm. Le climat est de type soudano-sahélien.

2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Elle est subdivisée en trois départements (Bambey, Diourbel et MBacké), huit arrondissements (Baba Garage, Lambaye et NGoye dans le Bambey, NDindy et NDoulo dans le Diourbel, Kael, NDame et Taïf dans le MBacké), trente six (36) communautés rurales et trois (3) communes.

3. SITUATION DEMOGRAPHIQUE

De 425113 habitants en 1976, la population régionale est estimée à 1 315 202 habitants en 2009. Le taux d'accroissement annuel inter censitaire était de 3,8% entre 1976 et 1988. Il est de 5,0% entre 1988 et 2002. Le taux d'accroissement moyen annuel qui est de 3,6% entre 2002 et 2008 (l'un des plus élevés du Sénégal), est caractéristique d'une croissance démographique très rapide. La densité régionale dépasse 200 habitants/km² et atteint un maximum de 323 habitants au km² dans le département de Mbacké. L'indice synthétique de fécondité est de 5,5 enfants en moyenne par femme en fin de vie féconde. La précocité des mariages (l'âge médian

au premier mariage est de 16 ans), combinée à une faible prévalence contraceptive (3,9% en 2000), induit naturellement une fécondité précoce.

4. ASPECTS ECONOMIQUES

L'activité économique de la région est principalement caractérisée par l'agriculture, l'élevage et le commerce. D'autres activités comme l'artisanat présentent un intérêt certain pour la population de la région.

L'agriculture est essentiellement basée sur les cultures de rente (arachide, sésame, manioc, pastèque) et sur les cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, niébé). Les cultures maraîchères et fruitières ne sont pas en reste. Mais ce secteur connaît des contraintes majeures qui entravent son développement. Parmi elles, on note la réduction drastique des emblavures depuis quelques années, la mauvaise qualité des semences, le faible niveau d'équipement et la vétusté du matériel agricole mais aussi l'irrégularité des pluies, entraînant ainsi une baisse généralisée des rendements agricoles.

L'élevage se caractérise par l'existence de techniques traditionnelles que sont l'élevage pastoral fondé sur la transhumance et l'élevage sédentaire du terroir villageois. Mais la réduction de l'espace pastoral conjuguée à une dégradation constante du couvert végétal, à une forte pression démographique sur les terres agricoles (réduisant ainsi les terres en jachère), à un nombre insuffisant de points d'eau, constitue un handicap certain pour le développement de l'élevage. Cependant, avec la création de GIE et d'associations villageoises, un élevage de type moderne se développe de plus en plus dans la région.

Le commerce est par essence une activité très prisée des « Baol – Baol ». Elle occupe d'ailleurs une place importante dans le développement économique de la région. Cette situation est favorisée par la position géographique de la région, à mi-chemin entre l'important centre de production de la zone sylvo-pastorale et les grands centres de consommation du centre ouest (Dakar, Thiès et Kaolack). On relève dans la région de Diourbel, une présence massive de marchés hebdomadaires « Louma » où sont écoulées une bonne partie de la production agricole et du bétail.

L'activité artisanale présente de réels atouts pour la région. En effet, Diourbel est réputée pour sa forte tradition artisanale et la population dispose d'une réelle expertise notamment dans le domaine de la poterie. A cela, s'ajoute la présence du Centre de Perfectionnement pour l'Artisanat Rural (CPAR) de Kaél et du lycée technique pour permettre d'améliorer les capacités des artisans. Ces derniers tentent de s'organiser autour de la Chambre de Métiers. Avec leur dynamisme, le nombre

d'artisans inscrits continue de progresser d'année en année, passant de 3307 en 2004 à 4148 en 2009.

5. ASPECTS SOCIAUX

Ces activités tournent pour l'essentiel autour de la santé, de l'éducation, du cadre de vie, de l'hydraulique, de la culture, des organisations sportives et de jeunesse ainsi que des organisations féminines.

Pour ce qui concerne **la santé**, les indicateurs sont loin d'être satisfaisants, notamment au niveau des infrastructures. En effet, en 2009, la région, avec seulement 5 centres de santé, 76 postes de santé et 105 cases de santé, enregistre un déficit en infrastructures. Cette situation peu satisfaisante, ne favorise pas l'atteinte des normes de l'OMS selon lesquelles, il faut 1 hôpital pour 150 000 habitants ; 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 poste de santé pour 10 000 habitants.

Le secteur de **l'éducation** constitue un maillon faible pour la région même si des efforts sont enregistrés dans le renforcement du système ces dernières années. Cependant, beaucoup reste à faire, notamment au niveau de la petite enfance et à l'élémentaire avec surtout l'implantation et le fonctionnement des écoles franco – arabes privées et les classes expérimentales en langues nationales. Le taux brut de scolarisation au niveau de l'élémentaire demeure le plus faible du pays avec seulement 56,2% en 2009.

Le secteur de **l'hydraulique** (rurale) présente de réels atouts dans la région de Diourbel, notamment avec la volonté des pouvoirs publics d'améliorer la couverture des besoins en eau des populations et du cheptel avec des investissements massifs surtout à Touba, mais également avec l'amélioration de la gestion des forages avec la réforme des forages (REGFOR). Cependant, on note certaines contraintes qui limitent son développement. Parmi elles, on peut citer la baisse du toit de la nappe consécutive aux cycles de sécheresse qui sévissent dans la zone, l'insuffisance du captage de la nappe et le non respect des normes techniques de fonçage de nombreux puits, la teneur très élevée en sel de la nappe maestrichtienne dans certaines zones et l'absence de cours d'eau pérennes.

La culture constitue un facteur de développement économique et social. La région de Diourbel recèle d'importantes potentialités culturelles. Son patrimoine culturel,

très riche et coloré présente de réels attraits touristiques. Hélas, ce potentiel est faiblement exploité pour le tourisme. En plus de certains évènements culturels et religieux (Magal de Touba, etc.) organisés chaque année dans la région, on note également plusieurs sites et monuments historiques (33 au total), répartis dans tous les départements.

Les activités de **jeunesse et de sports** sont bien présentes dans la région de Diourbel, même s'il reste encore à faire dans ce domaine. Diourbel, faiblement équipée en infrastructures sportives et le football (qui est le sport roi) connaît un déficit d'infrastructures. Pourtant, ce ne sont pas les espaces pour accueillir ces infrastructures qui manquent. Il existe néanmoins 1 stade dans chaque département.

CHAPITRE I : DEMOGRAPHIE

INTRODUCTION

Dans ce présent chapitre dont les données proviennent essentiellement des résultats du recensement de 2002 (RGPH3) et des enquêtes EDS, seront étudiées les caractéristiques de la population de la région à travers son effectif et sa composition par âge et par sexe. On y traitera également l'évolution et la répartition géographique de cette population en mettant notamment en relief son rythme d'accroissement assez rapide, sa dynamique ainsi que son niveau d'urbanisation.

1. EVOLUTION DE LA POPULATION

De 425113 habitants en 1976, la population de la région de Diourbel passe à 619245 habitants en 1988, puis à 1051472 habitants en 2002. Selon les dernières projections démographiques de l'ANSD, cette population s'élève à 1 315 202 habitants en 2009.

1.1. ACCROISSEMENT DE LA POPULATION

Le taux d'accroissement moyen annuel intercensitaire passe de 3,8% entre 1976 et 1988 à 5,0% entre 1988 et 2002, ce qui correspond à un doublement de la population tous les 15 ans. Cette augmentation du taux d'accroissement intercensitaire s'explique par la forte croissance de la population du département de Mbacké, directement imputable à l'immigration vers Touba.

Entre 1976 et 2009, l'augmentation nette de la population régionale est estimée à 890089 habitants, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 6,3% au cours de cette période. Le département de Mbacké en contribue à lui seul pour 623844 habitants, soit 15,3%, à cause de l'effet d'attraction de la ville sainte de Touba.

Il convient de signaler que le taux d'accroissement moyen annuel est de 3,6% entre 2002 et 2009.

Tableau 1 : Evolution et taux d'accroissement moyen annuel de la population

Années	1976	1988	2002	2009
Population résidente	425113	619245	1051472	1 315 202
taux d'accroissement moyen annuel (en %)		3,8	5,0	3,6

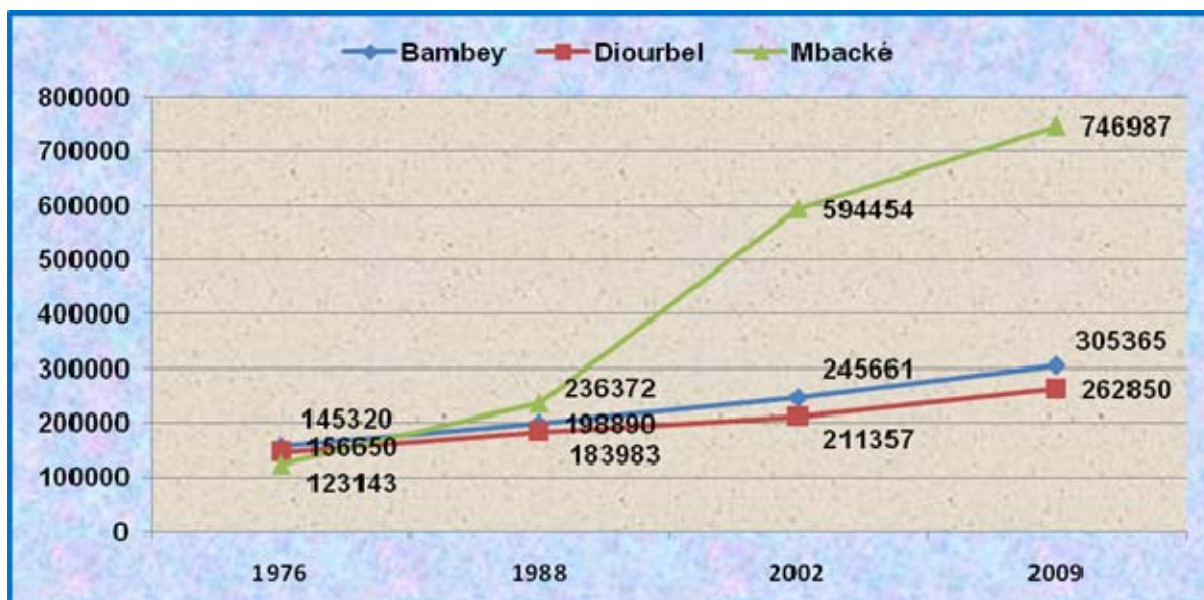
Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

Tableau 2 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2009

Années	1976	1988	2002	2009	Variation nette 1976/2009	Variation moyenne annuelle (en %) 1976/2009
Bambey	156650	198890	245661	305365	148715	2,88
Diourbel	145320	183983	211357	262850	117530	2,45
Mbacké	123143	236372	594454	746987	623844	15,35
Total	425113	619245	1051472	1315202	890089	6,34

Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

Graphique 1 : Evolution de la population par département entre 1976 et 2009



1.2. FECONDITE

1.2.1. NIVEAU

D'après le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), le **taux brut de natalité (TBN)** s'établit à 40,6 naissances pour 1000 au niveau national. Ce taux varie entre 34,0 naissances pour mille en milieu urbain et 44,6 naissances pour 1000 en milieu rural. Pour une région très rurale comme Diourbel, ce taux se situe bien au dessus de la moyenne nationale. Cet indicateur est dépendant de la structure par âge de la population et ne permet donc pas les comparaisons spatiales et temporelles.

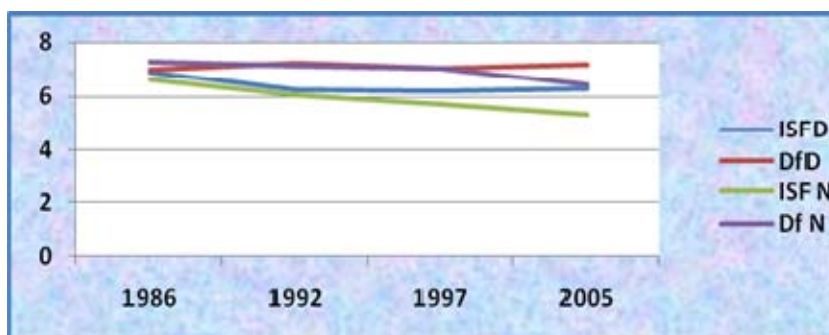
A cette fin, sera utilisé l'**Indice Conjoncturel de Fécondité (ICF)**, obtenu à partir des différentes enquêtes EDS (pour les premières enquêtes, l'ICF de Diourbel est estimé égal à celui de la zone centre) et du RGPH de 2002. L'ICF mesure le nombre d'enfants qu'aura une femme au cours de sa vie féconde si les conditions de fécondité du moment restent inchangées.

En 2005 (dernière année disponible pour les chiffres de fécondité au Sénégal), les femmes de la région de Diourbel en âge de procréer ont une fécondité plus élevée que la moyenne nationale avec un enfant de plus. Par rapport aux autres régions, Diourbel se classe en troisième position après Fatick et Kolda. La descendance finale (le nombre d'enfants nés vivants qu'une femme mettra au monde) est supérieure à l'ICF aussi bien à Diourbel qu'au niveau national. Ceci suggère une baisse récente de la fécondité.

1.2.2. TENDANCE

Entre 1986 et 2005, l'ICF a connu une baisse aussi bien au Sénégal (passant de 6,6 à 5,3 enfants par femme) qu'à Diourbel (passant de 6,9 à 6,3 enfants par femme). Toutefois, la baisse a été moins forte à Diourbel.

Graphique 2 : Evolution de l'ICF et de la descendance finale entre 1986 et 2005



ISFD = indice synthétique de fécondité à Diourbel

DfD = descendance finale à Diourbel

ISFN = indice synthétique de fécondité au Sénégal

DfN = descendance finale au Sénégal

Ce retard de Diourbel dans le mouvement de baisse de la fécondité s'explique par :

- la forte ruralité de la population régionale
- L'analphabétisme qui touche 81,7% des Diourbelloises enquêtées contre 59,6% au niveau national
- La faible utilisation des moyens contraceptifs dans les ménages de la région (4% des couples contre 11% au niveau nationale)
- Le désir d'enfant supplémentaire plus forte dans les zones rurales que dans

celles urbaines

En effet, les enquêtes EDS ont montré la corrélation négative entre la fécondité, le niveau d'instruction, l'utilisation de la contraception et la résidence. Par ailleurs, d'après ces mêmes enquêtes EDS ; c'est le désir d'enfant supplémentaire qui est la première cause de maintien du niveau élevé de la fécondité évoquée par les femmes. Cependant, avec l'urbanisation et l'élévation du niveau d'instruction des femmes, on peut s'attendre à une baisse continue du niveau de fécondité à Diourbel. Une baisse durable de la fécondité passera sûrement par une modification du nombre d'enfants souhaité et l'essor de la contraception.

2. STRUCTURE DE LA POPULATION DE LA REGION

Dans cette partie, on examinera l'effectif et la composition de la population selon l'âge et le sexe ainsi que sa répartition spatiale selon le milieu de résidence par département.

2.1. REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGE ET PAR SEXE

La caractéristique principale de la population de la région de Diourbel en 2009, selon le tableau 3 et le graphique 2, est sa grande jeunesse. En effet; 44,8% ont moins de 15 ans; 55,7%, soit plus d'1 résident sur 2 ont moins de 20 ans et seulement 3,5% ont 65 ans et plus.

La pyramide des âges comporte une base large synonyme d'une fécondité élevée et un sommet qui se rétrécit vite au fil des âges traduisant une forte mortalité. Cette structure pyramidale caractéristique des pays en voie de développement révèle un coefficient de dépendance très élevé. Ce taux qui correspond au rapport entre la population active (15-64 ans révolue) et celle composée des moins de 15 ans et des 65 ans et plus s'établit à 92,26%. Autrement dit, 100 personnes actives doivent prendre en charge 93 personnes inactives.

Par ailleurs, si à la naissance on observe en moyenne 102 garçons pour 100 filles, on constate que le rapport de masculinité bascule rapidement en faveur des filles à partir de 14 ans. Ce déséquilibre s'accroît entre 20 ans et 50 ans, traduisant ainsi une surmortalité des hommes par rapport aux femmes mais aussi, d'autre part, les effets de l'émigration et l'exode qui touchent plus les hommes adultes que les femmes.

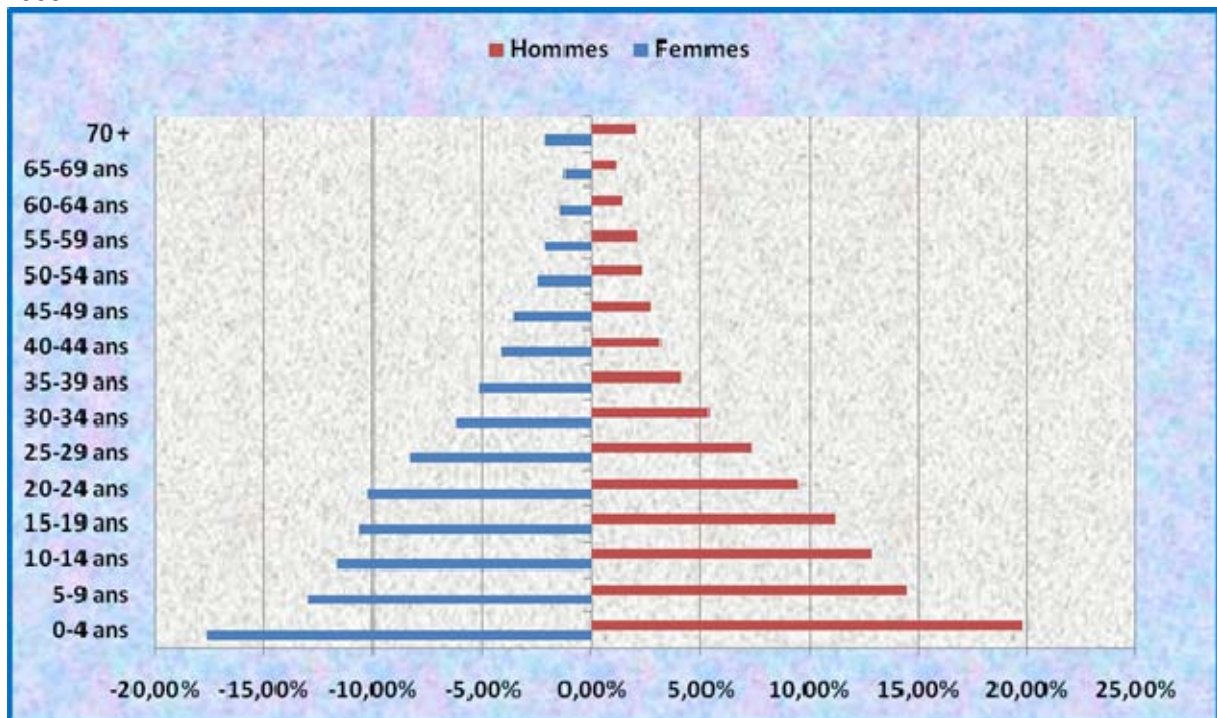
Entre 1988 et 2009, la part des moins de vingt ans diminue aussi bien chez les hommes que chez les femmes. La baisse de la fécondité et l'amélioration des conditions sanitaires pourraient expliquer cette évolution. La part de la population active augmente chez les hommes et chez les femmes; toutefois l'augmentation est plus élevée chez les femmes. Au-delà de 60 ans, la part des femmes augmente tandis que celle des hommes diminue : l'exode rural et l'émigration, lesquels touchent plus les hommes adultes que les femmes expliquent en partie cette diminution.

Tableau 3 : Répartition de la population par groupes d'âges et par sexe en 2009

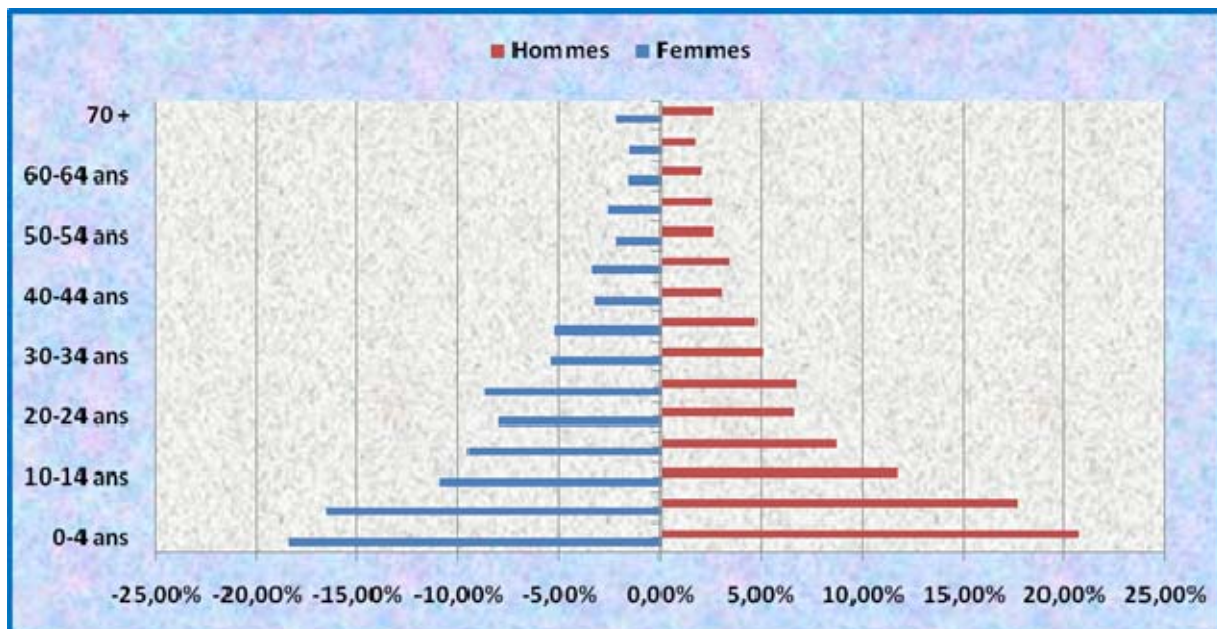
Âges	Hommes	%	Femmes	%	Total	%	Rapport de masculinité
0 - 4	124 154	19,85	121 744	17,65	245 898	18,70	102,0
5 - 9	90 581	14,48	89 806	13,02	180 387	13,72	100,9
10 - 14	80 754	12,91	80 826	11,72	161 580	12,29	99,9
15 - 19	70 292	11,24	73 620	10,67	143 912	10,94	95,5
20 - 24	59 438	9,50	70 676	10,25	130 114	9,89	84,1
25 - 29	46 505	7,43	57 247	8,30	103 752	7,89	81,2
30 - 34	33 753	5,40	42 672	6,19	76 425	5,81	79,1
35 - 39	25 917	4,14	35 542	5,15	61 459	4,67	72,9
40 - 44	19 984	3,19	28 401	4,12	48 385	3,68	70,4
45 - 49	17 135	2,74	24 263	3,52	41 398	3,15	70,6
50 - 54	14 692	2,35	17 184	2,49	31 876	2,42	85,5
55 - 59	13 407	2,14	14 565	2,11	27 972	2,13	92,0
60 - 64	8 896	1,42	9 883	1,43	18 779	1,43	90,0
65 - 69	6 985	1,12	8 493	1,23	15 478	1,18	82,2
70 - 74	5 094	0,81	5 778	0,84	10 872	0,83	88,2
75 - 79	3 602	0,58	4 268	0,62	7 870	0,60	84,4
80 +	4 300	0,69	4 742	0,69	9 042	0,69	90,7
Total	625 489	100	689 710	100	1 315 199	100	90,7

Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

Graphique 3 : Pyramide des âges de la population de la région de Diourbel en 2009



Graphique 4 : Pyramide des âges de la population de la région de Diourbel en 1988



2.2. REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION

2.2.1. REPARTITION SELON LE DEPARTEMENT

Au 1^{er} janvier 2009, la région de Diourbel comptait 1 315 202 habitants, soit 689 709 femmes et 625 493 hommes. A l'intérieur de la région, il existe d'importantes disparités dans la répartition de cette population. En effet, plus de 55% de la population résident dans le département de Mbacké, et seulement 24,12% résident dans le département de Bambey. Le département de Diourbel qui abrite la capitale régionale ne compte que 20,50% de la population.

Quel que soit le département, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Elles représentent environ 52,54% de la population totale. Au niveau des collectivités locales (voir annexe), on peut noter que la communauté rurale de Touba Mosquée concentre à elle seule plus de 40% de la population totale (44,16%); contrairement aux CR des départements de Mbacké (à l'exception de la CR de Sadio) et à la plupart de celles de Diourbel qui n'atteignent même pas de 1%.

Tableau 4 : Répartition de la population par sexe et par département en 2009

Départements	Homme	Femme	Total
Bambey	150 852	154 513	305 365
Diourbel	128 213	134 637	262 850
Mbacké	346 428	400 559	746 987
Région	625 493	689 709	1 315 202

Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

2.2.2. DENSITES

En 2009, le département de Mbacké (333 hbts/km²) présente une densité de population environ 1,5 fois supérieure à celle des autres départements de la région (223 pour Diourbel et 226 pour Bambey). Cette différence entre les départements est inversée lorsque l'on aborde l'échelon des collectivités locales. En effet, excepté la communauté rurale de Touba Mosquée, les densités les plus élevées se trouvent dans les communautés rurales du département de Bambey, suivies de celles de Diourbel tandis que celles de Mbacké sont très faibles.

Tableau 5 : Répartition par département de la population et densités en 2009

Départements	Population	%	Superficies	%	Densités
Bambey	305362	23,22	1351	28,33	226,03
Diourbel	262850	19,99	1175	24,64	223,70
Mbacké	746990	56,80	2243	47,03	333,03
Total	1315202	100	4769	100	275,78

Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

2.2.3. REPARTITION SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

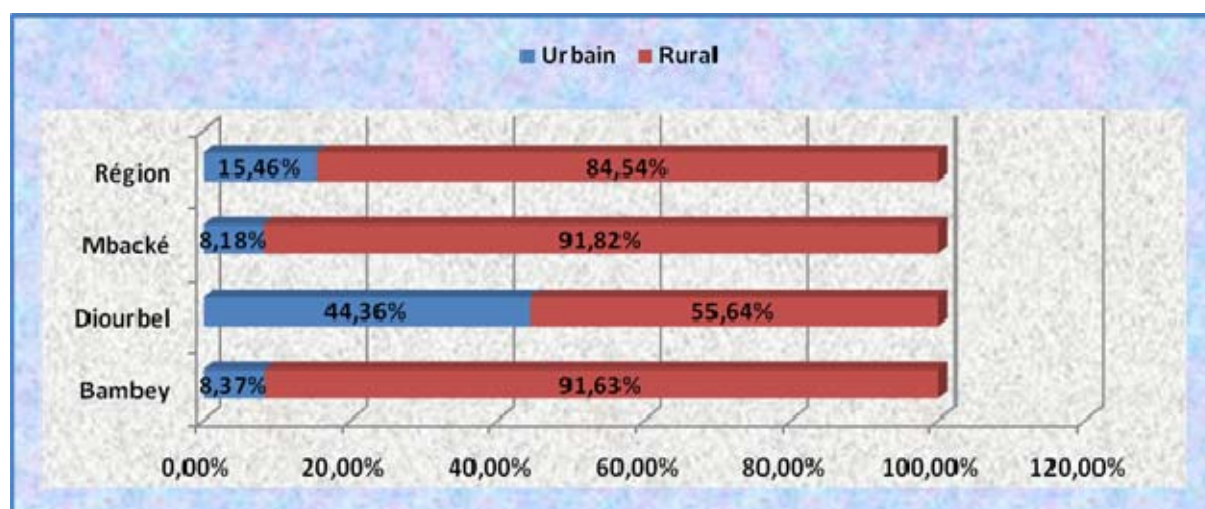
La population régionale est essentiellement rurale. Elle s'établit en 2009 à 1 315 200 habitants dont 1 111 906 résidant en milieu rural, soit une proportion de 84,54%. La population urbaine s'élève à 203 294 habitants, soit 15,5%. Cette population qui réside dans les 3 communes de la région (Bambey, Diourbel et Mbacké), est essentiellement localisée dans le département de Diourbel (116 600 habitants). C'est ce département qui concentre la plus forte proportion de la population vivant en milieu urbain (8,87% des 15,46%) contre respectivement 1,94% et 4,65% dans les départements de Bambey et de Mbacké. La population rurale reste elle concentrée en majorité dans le département de Mbacké où elle représente 52,15% des 84,54%. Cette situation est largement confirmée par le tableau 6 et le graphique 4.

Tableau 6 : Répartition de la population par département selon le milieu de résidence en 2009 et taux d'urbanisation

Départements	Urbain		Rural		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Bambey	25 566	1,94	279 796	21,27	305 362	23,22
Diourbel	116 600	8,87	146 248	11,12	262 848	19,99
Mbacké	61 128	4,65	685 862	52,15	746 990	56,80
Total	203 294	15,46	1 111 906	84,54	1 315 200	100,00

Source : ANSD – SRSD/DBL – RGPH III

Graphique 5 : Proportion de la population selon le milieu de résidence en 2010



CONCLUSION

Dans ce présent chapitre, nous relevons un taux d'accroissement annuel intercensitaire particulièrement élevé dans la région de Diourbel, de l'ordre de 5,0 % entre 1988 et 2002. Ce niveau atteint pourrait être expliqué dans une large mesure par la forte migration des populations vers la ville sainte de Touba. Si ce taux d'accroissement reste maintenu, il est à craindre un doublement de la population régionale dans 15 ans. Par ailleurs, on note une disparité dans la répartition de la population au profit du département de Mbacké. Cette situation risque de maintenir la tendance à la baisse de la part relative de la population urbaine sur la population régionale, étant donné le statut rural de Touba qui est partie intégrante de ce département.

CHAPITRE II : METEOROLOGIE

INTRODUCTION

La météorologie joue un rôle extrêmement important dans le développement socio – économique des pays. C'est de son évolution que dépendent en grande partie des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, les eaux et forêts et le transport entre autres. Dans ce présent chapitre nous allons passer en revue la situation de ce secteur en mettant en exergue ses différentes composantes que sont la température, le vent, l'humidité, les précipitations, l'évaporation, l'insolation et la pression atmosphérique.

1. TEMPERATURE

En 2009, la température moyenne minimale s'élevait à 18,8 degrés contre 19,5 degrés en 2008. La température moyenne maximale s'élevait à 36,5 degrés contre 36,9 degrés en 2008, soit une amplitude thermique de 17,7 degrés en 2009 contre 17,4 degrés en 2008. Au cours des 10 dernières années (2000 - 2009), les températures moyennes minimales ont oscillé entre 17,5° et 18,8°. La température moyenne maximale se situait entre 36,3° et 36,5°. La période de forte chaleur se situe entre le mois d'Avril et le mois de Mai au cours des deux dernières années avec des élévations de températures qui dépassent 40°. Les températures minimales sont relevées de manière générale au mois de Janvier (15,6° en 2008 contre 12,5° en 2009).

Tableau 1 : Evolution mensuelle des températures en degrés de 2008 à 2009

Mois	2008			2009		
	Mini moy	Maxi moy	Moyenne	Mini moy	Maxi moy	Moyenne
Janvier	15,6	33,4	24,5	12,5	31,8	22,2
Février	17,5	37,3	27,4	13,9	34,2	24,0
Mars	18,6	39,8	29,2	15,5	36,3	25,9
Avril	18,9	41,4	30,2	16,7	40,2	28,5
Mai	20,4	40,8	30,6	18,7	41,0	29,8
Juin	22,5	38	30,3	20,9	39,0	29,9
Juillet	22,6	33,8	28,2	23,9	35,2	29,5
Août	22,4	33,4	27,9	22,8	34,1	28,5
Septembre	21,8	34,6	28,2	22,6	33,7	28,1
Octobre	21,2	36,5	28,9	23,0	38,1	30,5
Novembre	17,5	38,5	28	18,7	37,9	28,3
Décembre	15,1	35,5	25,4	17,0	36,3	26,6
Moyenne	19,5	36,9	28,2	18,8	36,5	27,7

Source : SR de la Météorologie

Graphique 1 : Evolution mensuelle des températures moyennes de 2008 à 2009

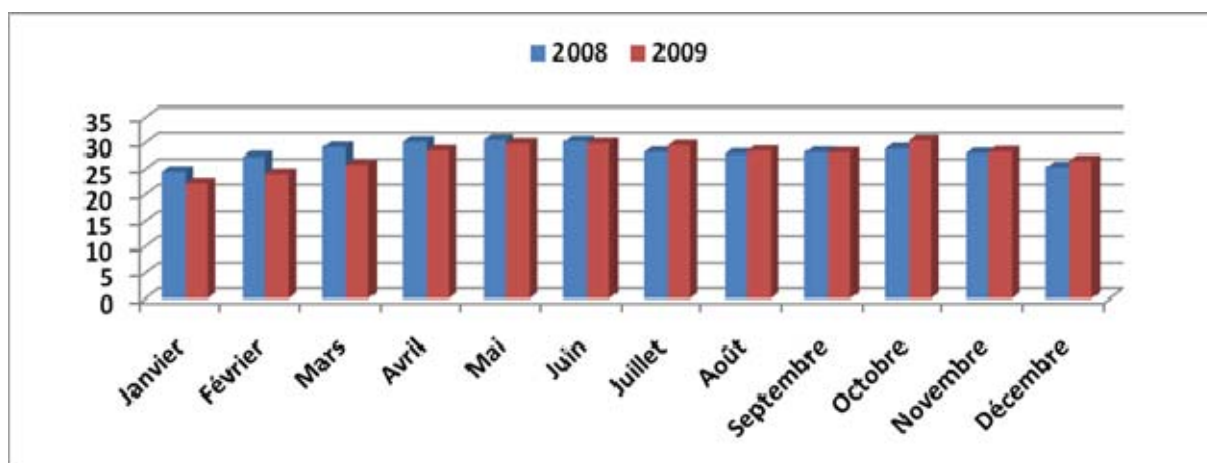
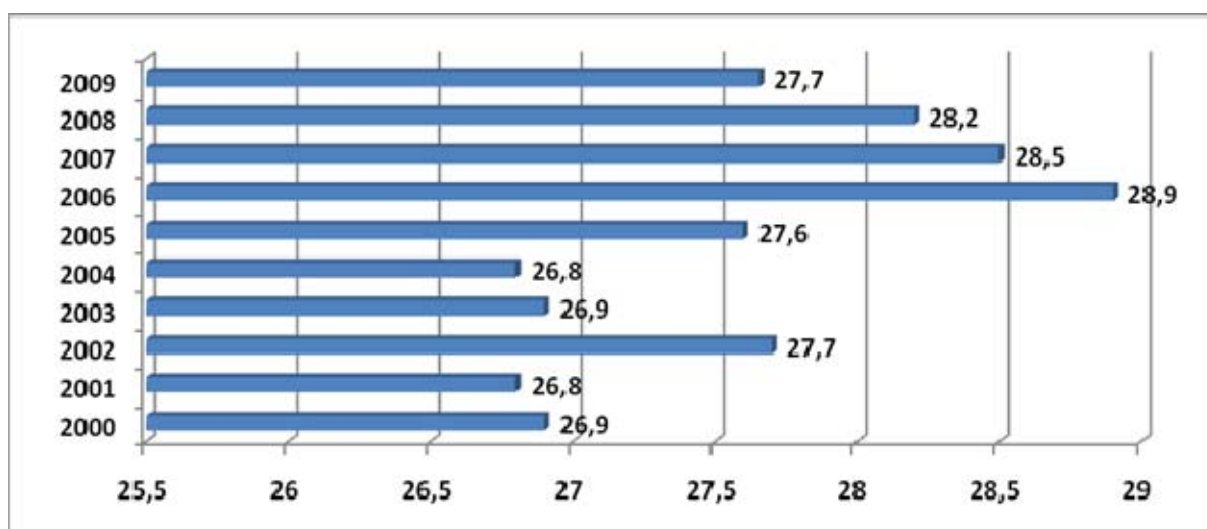


Tableau 2 : Evolution des températures moyennes annuelles entre 2000 et 2009

Années	Mini moy	Maxi moy	Moyenne
2000	17,5	36,3	26,9
2001	16,3	37,4	26,8
2002	18,2	37,1	27,7
2003	17,3	36,6	26,9
2004	18,8	36,7	26,8
2005	18,7	36,5	27,6
2006	21,4	36,4	28,9
2007	20,2	36,8	28,5
2008	19,5	36,9	28,2
2009	18,8	36,5	27,7

Source : SR de la Météorologie

Graphique 2 : Evolution des températures moyennes annuelles entre 1999 et 2009



2. LES VENTS

L'harmattan, vent chaud et sec, souffle pendant presque toute la saison sèche, venant du nord – nord Est à Est. La mousson, vent du sud, souffle de juin à octobre, renforçant les humidités et amène la pluie. La vitesse moyenne annuelle des vents est de 2m/s.

3. L'HUMIDITE

L'humidité relative est la quantité d'eau en pourcentage contenue dans l'atmosphère. En 2009, l'humidité mini moyenne mensuelle est de 22,1% au mois d'avril et le maxi moyen mensuel est de 99,1% en août.

Tableau 3 : Evolution mensuelle de l'humidité (en %) en 2009

Mois	Mini moy	Maxi moy	Moyenne
Janvier	24,6	62,5	43,7
Février	28,8	75,7	52,3
Mars	24,7	80,4	52,6
Avril	22,1	76,8	49,5
Mai	28,1	81	54,6
Juin	37,8	87,9	62,9
Juillet	56,6	97,2	76,9
Août	66,4	99,1	82,8
Septembre	68,6	96,3	82,5
Octobre	42,5	94,5	68,5
Novembre	29,6	74,6	52,1
Décembre	23,3	71,4	47,4
Moyenne	37,8	83,1	60,5

Source : SR de la Météorologie

4. LA PLUVIOMETRIE

Les hauteurs d'eau enregistrées dans les différents postes suivis, varient de 443,1 mm à 691,5 mm en 2009 contre 473,6 mm à 623,7 mm en 2008. Il convient de signaler que la pluviométrie a été globalement déficitaire en 2009 comparé à 2008 (596,3 mm contre 567,7 mm). Au total, 8 postes sur 13 ont été déficitaires. Signalons que les déficits les plus importants ont été enregistrés au niveau du poste de Bambey (- 31,0%). Par ailleurs, Ndindy et Sadio ont été les postes les plus excédentaires avec respectivement 31,0% et 27,5%.

Tableau 4 : Evolution de la pluviométrie (en mm) selon le poste entre 2008 et 2009

Postes	2007/2008	2008/2009	2009/2010	Variation 08/09 (en %)
Bambey	444,7	810,2	567,3	-29,98
Baba Garage	303,2	590,8	575,4	-2,61
Lambaye	438,8	512,7	443,1	-13,58
Ngoye	425,2	773,2	656,3	-15,12
CNRA	518,6	725,7	625,1	-13,86
Diourbel	604,7	616,5	571	-7,38
Ndindy	391,3	362,4	474,9	31,04
Ndoulo	342	554	466,4	-15,81
Mbacké	278,3	516,2	526,8	2,05
Ndame	281,2	591,3	691,5	16,95
Kaël	395	611,5	520,6	-14,87
Taïf	391	547	571,3	4,44
Sadio	398,4	541,1	690	27,52
Moyenne	401,0	596,3	567,7	-4,81

Source : DRDR

5. L'EVAPORATION ET L'INSOLATION

Entre 2008 et 2009, l'évaporation maxi mensuelle se situe au mois d'octobre avec respectivement 756 mm et 874 mm. L'insolation dans la région de Diourbel a atteint 305 heures en avril 2009 contre 269 heures en mars 2008. Les maxi d'insolation sont en général observés pendant la période de grande chaleur (entre avril et mai) correspondant aux hausses de températures.

Tableau 5 : Evolution mensuelle de l'évaporation (en mm) en 2007 et 2009

Années	2007	2008	2009	Var 08/09 (en %)
Janvier	154	200	147	-26,5
Février	162	152	124	-18,4
Mars	197	169	139	-17,8
Avril	154	137	169	23,4
Mai	149	202	159	-21,3
Juin	99	104	113	8,7
Juillet	67	437	67	-84,7
Août	42	346	416	20,2
Septembre	32	354	306	-13,6
Octobre	81	756	874	15,6
Novembre	-	122	148	21,3
Décembre	162	143	159	11,2
Moyenne	108	260	235	-9,6

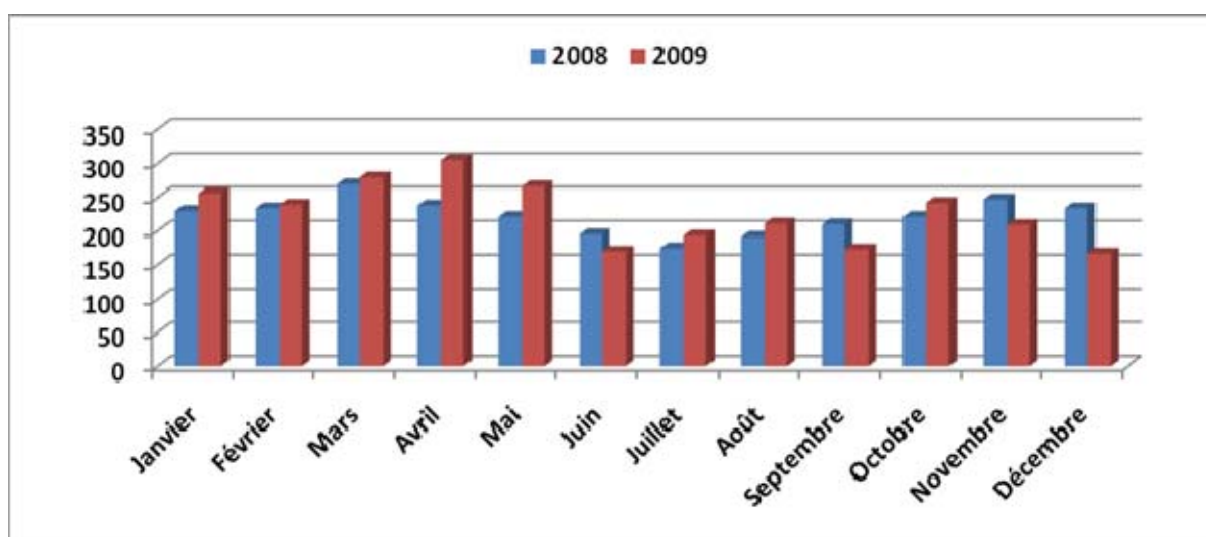
Source : SR de la Météorologie

Tableau 6 : Evolution mensuelle de l'insolation (en heures) en 2007 et 2009

Années	2007	2008	2009	Var 08/09 (en %)
Janvier	-	230	256	11,3
Février	-	234	239	2,1
Mars	235	269	279	3,7
Avril	279	238	305	28,2
Mai	265	221	266	20,4
Juin	203	195	170	-12,8
Juillet	204	175	193	10,3
Août	200	191	211	10,5
Septembre	207	210	173	-17,6
Octobre	257	221	242	9,5
Novembre	-	247	209	-15,4
Décembre	241	234	167	-28,6
Moyenne	174	222	229	3,2

Source : SR de la Météorologie

Graphique 3 : Evolution mensuelle de l'insolation entre 2008 et 2009



CONCLUSION

Les résultats météorologiques enregistrés au cours des deux dernières années ont permis de relever une diminution des températures moyennes minimales et moyennes maximales. Au niveau pluviométrique, des baisses ont été notées en 2009 dans la majorité des postes. Il est à signaler que l'évaporation moyenne a accusé une baisse de 9,6% contrairement à l'insolation moyenne qui a haussé de 3,2%.

CHAPITRE III : AGRICULTURE

INTRODUCTION

La campagne agricole 2009/2010 a été globalement marquée par :

- La mise en place à temps des semences d'arachide et des engrais 6 – 20 – 10 ;
- La présence des programmes spéciaux ;
- Une faible pression parasitaire ;
- La présence des programmes de multiplication ;
- Une bonne pluviométrie ;
- Un engouement des populations à la GOANA ;
- Des intrants subventionnés.

Cette campagne coïncide avec la deuxième année de la GOANA où l'accent est mis sur la production vivrière. Les différents résultats obtenus ont été, de manière générale, assez satisfaisants, même si des difficultés ont été notées dans la mise en place des intrants. Dans ce présent chapitre, nous tenterons par une analyse succincte de passer en revue les différentes étapes de cette campagne agricole. Un accent particulier sera mis notamment sur la pluviométrie, mais aussi sur la mise en place des intrants, sur les rendements et sur les productions.

1. PLUVIOMETRIE

Par rapport à l'année 2008/2009, la plupart des postes sont déficitaires (tableau 1 et graphique 1). Toutefois les quantités d'eau recueillies ont été suffisantes pour permettre aux différentes spéculations de boucler leur cycle. Le nombre de jour de pluies est en hausse avec un maximum de 46 jours enregistré à Diourbel et un minimum de 26 jours à Ndindy. Cette situation a favorisé une bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace, avec un bon développement des cultures.

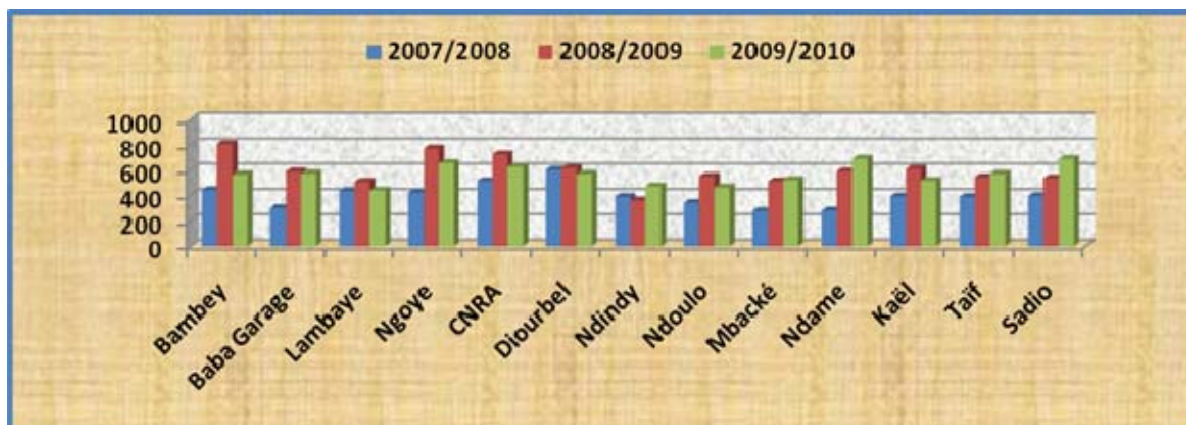
Tableau1 : Evolution de la pluviométrie par poste depuis 2007

Postes	2007	2008	2009	Variation (09/08 en %)
Bambey	444,7	810,2	567,3	-29,98
Baba Garage	303,2	590,8	575,4	-2,61
Lambaye	438,8	512,7	443,1	-13,58
Ngoye	425,2	773,2	656,3	-15,12
CNRA	518,6	725,7	625,1	-13,86
Diourbel	604,7	616,5	571	-7,38
Ndindy	391,3	362,4	474,9	31,04
Ndoulo	342	554	466,4	-15,81

Mbacké	278,3	516,2	526,8	2,05
Postes	2007	2008	2009	Variation (09/08 en %)
Ndam	281,2	591,3	691,5	16,95
Kaël	395	611,5	520,6	-14,87
Taïf	391	547	571,3	4,44
Sadio	398,4	541,1	690	27,52
Moyenne	401,0	596,4	567,7	-4,8

Source : DRDR

Graphique1 : Evolution de la pluviométrie (en mm) par poste depuis 2007/2008



2. SITUATION PHYTOSANITAIRE

La situation phytosanitaire a été relativement calme pendant l'hivernage 2009. La seule attaque notée dans le département de Mbacké a été vite maîtrisée. Par ailleurs, la lutte contre les insectes et certaines maladies a été une réussite grâce au soutien de la DPV. Toutefois la présence de certaines plantes parasites comme le striga pourrait remettre en cause l'atteinte des objets fixés dans le cadre de la GOANA.

3. MISE EN PLACE DES INTRANTS

Le gouvernement du Sénégal, dans sa stratégie d'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, a décidé de subventionner massivement les intrants agricoles. C'est ainsi que les semences et les engrais sont à la disposition des paysans dès le début de l'hivernage à des prix subventionnés. Toutefois, des difficultés sont notées dans certaines localités dans la distribution des semences et dans la qualité de certains engrais. Par ailleurs de « faux paysans » détournent une partie des semences à d'autres fins avec la complicité des commissions locales de distribution.

4. SUPERFICIES

Globalement, les superficies cultivées ont fortement augmenté, passant de 199014 hectares au cours de la campagne agricole 2008/2009 à 362707 hectares durant celle de 2009/2010, soit une hausse de 82,25% (Cf. tableau2). Concernant les cultures céréalières, on observe une très forte hausse pour le sorgho et le mil et une

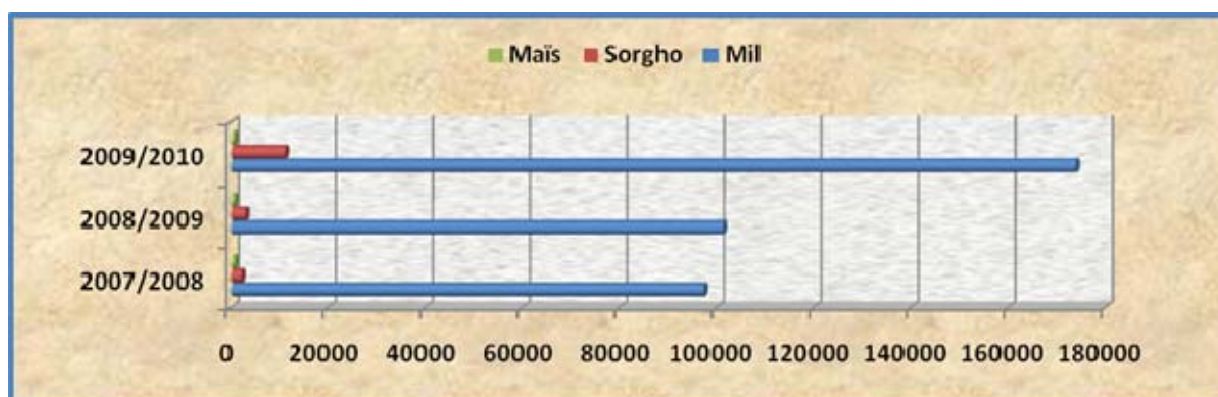
petite baisse des superficies allouées au maïs. Il convient de signaler que la région de Diourbel n'est pas une zone de production de maïs. Pour les autres spéculations, on relève une hausse des emblavures pour l'arachide (162,2%), le niébé (24,33%), la pastèque (32,64%), le bissap (95,09%) et une baisse pour le manioc (-76,62%) et le sésame (-68,64%). La baisse notée pour le sésame est imputable à la non prise en compte des données du département de Bambey alors que la baisse observée pour le manioc est due au retard dans la mise en place des boutures.

Tableau 2 : Evolution des emblavures (en ha) selon le département

Spéculations	2007/2008	2008/2009	2009/2010	Variation en %
Mil	97517	101332	174034	71,75
Sorgho	2161	2972	11116	274,02
Maïs	752	723	676	-6,50
Totale céréales	100430	105027	185826	76,93
Arachides d'huilerie	30983	45913	120383	162,20
Niébé	33643	40938	50899	24,33
Pastèque	1480	1924	2552	32,64
Manioc	1214	2848	666	-76,62
Bissap	650	1019	1988	95,09
Sésame	763	1253	393	-68,64
Gombo	-	92	-	-
Total	169163	199014	362707	82,25

Source : DRDR

Graphique 2 : Evolution des emblavures (en ha) depuis 2007/2008



5. RENDEMENTS

Les rendements dépendent principalement de la qualité des intrants, de la pluviométrie et des techniques culturales utilisées. Par rapport à la l'année 2009, on note leur amélioration au niveau des céréales (sauf le maïs qui stagne à 600kg/ha), l'arachide d'huilerie et le niébé alors que la pastèque, le manioc, le bissap et le sésame voient leur rendement diminuer. Les fortes baisses enregistrées pour la pastèque et le bissap sont dues à l'apparition de la mouche des fruits sur la pastèque, à la forte pluviométrie et l'augmentation plus rapide des emblavures pour le bissap.

Tableau 3 : Evolution des rendements (en kg/ha) entre 2007/2008 et 2009/2010

Spéculations	2007/2008	2008/2009	2009/2010	Variation en %
Mil	428	589	649	10,19
Sorgho	427	522	595	13,98
Maïs	349	600	600	0,00
Arachides d'huilerie	421	574	726	26,48
Niébé	184	341	348	2,05
Pastèque	8022	9546	5282	-44,67
Manioc	6808	5962	5573	-6,52
Bissap	225	329	250	-24,01
Sésame	273	277	275	-0,72
Gombo	-	10000	-	-

Source : DRDR

6. PRODUCTIONS AGRICOLES

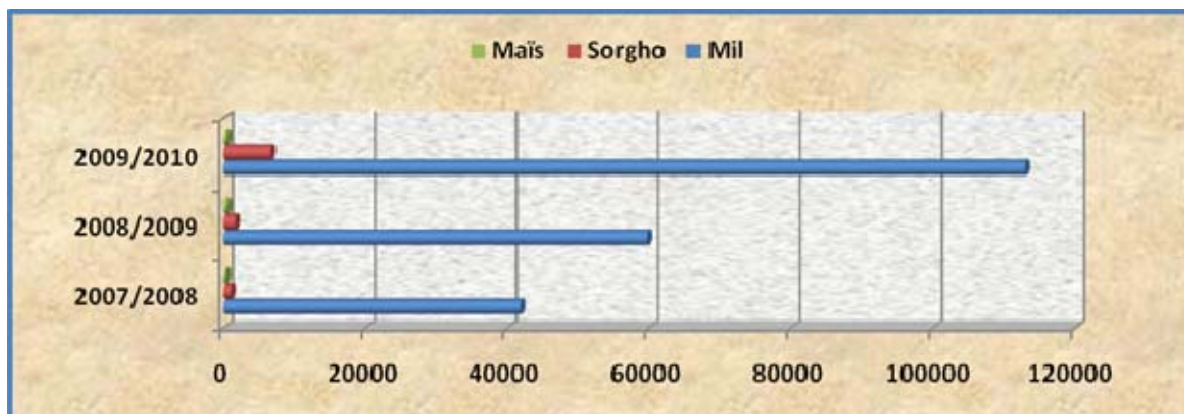
La production céréalière a presque doublé, passant de 61710 tonnes en 2008/2009 à 119932 tonnes en 2009/2010, soit une hausse de 94,34%. Cette hausse est due en partie à la hausse simultanée des emblavures et des rendements pour le mil et le sorgho. Avec une production de 112917 tonnes en 2009/2010, le mil demeure de loin la première spéculation céréalière de la région de Diourbel. La production arachidière fait un bon important de 231,64% pour atteindre les 87428 tonnes. La bonne répartition de la pluviométrie dans le temps et dans l'espace ainsi que la mise en place à temps des intrants de qualité ont permis d'atteindre ces résultats. Le bissap et le niébé ont aussi enregistré des hausses significatives grâce à la mise en œuvre de la GOANA II et du programme bissap. Les autres cultures (pastèque, manioc, sésame) enregistrent une baisse de leur production consécutive à la chute de leur rendement.

Tableau 4 : Evolution de la production agricole (en tonnes) entre 2007/2008 et 2009/2010

Spéculations	2007/2008	2008/2009	2009/2010	Variation en %
Mil	41735	59725	112917	89,06
Sorgho	923	1552	6609	325,84
Maïs	263	434	406	-6,45
Total céréales	42921	61711	119932	94,34
Arachides d'huilerie	13043	26362	87428	231,64
Niébé	6196	13945	17730	27,14
Pastèque	11876	18367	13480	-26,61
Manioc	8265	16980	3712	-78,14
Bissap	146	336	497	47,92
Sésame	209	348	108	-68,97
Gombo	-	920	-	-

Source : DRDR

Graphique 3 : Evolution de la production céréalière (en tonnes) de 2007/2008 à 2009/2010



7. CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE

A la date du 5 avril 2009, les industries ont collecté 14959,57 tonnes (dont 1071,588 tonnes par la CAIT et 13387,982 tonnes par la SUNEOR). Cette collecte, valorisée au prix au producteur de 165 F/Kg, correspond à une subvention de **584 064 000 millions de F CFA**. Les tonnages collectés au travers du circuit officiel auraient pu être beaucoup plus importants si les crédits de commercialisation avaient été disponibles à temps et en volume suffisant. La faiblesse des quantités réceptionnées s'explique par les difficultés de mobilisation de fonds par les opérateurs.

8. PRODUCTIONS MARAICHÈRES

La production maraîchère est faible et peu diversifiée dans la région de Diourbel. En 2008/2009, elle ne représente que 0,3% de la production nationale, soit 1360 tonnes contre 465000 tonnes pour une superficie cultivée de 125 ha (0,7%). Cette production est répartie en tomate (150 tonnes), en piment (70 tonnes), en aubergine (150 tonnes) et en divers autres produits maraîchers (990 tonnes).

Tableau 5_: Répartition de la production maraîchère (en tonnes) en 2008

Spécifications	Superficies (en ha)	Production (en tonnes)
Tomates	15	150
Piments	10	70
Aubergine amer	10	150
Autres	90	990
Total	125	1360
Sénégal	18578	465000

Source : Direction Nationale de l'Horticulture

CONCLUSION

Les résultats enregistrés au cours de la campagne agricole 2009/2010 ont été dans l'ensemble assez satisfaisants. En effet, les productions de presque toutes les spéculations ont augmenté, malgré le rétrécissement de certaines emblavures (maïs). Cette performance a été rendue possible, dans une large mesure, grâce aux abondantes précipitations bien réparties qui ont été recueillies et à la mise en œuvre de la GOANA II.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

INTRODUCTION

L'élevage dans la région de Diourbel est lucratif, dynamique et vital. A cause de la proximité de la région avec de grands centres urbains et de la zone du Ferlo, il se développe de manière fulgurante et contribue d'ailleurs de façon notable à la sécurité alimentaire des populations et à la lutte contre la pauvreté. Dans ce présent chapitre, nous tenterons de mettre en relief le cheptel à travers son évolution, sa santé et les différents résultats tirés de son exploitation.

1. EVOLUTION DU CHEPTEL

Selon les résultats relevés dans le tableau 1, l'effectif du cheptel a globalement accusé une importante hausse en 2007, comparé à son niveau de l'année précédente. Excepté les équins dont l'effectif a baissé de 5,5%, toutes les autres espèces ont vu leurs effectifs augmenter à défaut d'être constants (cas des caprins). C'est la race asine qui connaît la hausse la plus importante avec un taux de plus de 144%.

Dans ce même tableau, la répartition du cheptel par département révèle une disparité au profit de Mbacké qui dépasse ainsi très largement tous les autres départements de la région, pour toutes les espèces, sauf les porcins. Cette situation est tout à fait prévisible, puisque Mbacké abrite la cité religieuse et demeure proche des zones de pâturage. Par ailleurs, c'est le département qui est le mieux équipé en ouvrages hydrauliques. Les deux autres départements se suivent de très près.

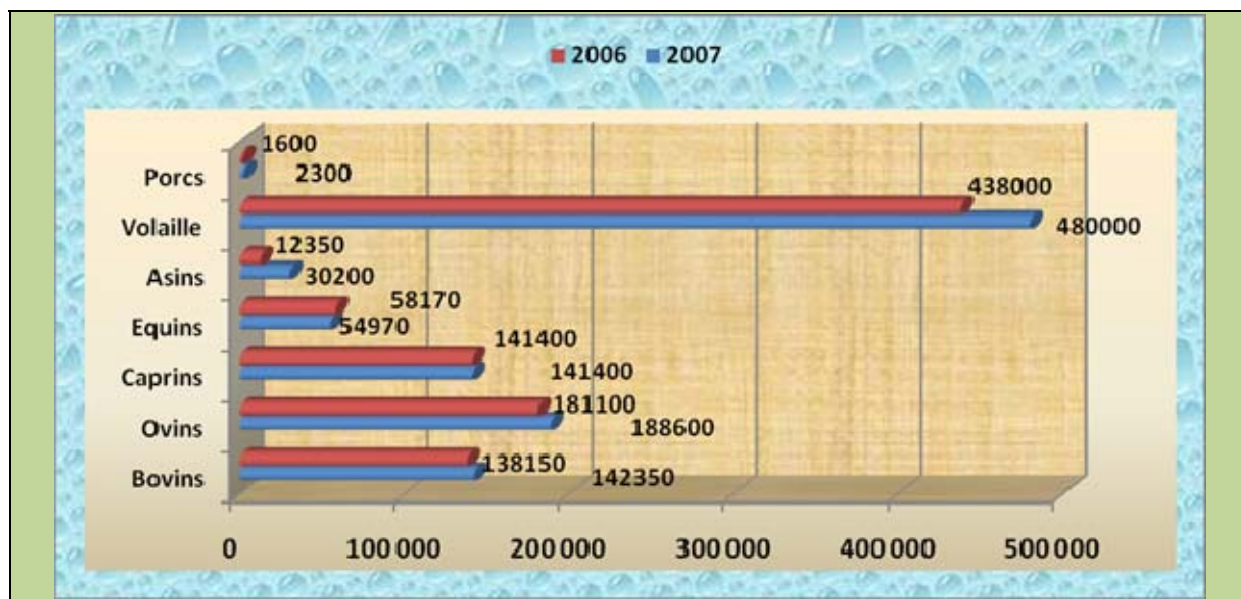
La composition du cheptel en 2007 était de 142 350 bovins, 186600 ovins, de 141400 caprins, de 54970 équins, de 30200 asins, de 2300 porcins et de 480000 volailles (Cf. tableau 1 et graphique 1).

Tableau 1 : Répartition du cheptel selon l'espèce et le département en 2007

Département	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Volaille	Porcs
Bambey	40 000	54 500	41 000	11 500	4 700	60 000	1 100
Diourbel	37 300	57 000	38 000	13 300	6 700	90 000	1 200
Mbacké	65 050	77 100	62 400	30 170	18 800	330 000	0
Total	142 350	188 600	141 400	54 970	30 200	480 000	2 300
Total 06	138150	181100	141400	58170	12350	438000	1600
Var 06/07 (en %)	3,0	4,1	0,0	-5,5	144,5	9,6	43,8

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Graphique 1 : Evolution du cheptel selon l'espèce en 2006 et en 2007



2. INFRASTRUCTURES PASTORALES

Elles sont constituées globalement de 70 forages et de 88 parcs à vaccination, répartis de la façon suivante :

- ✚ Département de Bambey avec 25 forages et 23 parcs à vaccination ;
- ✚ Département de Diourbel avec 15 forages et 25 parcs à vaccination ;
- ✚ Département de Mbacké 30 forages et 40 parcs à vaccination.

Ce nombre de forages dans la région paraît insuffisant, eu égard à la forte poussée démographique de Touba et à ses besoins en eau sans cesse croissants qui posent de sérieux problèmes d'accès à l'eau pour le cheptel.

Tableau 2 : Répartition des sources d'abreuvement et parcs à vaccination par département en 2007

Départements	Forages	Parcs à vaccination
Bambey	25	23
Diourbel	15	25
Mbacké	30	40
Total	70	88

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

3. PRODUCTION

3.1. VIANDE

3.1.1. ABATTAGES CONTRÔLES

De 33055 en 2008, le nombre d'abattages contrôlés (Tableau 3 et graphique 2) est passé à 37831 en 2009, soit un accroissement global de 14,4%. Excepté les taureaux dont les effectifs abattus ont sensiblement baissé (plus de la moitié, soit -57,5%) et dans une moindre mesure les bœufs avec -12,5%, toutes les autres espèces ont vu le nombre de leurs abats augmenter durant cette période. C'est ainsi que le nombre de vaches, de veaux/vêles, d'ovins et de caprins abattus est passé respectivement de 5812 à 6805, de 917 à 1168, de 10306 à 13215 et de 7778 à 12324, soit des taux de progression respectifs de 17,1%, de 27,4%, de 28,2% et de 58,4%.

Il convient de souligner que la progression du nombre d'espèces abattues a positivement impacté sur le poids des abattages, puisque les quantités de viande contrôlée se sont accrues de 19,6%, passant de 1787 tonnes à 2137 tonnes environ (Cf. tableau 4). Cet accroissement est à créditer au compte des vaches et des ovins (101,7% et 80,9% respectivement). Concernant les autres espèces, les quantités de viande contrôlées ont sensiblement décru d'au moins 30,0%.

Tableau 3 : Nombre des abattages contrôlés par espèce et département en 2009

Départements	Taureaux	Bœufs	Vaches	Veaux/Vêles	Ovins	Caprins	Total
Bambey	957	189	135	239	1264	817	3601
Diourbel	330	566	1824	524	1857	2892	7993
Mbacké	1447	830	4846	405	10094	8615	26237
Total	2734	1585	6805	1168	13215	12324	37831
Total 08	6431	1811	5812	917	10306	7778	33055
Var 08/09 (en %)	-57,5	-12,5	17,1	27,4	28,2	58,4	14,4

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Graphique 2 : Evolution du nombre d'abattages contrôlés par espèce entre 2008 et 2009

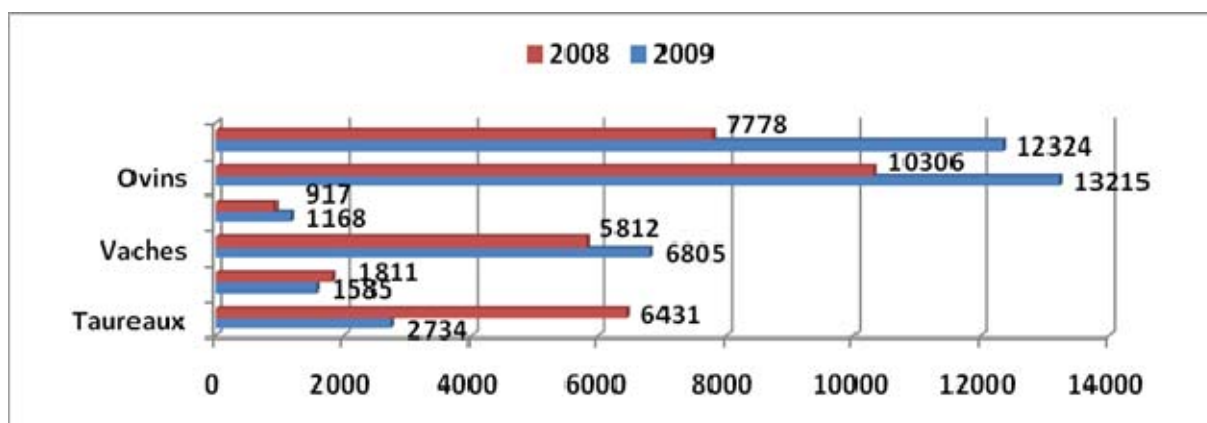


Tableau 4 : Poids (en kg) des abattages contrôlés par espèce et par département en 2009

Départements	Taureaux	Bœufs	Vaches	Veaux/Vêles	Ovins	Caprins	Total
Bambey	-	-	-	-	-	-	-
Diourbel	60910	141196	728230	3560	24228	26896	985020
Mbacké	256389	155095	494295	36946	200241	8615	1151581
Total	317299	296291	1222525	40506	224469	35511	2136601
Total 08	504870	423467	605965	58850	124112	69369	1786633
Var 08/09 (en %)	-37,2	-30,0	101,7	-31,2	80,9	-48,8	19,6

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

3.1.2. SAISIES

Le contrôle des abattages a amené les services vétérinaires de la région à opérer à des saisies dans tous les départements. Au total, 706,4 kilogrammes de viande ont été saisies en 2009, soit une baisse de 60,7% comparé à l'année 2008 où cette quantité était de 1799 kilogrammes. Hormis le département de Diourbel où les quantités de viande saisies ont augmenté pendant cette période (17,7%), dans les autres départements, les saisies opérées ont été négligeables, particulièrement à Bambey avec 3,4 kilogrammes seulement, soit une baisse de 98,0%.

Ces saisies ainsi estimées en valeurs, ont permis de mobiliser en 2009, une somme de 1287850 F CFA, en baisse de 59,0% par rapport à 2008 avec 3140800 F CFA.

Tableau 5 : Evolution en quantité (Kg) de la viande saisie par département

Départements	2008	2009	Var 08/09 (en %)
Bambey	168	3,4	-98,0
Diourbel	206	242,5	17,7
Mbacké	1425	460,5	-67,7
Total	1799	706,4	-60,7

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Tableau 6 : Evolution en Valeur (F CFA) de la viande saisie selon le département

Départements	2008	2009	Var 08/09 (en %)
Bambey	247700	0	-100,0
Diourbel	373100	276850	-25,8
Mbacké	2520000	1011000	-59,9
Total	3140800	1287850	-59,0

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

3.2. CUIRS ET PEAUX

Selon les résultats des tableaux 7, 8 et 9, la production de cuirs et peaux a sensiblement régressé entre 2007 et 2008, aussi bien en nombre, en quantité qu'en valeur. C'est ainsi que cette production est respectivement passée de 16206 à 14945, de 129760 kg à 110563 kg et de 27898850 F CFA à 9593800 C CFA, soit

des baisses respectives de 7,8%, de 14,8% et de 65,6% au cours de cette période. Il convient de signaler que le niveau de baisse des valeurs traduit aisément les difficultés d'écoulement des cuirs et peaux auxquelles les commerçants sont confrontés. Par espèce, on constate que ce sont les bovins qui en sont les plus affectés, enregistrant ainsi les baisses les plus significatives dans des proportions de -28,0%, de -23,5% et de -73,0% respectivement en nombre, en quantité et en valeur.

Tableau 7 : Répartition en nombre des cuirs et peaux selon le département en 2009

Département	Cuir de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	189	1264	817	2270
Diourbel	2570	1734	2880	7184
Mbacké	1860	2572	1059	5491
Total	4619	5570	4756	14945
Total 08	6416	5581	4209	16206
Var 08/09 (en %)	-28,0	-0,2	13,0	-7,8

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Tableau 8 : Répartition en quantités (Kg) des cuirs et peaux selon le département en 2009

Département	Cuir de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	2835	3792	1634	8261
Diourbel	38550	11150	8640	58340
Mbacké	27900	12885	3177	43962
Total	69285	27827	13451	110563
Total 08	90533	25518	13709	129760
Var 08/09 (en %)	-23,5	9,0	-1,9	-14,8

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Tableau 9 : Répartition en valeur (F CFA) des cuirs et peaux selon le département en 2009

Département	Cuir de bovins	Peaux de bovins	Peaux de caprins	Total
Bambey	378000	632000	163400	1173400
Diourbel	2364000	547200	964200	3875400
Mbacké	2790000	1543200	211800	4545000
Total	5532000	2722400	1339400	9593800
Total 08	20461250	4514200	2923400	27898850
Var 08/09 (en %)	-73,0	-39,7	-54,2	-65,6

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

4. SANTE ANIMALE

4.1. FOYERS

La santé animale a été relativement stable en 2009 comparé à 2008, si on se réfère au nombre de foyers déclarés et suivis. En effet, le nombre de foyers a très

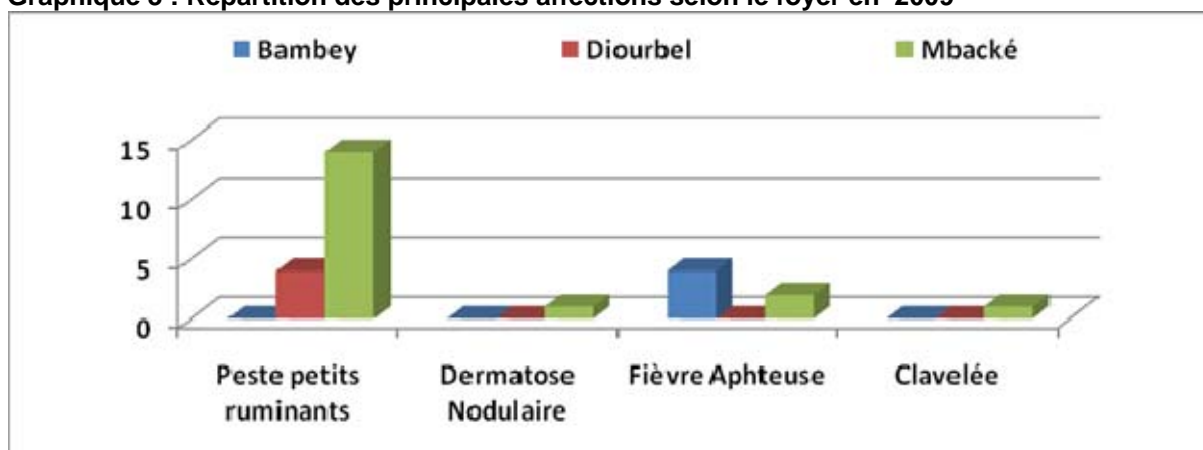
sensiblement baissé, de l'ordre de 76,8% au cours de cette période, passant de 112 à 26. Le département de Mbacké a enregistré la baisse la plus importante du nombre de foyers (-78,6%). Les principales affections ayant été identifiées dans ces foyers sont notamment la peste des petits ruminants (69,2%) et la fièvre aphteuse (23,1%). Cette situation est largement illustrée à travers le tableau 10 et le graphique 3.

Tableau 10 : Répartition des principales affections selon le foyer par département en 2009

Affections/Foyers	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Peste petits ruminants	0	4	14	18	69,2
Dermatose Nodulaire	0	0	1	1	3,8
Fièvre Aphteuse	4	0	2	6	23,1
Clavelée	0	0	1	1	3,8
Total	4	4	18	26	100,0
Total 08	12	16	84	112	
Var 08/09 (en %)	-66,7	-75,0	-78,6	-76,8	

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Graphique 3 : Répartition des principales affections selon le foyer en 2009



4.2. CLINIQUES VETERINAIRES

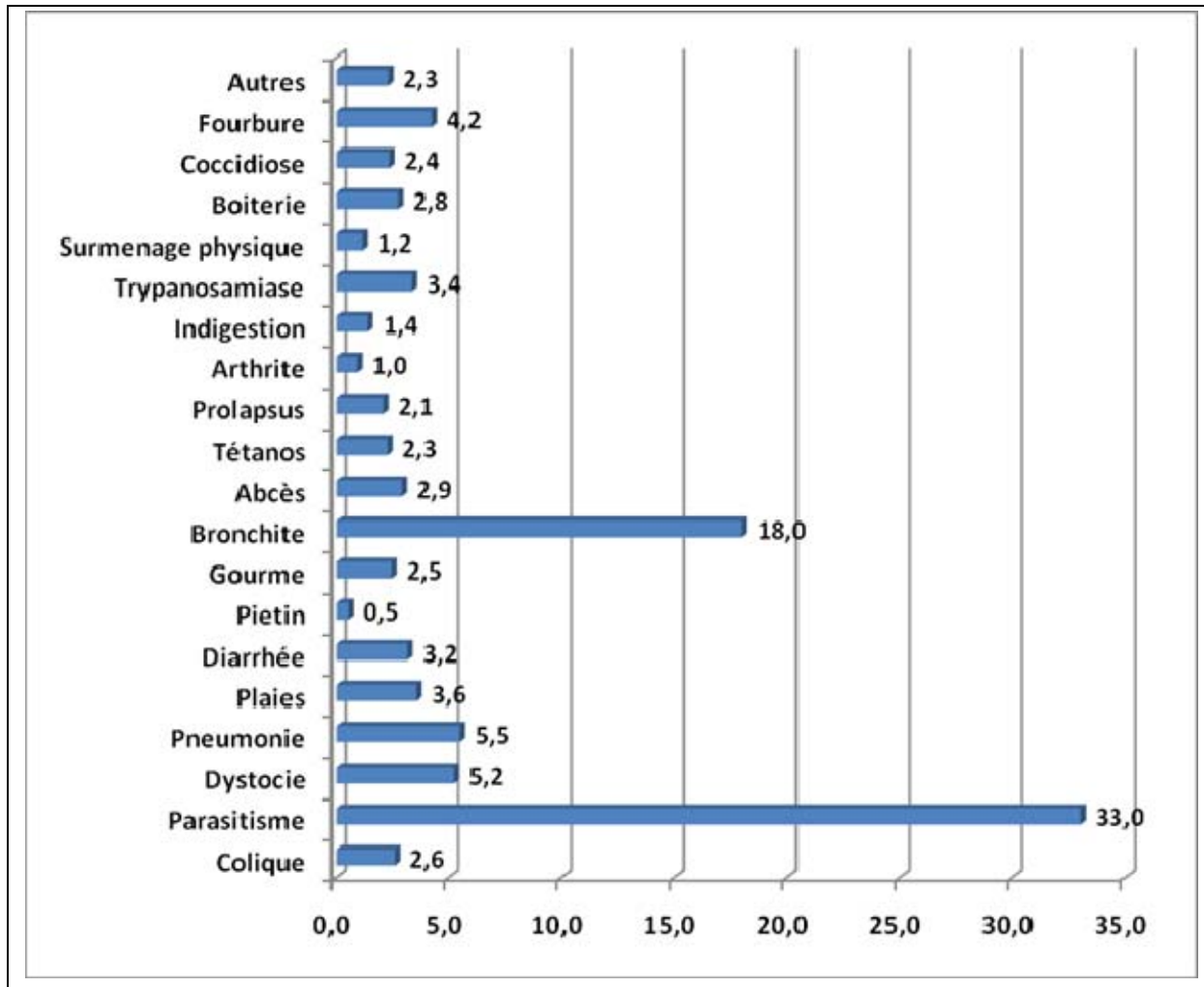
Les cliniques vétérinaires de la région ont été assez sollicitées tout au long de l'année 2009. Cela se justifie d'ailleurs par le nombre d'affections qu'elles ont eu à traiter. Ce nombre, selon le tableau 11, a globalement évolué, comparé à 2008, passant de 6545 à 8825, soit 34,8%. De 14,4% chez les bovins, la progression de ce nombre d'affections passe à 9,0% chez les ovins, à 49,6% chez les équins et à 3147,2% chez les asins. Il est à remarquer le recul de 13,5% du nombre d'affections chez les caprins au cours de cette période. Les maux ayant affecté le cheptel et qui ont fait l'objet de traitement auprès de ces services vétérinaires en 2009, tournent pour l'essentiel autour du parasitisme (33,0%) et des bronchites (18,0%).

Tableau 11 : Répartition du nombre d'affections par espèce en 2009

Affections	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Volaille	Lapin	Total	%
Colique	19	14	10	186	2	0	0	231	2,6
Parasitisme	360	1725	188	583	38	0	18	2912	33,0
Dystocie	87	153	111	37	75	0	0	463	5,2
Pneumonie	13	164	11	53	244	0	0	485	5,5
Plaies	62	140	7	83	24	0	0	316	3,6
Diarrhée	23	118	64	75	0	0	0	280	3,2
Pietin	3	7	14	2	22	0	0	48	0,5
Gourme	0	0	0	217	0	0	0	217	2,5
Bronchite	57	362	109	430	618	0	13	1589	18,0
Abcès	22	182	10	44	0	0	0	258	2,9
Tétanos	8	143	8	42	0	0	0	201	2,3
Prolapsus	22	131	5	26	0	0	0	184	2,1
Arthrite	9	19	0	56	0	0	0	84	1,0
Indigestion	24	87	14	0	0	0	0	125	1,4
Trypanosamiase	151	0	1	146	0	0	0	298	3,4
Surmenage physique	24	31	12	17	21	0	0	105	1,2
Boiterie	15	56	12	74	86	0	0	243	2,8
Coccidiose	15	72	48	54	19	0	0	208	2,4
Fourbure	34	0	0	340	0	0	0	374	4,2
Autres	43	75	37	29	20	0	0	204	2,3
Total	991	3479	661	2494	1169	0	31	8825	100,0
%	11,2	39,4	7,5	28,3	13,2	0,0	0,4	100,0	
Total 08	866	3191	764	1667	36	7	0	6545	
Var 08/09 (en %)	14,4	9,0	-13,5	49,6	3147,2	-100,0	-	34,8	

Source : Inspection Régionale des Services Vétérinaires

Graphique 4 : Répartition des affections en 2009



CONCLUSION

L'élevage est un véritable créneau porteur dans la région de Diourbel. La construction du grand abattoir de Touba et la mise en service de la route Linguère – Ranéroù devraient donner un coup d'accélérateur à ce secteur. Toutefois, il faudrait lever certaines contraintes majeures qui sont la timide intégration de l'élevage aux activités agricoles, l'insuffisance de financement de ce secteur, le maillage insuffisant en forages et en bassins de rétention pour l'abreuvement du bétail et la récession continue de l'espace pastoral.

CHAPITRE V : HYDRAULIQUE

INTRODUCTION

Le sous-secteur de l'hydraulique constitue un élément stratégique du développement économique et social de la région. Il assure d'une part une base productive au secteur primaire et d'autre part influe sur la situation sanitaire des populations à travers leur alimentation en eau potable. Aussi, compte tenu de l'importance vitale de l'eau, les pouvoirs publics ont retenu trois facteurs en tout lieu et en toute circonstance : la disponibilité, la qualité et l'accessibilité. Chaque année, près de 1,8 million de personnes dont 90% d'enfants de moins de cinq ans vivant pour la plupart dans des pays en développement meurent de maladies qui sont imputables à la mauvaise qualité de l'eau, à un assainissement insuffisant et à une hygiène défectueuse.

Dans la région de Diourbel, l'Etat du Sénégal, appuyé par différents partenaires au développement, tente année après année de relever le niveau d'accès des populations à l'eau potable. Dans ce présent chapitre, nous mettrons en exergue le potentiel hydraulique de la région, ensuite nous passerons en revue ses deux composantes que sont l'hydraulique urbaine et celle rurale pour l'année 2009.

1. POTENTIEL HYDRAULIQUE DE LA REGION

La région de Diourbel appartient au bassin sédimentaire du secondaire et du tertiaire ; elle ne dispose pas de cours d'eau pérennes. On note l'existence de vallées (vallées du Sine et du CAR-CAR). Son potentiel hydraulique est constitué uniquement des eaux souterraines qui demeurent la seule source d'approvisionnement des populations et du cheptel. La qualité et la profondeur de ces eaux sont variables. Il existe principalement trois nappes dans la région :

- ✚ Le luthérien qui est accessible entre 20 et 95 mètres dans l'arrondissement de Lambaye ;
- ✚ Le paléocène qu'on trouve dans l'arrondissement de Ngoye (Bambey) captable entre 104 et 280 mètres. La qualité de son eau va du médiocre au mauvais avec une teneur en sel dépassant 1,5g/l (norme OMS) et plus de 1mg/l pour le fluor. Cette eau est impropre à toute utilisation ;
- ✚ Le Maestrichien, capté entre 240 et 349m, intéresse toute la région. La qualité de son eau est acceptable pour la consommation de l'homme et des animaux mais la teneur en fluor dépasse parfois 1,5mg/l suivant les zones.

On la trouve surtout dans les arrondissements de Ndindy, de Kael et de Ndamé.

La région dispose de vallées (Sine et Car Car), mais également des eaux de surfaces qui sont constituées de mares temporaires alimentées par les eaux de pluies. Le déficit pluviométrique et la sécheresse ont fini de les assécher.

Les ressources en eau exploitées à Diourbel sont très minéralisées et renferment du fluor à des taux dépassant les valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

2. HYDRAULIQUE URBAINE

Avec une production annuelle de 3 367 082 m³ (tableau 1) correspondant à une production journalière moyenne de 9225 m³, la SDE est encore loin de sa capacité journalière installée, laquelle est de 15864 m³/jour dans la région. Cette production provient de forages qui sont au nombre de 7, tous fonctionnels. Par rapport à l'année 2008, la production est en légère hausse (1,48%) à cause de la croissance de la demande à Mbacké. Cette production est contrôlée régulièrement afin de prévenir toute contamination d'origine bactériologique. Toutefois, l'eau contient des taux relativement élevés en fluorures et en chlorures ; ce qui pousse les populations à recourir aux eaux des puits dont la qualité est très douteuse.

Tableau 1 : Production en m³ par département

Départements	2007	%	2008	%	2009	%	Var (en %)
Bambey	337000	10,4	362698	10,9	357 957	10,63	-1,31
Diourbel	1962714	60,8	1991194	60	2 010 236	59,70	0,96
Mbacké	929242	28,8	964025	29,1	998 889	29,67	3,62
Total	3 228 956	100	3 317 917	100	3 367 082	100,00	1,48

Source : SDE de Diourbel

Globalement, le réseau de distribution de l'eau n'a pas beaucoup évolué (hausse de 0,36%) pendant l'année 2009 du fait de l'absence d'extension. La croissance du réseau est surtout tirée par le département de Diourbel suite aux demandes de branchements émanant des nouveaux lotissements. Il convient de signaler la baisse de 4,02% observée dans le réseau de la commune de Bambey (tableau 2) alors que les branchements y augmentent (tableau 3). Le nombre de branchements connaît une hausse de 0,79% dans le département de Mbacké mais ces hausses sont annihilées par la baisse de -3,94% relevée à Diourbel.

Tableau 2 : Longueur du réseau (en m) par département

Départements	2007	%	2008	%	2009	%	Var (en %)
Bambey	67175	14,9	67373	14,8	64 667	14,17	-4,02
Diourbel	263050	58,2	265358	58,4	268 816	58,92	1,30
Mbacké	121426	26,9	121908	26,8	122 786	26,91	0,72
Total	451651	100	454639	100	456 269	100,00	0,36

Source : SDE de Diourbel

Tableau 3 : Nombre de branchements

Départements	2007	%	2008	%	2009	%	Var (en %)
Bambey	2191	13,3	2206	11,9	2 509	13,55	13,74
Diourbel	9202	55,8	10333	55,6	9 926	53,59	-3,94
Mbacké	5108	31	6038	32,5	6 086	32,86	0,79
Total	16501	100	18577	100	18 521	100,00	-0,30

Source : SDE de Diourbel

Le nombre de bornes fontaines a baissé de 1,62% (tableau 4). Cette baisse provient de celle enregistrée à Diourbel du fait de l'augmentation du nombre de branchements privés.

Tableau 4 : Répartition des bornes fontaines par département

Départements	2007	%	2008	%	2009	%	Var (en %)
Bambey	27	10,9	27	10,9	27	11,11	0,00
Diourbel	146	58,9	144	58,3	139	57,20	-3,47
Mbacké	75	30,2	76	30,8	77	31,69	1,32
Total	248	100	247	100	243	100,00	-1,62

Source : SDE de Diourbel

3. HYDRAULIQUE RURALE

L'hydraulique rurale est gérée par les brigades régionales et départementales des puits et forages. Ces dernières appuient les différents comités de gestion des forages (ASUFOR). Grâce aux efforts conjugués de l'Etat et des partenaires (PARPEBA, PNDL, PEPAM et le Royaume de Belgique) intervenant dans la région, la plupart des localités de la région sont alimentées en eau potable.

En 2009, sur 112 forages, 108 sont fonctionnels donc un taux de disponibilité de 97%. Ce taux très significatif, traduit les nombreux efforts fournis par l'Etat et ses partenaires dans la réalisation et la mise en œuvre d'ouvrages hydrauliques pour régler définitivement le problème de l'eau dans la région. Toutefois, ce taux cache

d'énormes disparités entre les localités. Certaines communautés rurales ont atteint des taux d'accès de 98 à 100% (Baba Garage, Patar, Ngogom, Taiba Moutoupha, Keur Ngalgou) alors que d'autres ont des taux relativement faibles variant entre 40 et 60% (Ndindy, Ngoye).

En outre, l'état du Sénégal en partenariat avec le Royaume de Belgique, a consenti d'énormes efforts pour améliorer considérablement la qualité de l'eau. A cette fin, il convient de noter la réalisation des unités de traitement de l'eau par osmose inverse de Thiakhar (département de Bambey) pour réduire les taux de fluorures et de chlorures dans l'eau. Cette présence de fluor est une pollution naturelle provenant de la formation géologique du sous-sol.

Par ailleurs, l'Etat avec le soutien des partenaires, a présenté un nouveau service d'assistance à la gestion pour les responsables des associations d'utilisateurs de forages ruraux (ASUFOR) de Diourbel visant à garantir un accès pérenne à l'eau aux populations. Le service mis en place, en partenariat avec la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance (DEM), du Programme d'accès à l'eau pour le millénaire (PEPAM), et le Programme de la Banque mondiale pour l'accès à l'eau et à l'assainissement (WSP), est un important outil d'aide à la décision.

Ce service repose sur l'utilisation du téléphone mobile qui permet à un gérant de forage, depuis son point d'exploitation, de communiquer à une plateforme. Il permet de piloter son index d'exploitation, ses comptes bancaires et d'avoir un soutien immédiat en cas de panne. Cet outil d'assistance à la gestion va permettre aux ASUFOR de sécuriser l'accès à l'eau en développant leur capacité d'extension du réseau existant.

Tableau 5 : Evolution des puits selon le département en 2007 et en 2008

Départements	2007	%	2008	%	Var (en %)
Bambey	474	53,5	477	52,9	0,6
Diourbel	307	34,7	313	34,7	2,0
Mbacké	105	11,9	112	12,4	6,7
Total	886	100,0	902	100,0	1,8

Source : Brigade Régionale des Puits et Forages de Diourbel

Tableau 6 : Evolution des forages selon le département en 2007 et en 2008

Départements	2007	%	2008	%	Var (en %)
Bambey	42	33,1	42	32,8	0,0
Diourbel	27	21,3	27	21,1	0,0
Mbacké	58	45,7	59	46,1	1,7
Total	127	100,0	128	100,0	0,8

Source : Brigade Régionale des Puits et Forages de Diourbel

CONCLUSION

L'Etat du Sénégal manifeste une très grande volonté pour améliorer la couverture des besoins en eau des populations et du cheptel dans la région de Diourbel. Cette volonté se traduit par des investissements massifs surtout à Touba, mais aussi par l'amélioration de la gestion des forages avec la réforme des forages (formation des ASUFOR et REGEFOR). Pour remédier à ces difficultés, les contraintes liées à la baisse du toit de la nappe consécutive, aux cycles de sécheresses qui sévissent dans la zone, à la teneur très élevée en sel de la nappe maestrichtienne dans certaines zones, à la vétusté des équipements mécaniques et aux coûts d'entretien très élevés, aux pannes fréquentes et prolongées des forages et à l'insuffisance des points d'eau pour l'abreuvement du bétail devront être levées.

CHAPITRE VI : EAUX ET FORETS

INTRODUCTION

La région de Diourbel est caractérisée par une absence de cours d'eau pérenne et de façade maritime. Par ailleurs, elle ne dispose pas de forêt classée et souffre d'une dégradation et d'une destruction continue de son écosystème sous l'effet de la culture de l'arachide introduite au XIXe siècle, de la culture extensive du mil et de la forte poussée démographique. Sa végétation ligneuse est en majeure partie constituée de parcs arborés, avec une forte présence de l'*Acacia albida*. Cette végétation est aujourd'hui menacée par les récurrents feux de brousse. C'est également une région marquée par une inexistence de zones d'habitat et de refuge pour la faune, notamment les grands mammifères. Seuls les petits mammifères (chacal, rats palmistes, lièvres, etc.) ainsi que certaines familles d'oiseaux y sont aujourd'hui présents.

C'est pourquoi, le Service Régional des Eaux et Forêts accorde une importance capitale à la protection et au maintien de cet environnement qui est aujourd'hui fortement agressé. Plusieurs formes de lutttes allant de la dissuasion par l'application des sanctions pour différents motifs ci – dessous énumérés, à la lutte contre les feux de brousse et au reboisement, sont ainsi développées dans ce secteur. Dans ce présent chapitre, nous tenterons de mettre en relief les résultats auxquels l'application de ces différentes stratégies a permis d'obtenir au courant des années 2008 et 2009.

1. LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE

La lutte contre les feux de brousse constitue de nos jours un défi noble pour protéger nos écosystèmes dangereusement menacés et fortement fragilisés par un ensemble de facteurs complexes que sont la sécheresse, la démographie galopante et le développement des activités socio – économiques.

Pour ce faire, la région de Diourbel a réalisé un certain nombre d'actions d'une importance capitale se traduisant en 2009 par une large campagne de sensibilisation à travers des séances d'animation ayant touché 920 personnes (tableau 5). Ces actions ont contribué à faire baisser le nombre de cas de feux de brousse qui sont passés de 16 à 8 entre 2008 et 2009 (Tableau 6), entraînant une baisse très sensible

des superficies brûlées (20209 hectares en 2008 contre 4472 hectares en 2009).

Tableau 1 : Situation des comités de lutte par département en 2009

Département	Nombre de comités nouvellement créés	Nombre de comités redynamisés	Nombre de comités équipés
Bambey	0	10	2
Diourbel	6	10	0
Mbacké	0	795	9
Total	6	815	11

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Tableau 2 : Répartition des activités de sensibilisation selon le département en 2009

Département	Séances d'animation		Personnes touchées	
	Nombre	%	Nombre	%
Bambey	11	47,8	253	27,5
Diourbel	12	52,2	667	72,5
Mbacké	0	0,0	0	0,0
Total	23	100,0	920	100,0
Total 08	36		1032	
Var 08/09 (en %)	-36,1		-10,9	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Graphique 1 : Proportion (en %) des séances d'animation organisées et des personnes touchées en 2010

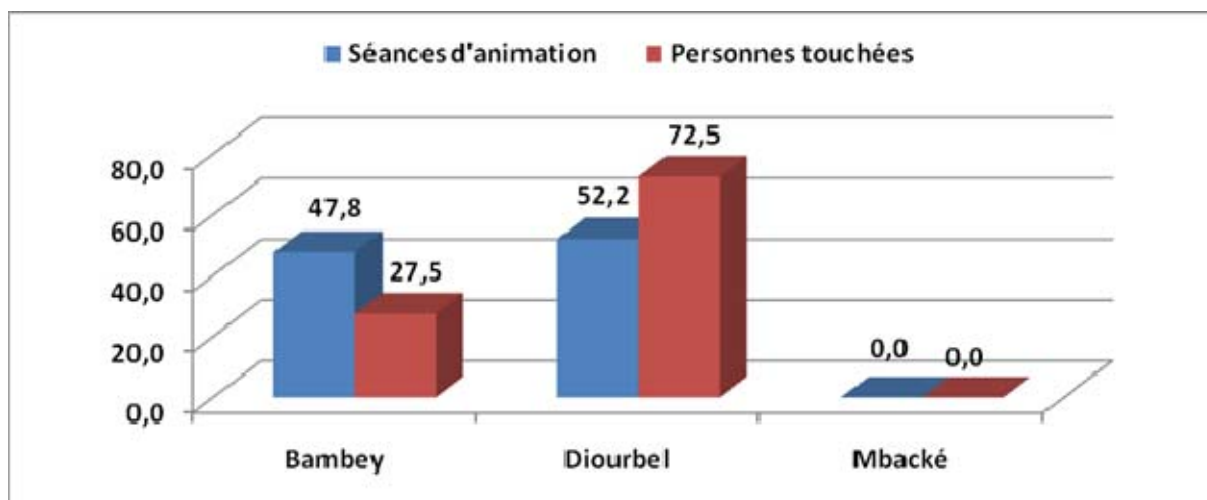


Tableau 3 : Répartition (en %) des feux de brousse et des superficies brûlées selon le département en 2009

Département	Feux de brousse		Superficies brûlées	
	Nombre	%	Hectares	%
Bambey	0	0,0	0	0,0
Diourbel	2	28,6	22	0,7
Mbacké	6	71,4	4450	99,3
Total	8	100	4472	100
Total 08	16		20209	
Var 08/09 (en %)	-50,0		-77,9	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

2. REBOISEMENT

La région de Diourbel, à l'instar des autres régions du domaine soudano – sahélien, subit depuis plusieurs décennies une sécheresse persistante et une dégradation de son environnement avec comme corollaires :

- ✚ la raréfaction des ressources en eau ;
- ✚ La réduction de la quantité et de la diversité des espèces végétales ;
- ✚ L'érosion et l'acidification croissante des sols ;
- ✚ La diminution sensible des productions agricoles et d'élevage.

Ces différents fléaux, conjugués à la démographie galopante, sont de véritables entraves à la promotion socio – économique de la région. Face à cette situation, la stratégie d'actions de la politique forestière régionale a fixé entre autres objectifs :

- ✚ Le développement d'une foresterie communautaire, intégrée, globale et participative ;
- ✚ Le renforcement des actions de préservation des ressources naturelles ;
- ✚ L'amélioration de l'environnement socio – économique et la satisfaction régulière et durable des besoins des populations en ressources forestières.

C'est dans cette optique que les activités de reboisement ont abouti à la réalisation de 78 pépinières et 741881 plants en 2009 contre 97 pépinières et 812172 plants l'année précédente (tableaux 4 et 5). Près de la moitié de ces pépinières (48,8%) ont été réalisées au niveau des plantations individuelles. Il convient de souligner que les plants réalisés restent dominés pour l'essentiel par les plants forestiers (74,8%). Ces derniers sont dans une large mesure produits au niveau des plantations individuelles (près du tiers environ, soit 32,9%).

S'agissant des réalisations physiques (tableaux 6 et 7), de manière générale, les objectifs n'ont pas été atteints. Seules les plantations linéaires ont dépassé les objectifs avec un taux de réalisation de 122,3%. Quant aux plantations massives et celles conservatoires ou de réhabilitation, leur niveau de réalisation ne dépassent pas les trois quarts des objectifs fixés (72,6% et 75,1% respectivement). Il convient de souligner que les plantations conservatoires ou de réhabilitation restent marquées par la faiblesse des mises en défunt avec 17,7% de réalisation alors que la régénération assistée et le reboisement champêtre ont atteint des niveaux

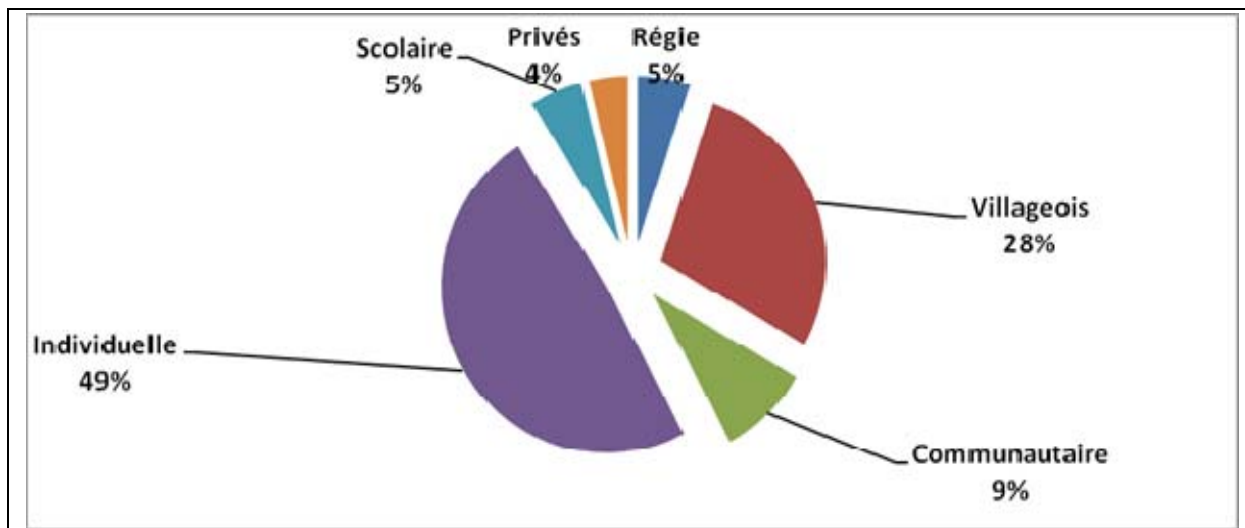
appréciables, respectivement de 121,0% et de 91,7%.

Tableau 4 : Répartition des pépinières selon le type en 2009

Type	2008	2009	%	Var 08/09 (en %)
Régie	4	4	5,1	0,0
Villageois	15	22	28,2	46,7
Communautaire	7	7	9,0	0,0
Individuelle	64	38	48,7	-40,6
Scolaire	4	4	5,1	0,0
Privés	3	3	3,8	0,0
Total	97	78	100,0	-19,6

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Graphique 2 : Répartition en (%) des pépinières réalisées selon le type en 2009



Graphique 3 : Répartition en (%) des pépinières et des plants réalisés en 2010

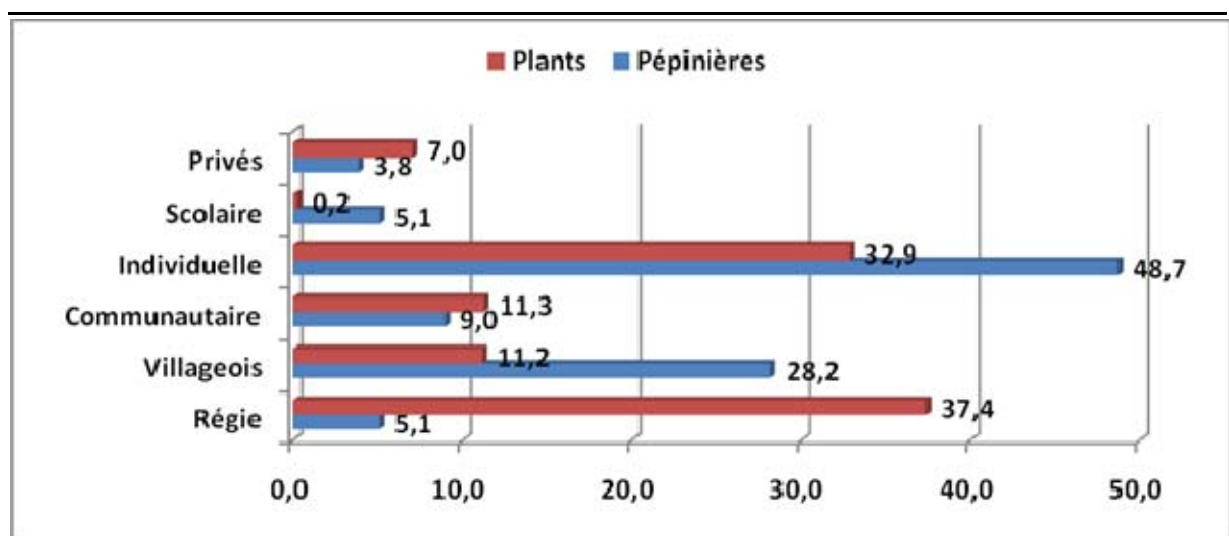


Tableau 5 : Production de plants selon la nature et l'espèce en 2009

Nature	Forestières		F. Forestiers		Esp. Fruitières		Esp. Ornement		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie	230080	41,4	28479	24,6	8200	18,7	10589	38,7	277348	37,4
Villageois	68475	12,3	9174	7,9	3437	7,8	1942	7,1	83028	11,2
Communautaire	57763	10,4	20350	17,6	3545	8,1	2083	7,6	83741	11,3
Individuelle	181700	32,7	47067	40,7	12116	27,6	2926	10,7	243809	32,9
Scolaire	0	0,0	0	0,0	435	1,0	1370	5,0	1805	0,2
Privés	17070	3,1	10536	9,1	16100	36,7	8444	30,9	52150	7,0
Total	555088	100,0	115606	100,0	43833	100,0	27354	100,0	741881	100,0
%	74,8		15,6		5,9		3,7		100,0	
Total 08	640278	100	54441	100	75677	100	41776	100	812172	100
Var 08/09 (en %)	-13,3		112,4		-42,1		-34,5		-8,7	

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Graphique 4 : Répartition (en %) de la production de plants selon l'espèce en 2009

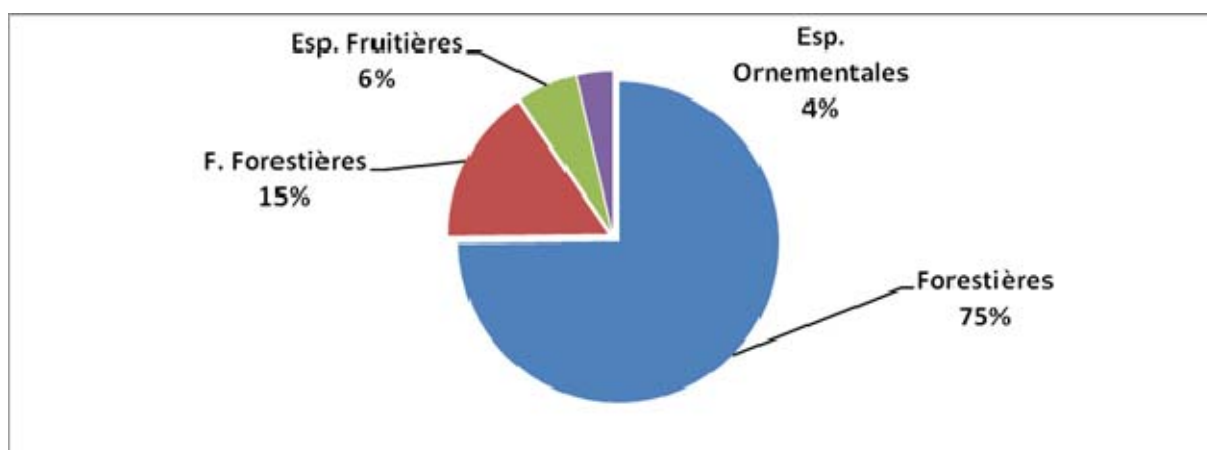


Tableau 6 : Prévisions et réalisations physiques selon le type de plantations en 2009

Types de plantations	Prévisions	Réalisations	% de réalisation
Plantations massives (ha)	392	284,7	72,6
Plantations linéaires (km)	317	387,8	122,3
Plantations conservatoires et de réhabilitation (ha)	512	384,3	75,1

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

Tableau 7 : Prévisions et réalisations physiques des plantations de conservation en 2009

Types de plantations	Prévisions	Réalisations	% de réalisation
Mise en défens (ha)	202	35,7	17,7
Régénération naturelle assistée ((ha)	220	266,1	121,0
Reboisement champêtre	90	82,5	91,7

Source : Inspection Régionale des Eaux et Forêts

CONCLUSION

La région de Diourbel demeure confrontée à de nombreuses difficultés qui entravent le développement de ses activités forestières. A cela s'ajoute sa longue tradition de monoculture de l'arachide, entraînant ainsi la disparition de la faune et de la flore, la perte de fertilité des sols et la dégradation de manière générale du cadre de vie. Ces principaux bouleversements ont été accentués par une baisse de la pluviométrie avec un déficit hydrique quasi endémique et une augmentation sensible de la température.

CHAPITRE VII : ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

Ce présent chapitre passe en revue la situation des établissements classés de la région en 2009 et son évolution depuis l'année 2007. Il met ensuite en exergue la situation environnementale de la région à travers certaines composantes que sont l'environnement urbain, la gestion des déchets solides et l'environnement rural.

En matière de gestion des pollutions et nuisances sonores, des visites de terrain ont été menées pour la constatation d'éventuelles pollutions des périmètres maraîchers de Kamb souffrants inondés par les eaux résiduaires de la SUNEOR. En collaboration avec la Direction des Bassins de rétention, une mission d'étude conjointe sur l'analyse des sols pollués s'y est rendue sur place pour procéder à des analyses. Enfin, la lutte contre les pollutions sonores n'a pas été en reste pour assainir et sécuriser les conditions d'exploitation des bars et dancings.

1. SITUATION DES ETABLISSEMENTS CLASSES

En 2009, on dénombre dans la région de Diourbel 195 établissements classés. Ils sont constitués pour l'essentiel de boulangeries (113), de dépôts de gaz (35) et de stations services (30). On note que les industries ne font pas légion dans cette région (de 4 en 2003 on en dénombre que 3 en activité en 2009 : la SUNEOR et le centre d'emballage de Touba Gaz et l'Huilerie de Touba).

On note une baisse de 3,47% par rapport à l'année 2008 où la région en avait enregistré 202. Cette diminution du nombre d'établissements classés est due à la fermeture de boulangeries à Bambey mais surtout à la chute vertigineuse du nombre d'industries à Mbacké et du nombre de dépôts de gaz à Diourbel pour cause de faillite. La faible augmentation du nombre de station service à Mbacké n'a pas pu atténuer les faillites relevées plus haut.

La répartition géographique de ces établissements met en relief une grande disparité au profit du département de Mbacké qui en accueille la grande majorité (154) contre 30 pour le département de Diourbel et 11 pour Bambey. En valeur absolue, les départements de Bambey et Mbacké connaissent une augmentation d'une unité ; tandis que Diourbel perd 9 établissements.

Tableau 1 : Répartition des établissements classés dans la région en 2009

Etablissements	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	%
Boulangeries	5	18	90	113	57,95
Dépôts de gaz	3	4	28	35	17,95
Stations services	3	6	21	30	15,38
Fabriques de glace	0	1	5	6	3,08
Fermes agricoles	0	0	7	7	3,59
Boiseries	0	0	2	2	1,03
Industries	0	1	1	2	1,03
Total	11	30	154	195	1

Source : Inspection Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés

Graphique 1 : Pourcentage des établissements classés dans la région en 2009

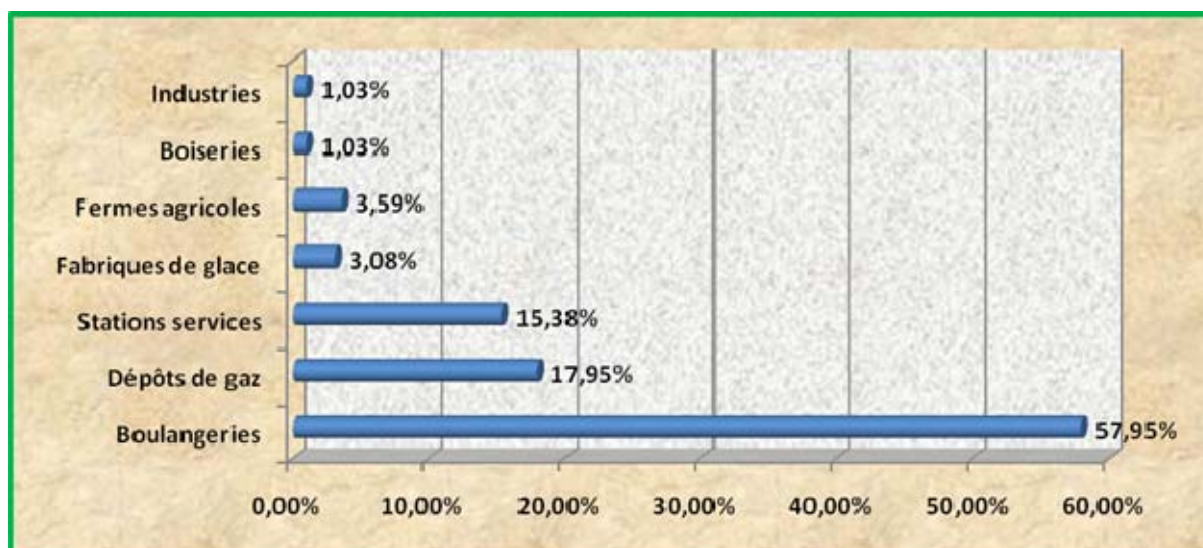


Tableau 2 : Evolution des établissements classés entre 2007 et 2009

Etablissements	2007	2008	2009	Variation (08/09 en %)
Boulangeries	93	113	113	0,00
Dépôts de gaz	42	42	35	-16,67
Stations services	27	28	30	7,14
Fabriques de glace	6	6	6	0,00
Fermes agricoles	6	7	7	0,00
Boiseries	2	2	2	0,00
Industries	4	4	2	-50,00
Total	180	202	195	-3,47

Source : Inspection Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés

2. SITUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA REGION

L'environnement et les ressources naturelles dans la région de Diourbel sont fortement dégradés. Les sols ont perdu leur fertilité, les ressources végétales sont

faibles, les ressources en eau en certains endroits sont salées et impropres à l'agriculture et à la consommation. L'insalubrité augmente du fait de l'absence d'un système de gestion et de traitement des déchets ménagers et industriels. Ainsi le cadre de vie des populations se dégrade de jour en jour aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Toutefois, selon le milieu les causes diffèrent.

2.1. L'ENVIRONNEMENT URBAIN

2.1.1. CADRE DE VIE

Contrairement aux autres régions du pays, l'urbanisation perd du terrain dans la région de Diourbel au profit du milieu rural à cause de l'attraction de la grande métropole de Touba, laquelle attire toutes les couches de la région. Les infrastructures existantes satisfont aux besoins de base des populations urbaines (l'électrification, l'eau potable, le téléphone et l'éducation sont largement accessibles), la pression foncière est moindre et l'espace disponible, mais l'absence d'espaces verts aménagés et d'espaces pour les loisirs se fait sentir.

2.1.2. GESTION DES DECHETS SOLIDES

- DECHETS MENAGERS

La région de Diourbel à l'instar des autres régions du Sénégal connaît d'énormes difficultés en matière de gestion des déchets ménagers. Il n'existe pas de système de gestion écologiquement rationnel.

La région ne dispose pas de décharge répondant aux normes environnementales. Il est à signaler l'absence de centre d'enfouissement technique au niveau de la région de Diourbel. Même la capitale régionale ne dispose pas d'un système de ramassage des ordures. C'est ainsi qu'on assiste à une prolifération de dépotoirs sauvages aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Le système de collecte le plus utilisé est le ROC (ramassage des ordures par charrette). Ce système coûte très cher (12 000 CFA) par concession sans compter l'absence d'un maillon essentiel pour sa fonctionnalité : une décharge contrôlée. Mais avec l'inaccessibilité de beaucoup de quartier par la route, ce système mériterait d'être amélioré en plus des nombreux emplois qu'il va créer. Ainsi les principaux problèmes identifiés sont :

- ✚ la dégradation du cadre de vie en milieu urbain qui se manifeste par la prolifération des ordures ménagères, des déchets plastiques, les dépôts

- sauvages, le péril fécal, les inondations ;
- ✚ les maladies endémiques ;
- ✚ l'encombrement de la voie publique ;
- ✚ l'insuffisance d'espaces verts ;
- ✚ pollutions diverses (sonores, physiques, chimiques)

- DECHETS DANGEREUX

On trouve dans la région deux types de déchets ; les déchets industriels et les déchets biomédicaux.

Les déchets industriels émanent des deux huileries (SUNEOR et l'Huilerie de Touba). Une attention particulière doit être portée sur ces industries pour une meilleure prise en charge de leurs déchets. Il existe à Touba des Scieries dont leurs déchets sont directement jetés dans les dépôts sauvages.

Pour les déchets biomédicaux, la majorité des services médicaux (hôpital, centres de santé) dispose des incinérateurs. Le problème réside au niveau des postes de santé lesquels ne peuvent pas supporter financièrement un incinérateur.

2.1.3. ASSAINISSEMENT

Traité en parent pauvre, l'assainissement se caractérise par un faible niveau de développement. En effet, les villes de la région ne disposent pas de réseaux d'évacuation adéquats. Quelques tronçons de caniveaux sont seulement réalisés par endroits et non articulés. Cependant, ils permettent le déversement des eaux de pluies vers des zones de talwegs. Toutefois, dans le cadre du programme Indépendance 2007, la commune de Diourbel a bénéficiée d'une enveloppe financière lui permettant de mettre en place un canal d'évacuation des eaux pluviales.

2.2. L'ENVIRONNEMENT RURAL

Les perturbations enregistrées sur l'environnement rural sont la résultante de plusieurs facteurs négatifs d'ordre naturel (sécheresse) et anthropique (monoculture, feux de brousse, défrichements abusifs, coupes de bois, etc.). Ainsi, on identifie comme principaux problèmes le(a) :

- ✚ appauvrissement des terres agricoles entraînant des baisses de rendements ;
- ✚ déforestation ;

- ✚ déficit en combustibles ligneux et en bois de service ;
- ✚ mauvaise qualité de l'eau ;
- ✚ ensevelissement et le tarissement des points d'eau
- ✚ non redéfinition de l'espace pastoral entraînant des conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- ✚ exode rural ;
- ✚ pauvreté des populations rurales ;
- ✚ pollution de l'espace rural suite au rejet par la SUNEOR d'eaux usées.

CONCLUSION

La région de Diourbel est confrontée comme toutes les autres régions du Sénégal à de réels problèmes environnementaux. Malgré le transfert de compétence en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles aux Collectivités locales intervenue en 1996, les problèmes demeurent et restent entiers. L'engagement des populations à inverser la tendance fait encore défaut. Ainsi, il devient dès lors urgent d'inviter l'ensemble des acteurs à une large concertation pour leur meilleure implication dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

CHAPITRE VIII : EDUCATION

INTRODUCTION

L'éducation et la formation occupent une place prépondérante dans le développement socio – économique de notre pays. C'est pourquoi, l'Etat sénégalais lui a consacré plus de 40 % de son budget. Cette importante allocation s'est traduite par une nette amélioration de l'offre éducative. Malgré tout, les résultats enregistrés dans la région de Diourbel ne sont pas à la hauteur des investissements réalisés et des efforts accomplis par les principaux acteurs. Dans ce chapitre, nous tenterons de rendre visibles les progrès réalisés ainsi que les insuffisances qui méritent des solutions appropriées.

1. ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE

1.1. INFRASTRUCTURES

En 2009, la région de Diourbel compte 91 établissements d'enseignement préscolaire (tableau 1 et graphique 1) dont 30 cases communautaires, 2 établissements privés catholiques, 30 du privé franco arabe, 11 du privé laïc et 18 du réseau public. Comparé à 2008 (84 établissements), on relève une augmentation de 7 établissements soit 8,33%.

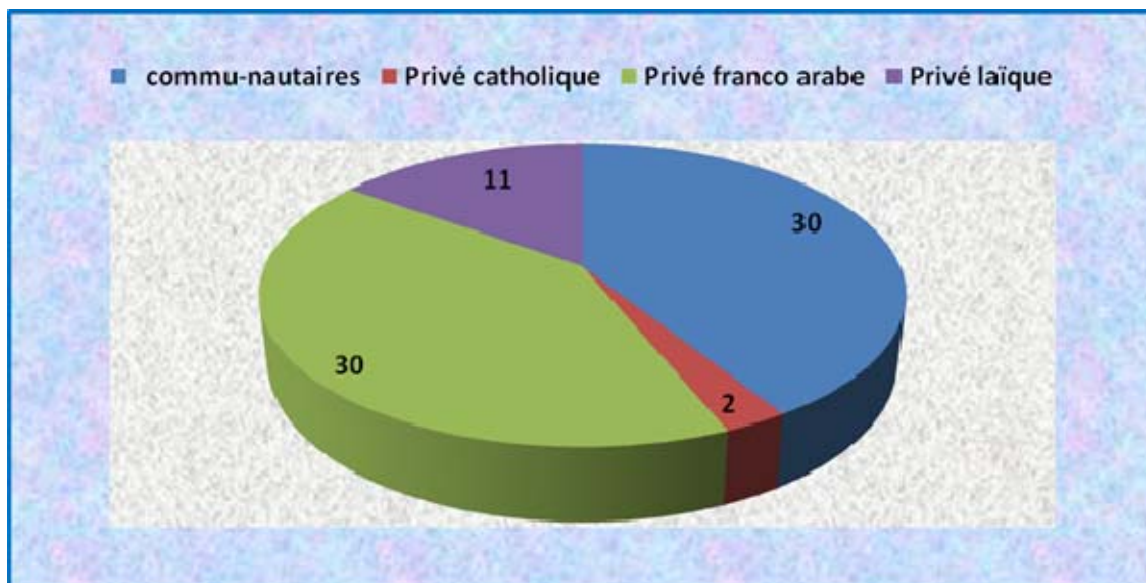
Le réseau privé franco arabe et celui communautaire avec chacun une part de 32,97% dans les structures occupent la première place. Ils sont suivis par le réseau public (19,78%), le privé laïc (12,97%) et le privé catholique (2,2%). On note par ailleurs une importante implantation des établissements préscolaires dans le milieu rural (63,74% contre 36,26% en milieu urbain).

Tableau 1 : Répartition du nombre de structures préscolaires selon le statut et le milieu en 2009

Milieu	Communitaires	Privé catholique	Privé franco arabe	Privé laïque	Public	Total	%
Urbain	13	1	4	7	8	33	36,26
Rural	17	1	26	4	10	58	63,74
Total	30	2	30	11	18	91	100,00
%	32,97	2,20	32,97	12,09	19,78	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 1 : Répartition des structures préscolaires en 2009



1.2. ELEVES

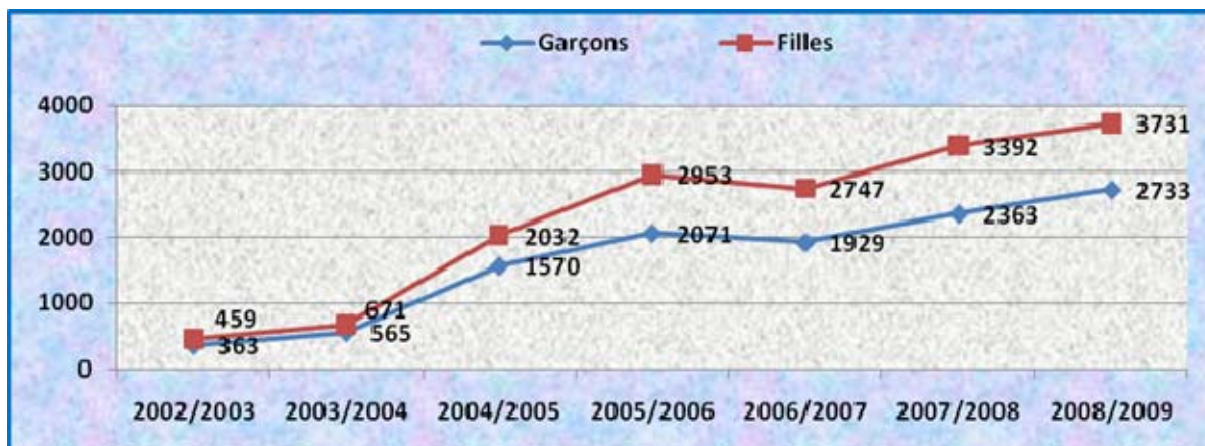
Dans la région de Diourbel, l'effectif des enfants scolarisés dans le préscolaire est en constante progression depuis l'année scolaire 2002/2003, quel que soit le sexe (à l'exception de l'année scolaire 2006/2007), le milieu de résidence ou le secteur (tableau 2 et le graphique 2). Cet effectif passe de 822 à 6464 entre 2002/2003 et 2008/2009. Entre 2008 et 2009, la hausse des effectifs (12,32%) est relativement plus forte chez les garçons (15,66%) que chez les filles (9,99%) ; toutefois le nombre filles dépassent toujours celui des garçons. Selon la résidence, on observe que la hausse est tirée par le milieu urbain (20,92% contre 6,54% en milieu rural). C'est dans le réseau public que les effectifs ont augmenté le plus avec 17,06% (tableau 3).

Tableau 2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe de 2002/2003 à 2008/2009

Sexe	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Garçons	363	565	1570	2071	1929	2363	2733
Filles	459	671	2032	2953	2747	3392	3731
Total	822	1236	3602	5024	4676	5755	6464

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 2 : Evolution des effectifs du préscolaire par sexe entre 2002/2003 et 2008/2009



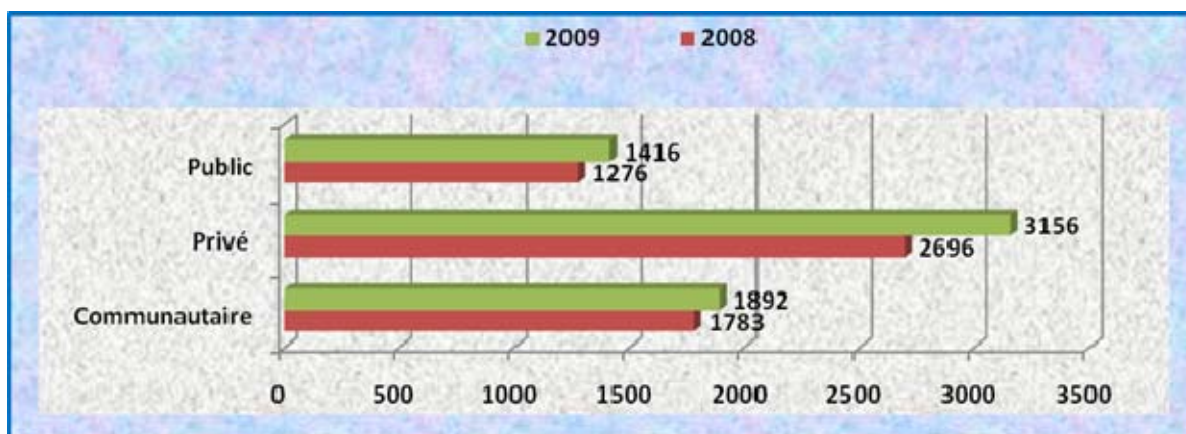
En 2009, près de 6 élèves préscolarisés sur 10 (56,71%) sont en milieu rural et environ 4 élèves préscolarisés sur 10 (43,29%) en milieu urbain. On relève également que près de la moitié des enfants préscolarisés (48,82%) sont dans le privé (3156 élèves) ; le boom des privés franco arabe pourrait bien expliquer cette situation.

Tableau 3 : Répartition des élèves du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2009

Milieu	Communautaire	Privé	Public	Total	%	Total 08	Var 08/09
Urbain	1053	857	888	2798	43,29	2314	20,92
Rural	839	2299	528	3666	56,71	3441	6,54
Total	1892	3156	1416	6464	100,00	5755	12,32
%	29,27	48,82	21,91	100,00			
Total 08	1783	2696	1276	5755			
Var 08/09	6,11	17,06	10,97	12,32			

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 3 : Evolution des élèves du préscolaire selon le secteur entre 2008 et 2009



Le taux brut de préscolarisation (TBPS) est relativement faible dans la région de Diourbel et évolue de manière irrégulière depuis 2005/2006. Il est très en dessous des objectifs fixés par le PDEF. Ce taux, en léger avantage au profit des filles, alterne baisse et hausse, quel que soit le sexe, au cours de cette période.

Tableau 4 : Evolution du taux de préscolarisation (en %) selon le sexe

Sexe	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Garçons	2,9	2,3	3,1	3,3
Filles	4,2	3,6	4,5	4,1
Total	3,5	2,9	3,8	3,9

Source : IA Diourbel

1.3. ENSEIGNANTS

L'effectif des enseignants dans le préscolaire connaît globalement une hausse de 16,08% (tableau 5) en 2009 après une baisse 9,6% entre 2007 et 2008. Cette hausse est peu variable selon la résidence, mais elle est nettement plus forte dans le réseau communautaire (23,29%) et le privé (18,52%). Les enseignants étaient plus nombreux en milieu rural (154) qu'en milieu urbain (142). Plus de 4 enseignants sur 10 (128, soit 43,24%) étaient dans le privé, environ 3 enseignants sur 10 (90, soit 30,41%) au niveau communautaire et un peu moins de 3 sur 10 (78, soit 26,35%) au niveau du public.

Tableau 5 : Répartition des enseignants du préscolaire selon le milieu et le secteur en 2009

Milieu	Communautaire	Privé	Public	Total	%	Total 08	Var 08/09
Urbain	46	47	49	142	47,97	122	16,39
Rural	44	81	29	154	52,03	133	15,79
Total	90	128	78	296	100,00	255	16,08
%	30,41	43,24	26,35	100,00			
Total 08	73	108	74	255			
Var 08/09	23,29	18,52	5,41	16,08			

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

2. ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

2.1. INFRASTRUCTURES

En 2009, le réseau élémentaire dans la région de Diourbel est encore largement dominé par le public classique ; lequel représente 78,87% des écoles. Le nombre d'établissements d'enseignement élémentaire dans la région de Diourbel a augmenté de 8 unités comparé à 2008 (Tableau 6 et graphique 5). Cette augmentation est relevée surtout en milieu urbain avec 5 établissements de plus, alors que le milieu

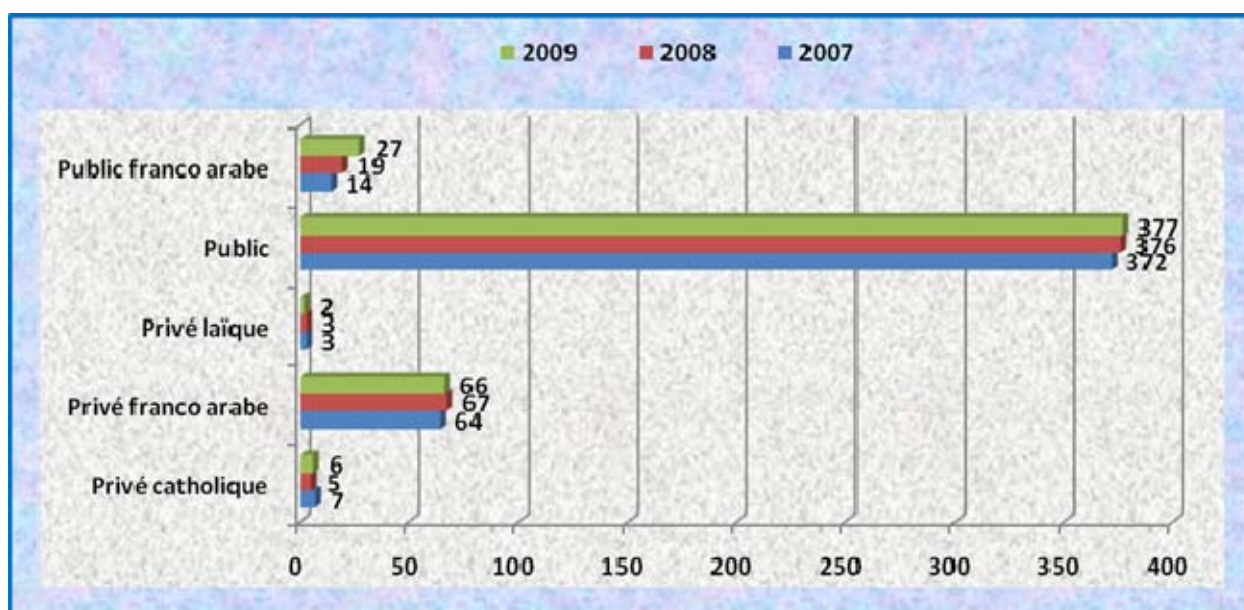
urbain n'en a bénéficié que de 3 au cours de cette période. Par rapport au secteur, ce sont les écoles publiques franco arabes qui bénéficient davantage de ces augmentations (8 écoles) au détriment du privé franco arabe et du privé laïc qui en ont perdu 1 chacun. Il convient de signaler que l'effectif des écoles élémentaires publiques a aussi augmenté atteignant 377 en 2009 contre 376 en 2008.

Tableau 6 : Répartition du nombre d'écoles élémentaire selon le statut et le milieu en 2009

Ecoles	Privé catholique	Privé franco arabe	Privé laïque	Public	Public franco arabe	Total	Total 08	Var (08/09) en nombre
Urbain	2	9	1	50	9	71	66	7,58
Rural	4	57	1	327	18	407	404	0,74
Total	6	66	2	377	27	478	470	1,70
%	1,26	13,81	0,42	78,87	5,65	100,00		
Total 08	5	67	3	376	19	470		
Var 08/09 (en nombre)	1	-1	-1	1	8	8		

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 4 : Evolution du nombre d'écoles élémentaires selon le statut de 2007 à 2009



2.2. ELEVES

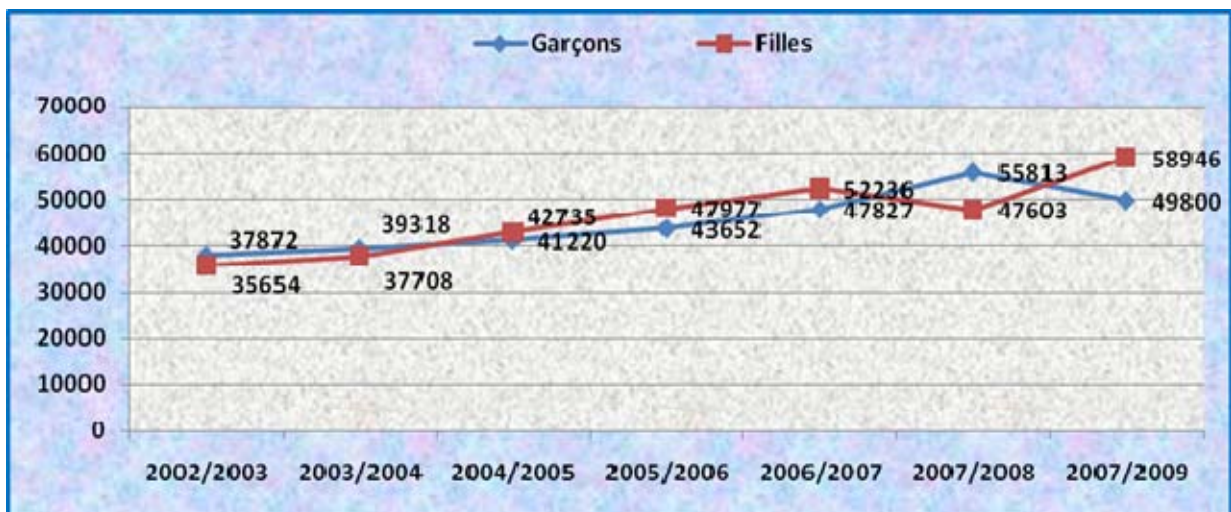
L'effectif des élèves a globalement augmenté de 5,15% entre 2008 et 2009 pour s'établir à 108 746. Toutefois (Cf. tableau 7 et graphique 6), cette augmentation est à l'actif des filles dont l'effectif s'est accru de 23,83% contrairement aux garçons qui ont enregistré une baisse de 10,77% de leur effectif.

Tableau 7 : Evolution des effectifs de l'enseignement élémentaire par sexe de 2002/2003 à 2007/2009

Sexe	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2007/2009	Var 08/09 (en %)
Garçons	37872	39318	41220	43652	47827	55813	49800	-10,77
Filles	35654	37708	42735	47977	52236	47603	58946	23,83
Total	73526	77026	83955	91629	100063	103416	108746	5,15

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 5 : Evolution des effectifs de l'élémentaire par sexe de 2002/2003 à 2008/2009



A travers les tableaux 8 et 9, on constate que la hausse des effectifs des élèves au niveau élémentaire concerne tous les secteurs (public et privé) et tous les milieux (urbain et rural). Cependant on observe une prépondérance des effectifs en milieu rural et du secteur public. En effet, les effectifs de la zone rurale sont 2 fois plus élevés que ceux de la zone urbaine et ceux du public sont trois fois supérieurs à ceux du privé. L'accroissement des effectifs est dû pour l'essentiel :

- aux effets positifs des actions d'information, de sensibilisation et de mobilisation sociale auprès des partenaires techniques et financiers, des autorités administratives, des élus locaux, des partenaires sociaux, des CDSCOFI, parents d'élèves et autorités religieuses ;
- aux expérimentations en cours qui ont aussi exercé un attrait auprès des populations (l'introduction de l'éducation religieuse, l'ouverture d'écoles franco arabes)
- à la part du privé dans les effectifs.

Tableau 8 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le secteur en 2009

Secteur	2007	2008	2009	Var 08/09
Public	76650	77874	82092	5,42
Privé	23413	25542	26654	4,35
Total	100063	103416	108746	5,15

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Tableau 9 : Evolution des effectifs de l'élémentaire selon le milieu de résidence en 2009

Milieu	2007	2008	2009	Var 08/09
Urbain	31685	33646	34834	3,53
Rural	68378	69770	73912	5,94
Total	100063	103416	108746	5,15

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Si les effectifs ont augmenté entre 2008 et 2009, traduisant un effort de scolarisation de 5336 unités nettes supplémentaires, il convient toutefois de signaler que le taux brut de scolarisation (TBS) régional (Tableau 10) demeure toujours le plus bas du pays avec globalement 56,20% en 2009 contre 53,1% en 2008. Cette faiblesse du TBS est surtout due à la hausse de la population scolarisable du département de Mbacké.

Tableau 10 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) à l'élémentaire (en %) de 2007 à 2009

Sexe	2007	2008	2009
Garçon	49,2	48,9	45,32
Fille	53,5	57,4	60,58
Total	51,4	53,1	56,20

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

2.3. RESULTATS DES EXAMENS ET CONCOURS

Avec une baisse de 18 points entre 2008 et 2009 points (Tableau 11), les résultats des examens du CFEE placent la région de Diourbel à la 12^e position au niveau national. Cette faiblesse du taux de réussite au CFEE est due en partie à la faiblesse du taux des filles (59,8%). Cependant, on note une progression pour le concours d'entrée en sixième avec un taux de réussite de 75,8% (72,2% pour les filles).

Tableau 11 : Taux d'admission (%) au CFEE et à l'entrée en 6^{ème} par sexe en 2009

Examen	Garçon	Fille	Total	Total 08	Var abs 09-08
CFEE	71,1	59,8	65,3	83,3	-18
Entrée en 6 ^{ème}	79,5	72,2	75,8	73,7	2,1

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

2.4. ENSEIGNANTS

Contrairement à l'année scolaire 2007/2008, le nombre d'enseignants dans l'élémentaire au niveau régional est en hausse de 7,82% et s'établit 3129. Près du tiers de cet effectif officie en milieu urbain (1034, soit 33,05%) et environ 2 enseignants sur 3 en milieu rural (2095, soit 66,95%). Le secteur public emploie la majeure partie de ces enseignants. Leur effectif y est d'ailleurs plus de 5 fois plus élevé qu'au niveau du privé (2623 contre 506). Parmi les enseignants, plus de 7 sur 10 (tableau 13) sont des hommes et à peu près 3 sur 10 des femmes (tableau 13).

Tableau 12 : Répartition des enseignants d l'élémentaire selon le secteur et le milieu de résidence en 2009

Enseignants	Public	Privé	Total	%	Total 08	Var 08/09
Urbain	946	88	1034	33,05	963	7,37
Rural	1677	418	2095	66,95	1939	8,05
Total	2623	506	3129	100,00	2902	7,82
%	83,83	16,17	100,00			
Total 08	2443	459	2902			
Var 08/09	7,37	10,24	7,82			

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Tableau13 : Répartition des enseignants de l'élémentaire selon le milieu de résidence par sexe en 2009

Enseignants	Hommes	Femmes	Total	%
Urbain	626	408	1034	33,05
Rural	1554	541	2095	66,95
Total	2180	949	3129	100,00
%	69,67	30,33	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

3. ENSEIGNEMENT MOYEN

3.1. INFRASTRUCTURES

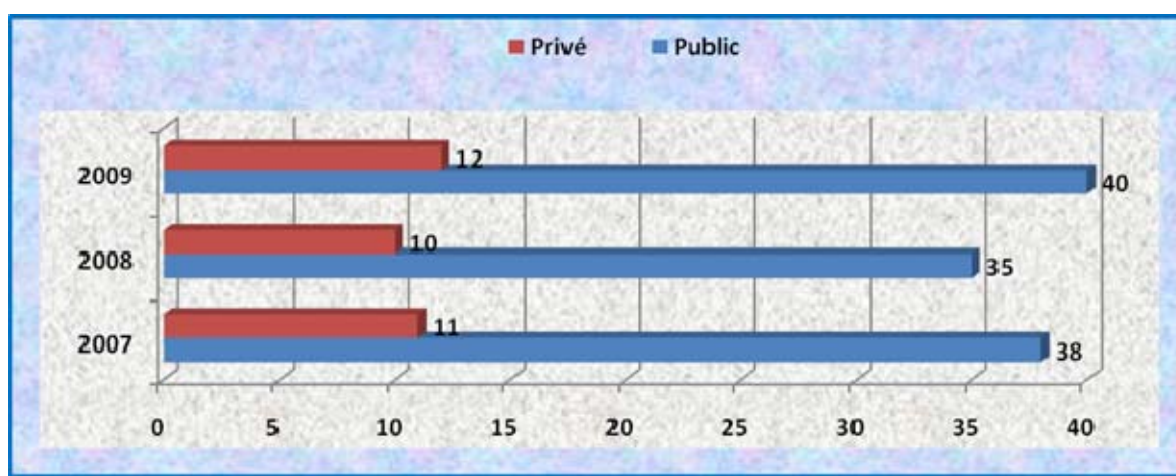
Le nombre d'établissements au niveau de l'enseignement moyen enregistre une hausse de 7 unités entre 2008 et 2009, passant ainsi de 45 à 52. Cette hausse provient du milieu rural avec 5 nouvelles créations. 55,77% des écoles sont concentrées en milieu urbain (29) contre 44,23% en milieu rural (23). Cette situation traduit un déséquilibre entre l'offre qui est concentrée en milieu urbain et la demande (population scolarisable) qui est localisée en milieu rural. Une meilleure disposition de la carte scolaire s'avère nécessaire. Selon le secteur, on constate également que 76,92% des écoles appartiennent au public (40) alors que le privé n'en dispose que de 23,08%, soit 12 écoles.

Tableau 14 : Répartition du nombre d'établissements de l'enseignement moyen en 2009

Etablissements	Public	Privé	Total	%	Total 08	Var 08/09
						en nombre
Urbain	19	10	29	55,77	27	2
Rural	21	2	23	44,23	18	5
Total	40	12	52	100,00	45	7
%	76,92	23,08	100,00			
Total 08	35	10	45			
Var 08/09	14,29	20,00	15,56			

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 6 : Evolution du nombre d'établissements de l'enseignement moyen



3.2. ELEVES

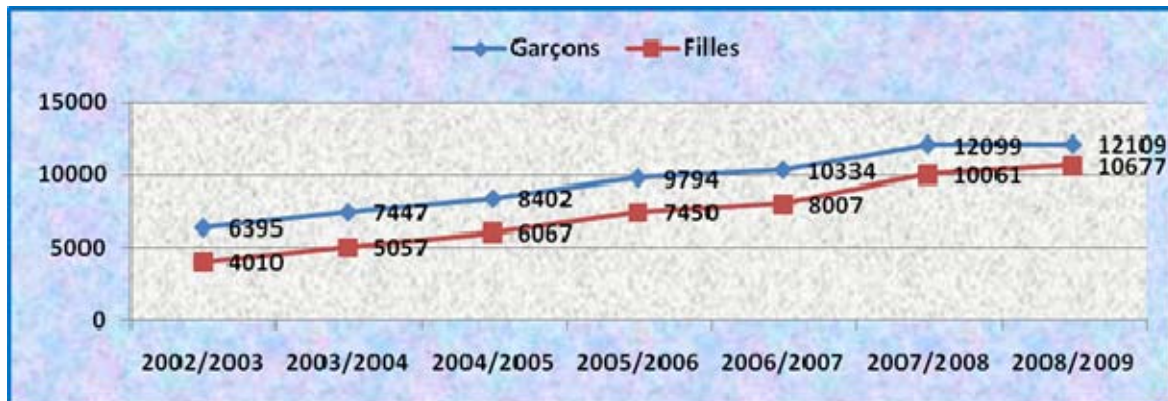
L'effectif des élèves augmente d'année en année, passant du simple à plus du double entre 2002/2003 et 2008/2009. Les garçons sont plus nombreux que les filles sur toute la période (tableau 15). Toutefois leur prédominance s'amenuise au fil des années (la croissance des effectifs féminins étant plus forte).

Tableau 15 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2002/2003 à 2008/2009

Sexe	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	Var 08/09 (en %)
Garçons	6395	7447	8402	9794	10334	12099	12109	0,08
Filles	4010	5057	6067	7450	8007	10061	10677	6,12
Total	10405	12504	14469	17244	18341	22160	22786	2,82

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 7 : Evolution des effectifs du moyen par sexe de 2002/2003 à 2008/2009



En 2009, selon le tableau 16, Sur 22786 élèves de l'enseignement moyen dans la région de Diourbel, 15081 résidaient en milieu urbain (66,19%) et 7705 en milieu rural (33,81%). La part urbaine a diminué aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative entre 2008 et 2009. Les élèves qui fréquentaient le secteur public (92,07%) étaient largement plus nombreux que ceux du privé (7,93%).

Le TBS dans l'enseignement moyen (Tableau 17), en 2009, se situe à 18,9% contre 18,7% en 2008. Il n'évolue presque pas (0,2%) et connaît une baisse inquiétante chez les garçons.

Tableau 16 : Répartition des effectifs du moyen selon le secteur et le milieu de résidence en 2009

Elèves	Public	Privé	Total	%
Urbain	13501	1580	15081	66,19
Rural	7477	228	7705	33,81
Total	20978	1808	22786	100,00
%	92,07	7,93	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Tableau 17 : Evolution (en %) du taux brut de scolarisation du moyen de 2007 à 2009

Sexe	2007	2008	2009
Garçon	18,6	20,9	20,1
Fille	13,7	16,7	17,2
Total	16,1	18,7	18,9

Source : IA Diourbel

3.3. RESULTATS SCOLAIRES

Les résultats enregistré à l'examen du BFEM en 2009 sont encore très faibles malgré la progression de 11 points (34,1% contre 22,5% d'admis en 2008). Ces résultats sont largement en deçà de ceux obtenus en 2007 avec 39,0% de réussite.

Tableau 18 : Evolution du taux d'admission (%) au BFEM de 2007 à 2009

Sexe	2007	2008	2009
Garçons	nd	28,2	39,8
Filles	nd	16,8	27,3
Total	39	22,5	34,1

4. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

1.1. INFRASTRUCTURES

La région de Diourbel comptait en 2007/2008, 7 établissements d'enseignement secondaire dont 3 lycées d'enseignement général (1 dans chaque département) et 4 écoles privées. Par ailleurs, on relève à travers le tableau 19 que depuis 2005/2006 la région a enregistré 3 établissements supplémentaires (tous du privé), mais depuis lors aucune nouvelle création n'a eu lieu.

Tableau 19 : Evolution du nombre d'établissements d'enseignement secondaire selon le secteur de 2004/2005 à 2008/2009

Sexe	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Public	3	3	3	3	3
Privé	1	4	4	4	4
Total	4	7	7	7	7

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

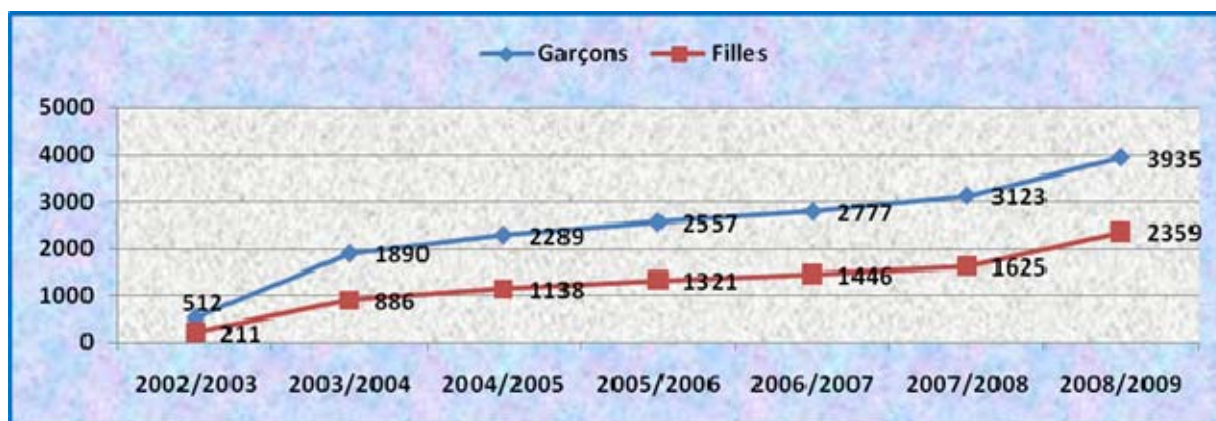
1.2. ELEVES

Comme dans l'enseignement moyen, l'effectif des élèves de l'enseignement secondaire général suit la même tendance haussière dans la période 2002/2003 et 2008/2009 avec une progression plus rapide (tableau 20). Entre 2008 et 2009, la hausse est plus importante (surtout chez les filles) ; cependant le nombre de garçons est encore beaucoup plus élevé que celui des filles.

Tableau 20 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2002/2003 à 2008/2009

Sexe	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	Var 08/09 (en %)
Garçons	512	1890	2289	2557	2777	3123	3935	26,00
Filles	211	886	1138	1321	1446	1625	2359	45,17
Total	723	2776	3427	3878	4223	4748	6294	32,56

Graphique 8 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire général par sexe de 2002/2003 à 2008/2009



Le tableau 21 révèle le grand déséquilibre entre le milieu rural et le milieu urbain. En effet, l'essentiel des élèves de l'enseignement secondaire général (83,79%) résident en milieu urbain contre 16,21% seulement en milieu rural alors que la population régionale réside majoritairement en milieu rural. Ces élèves du secondaire général fréquentent dans leur grande majorité le secteur public (5724, soit 96,6%).

Tableau 21 : Répartition des effectifs de l'enseignement secondaire général selon le secteur et le milieu de résidence en 2010

Elèves	Public	Privé	Total	%
Urbain	4731	543	5274	83,79
Rural	993	27	1020	16,21
Total	5724	570	6294	100,00
%	90,94	9,06	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

1.3. TAUX BRUTS DE SCOLARISATION (TBS)

Le taux brut de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire s'élève à 7,8% en 2009 contre 6,0% en 2008. Malgré une légère progression, ce taux demeure encore faible avec un écart assez important entre les garçons et les filles (Tableau 22).

Tableau 22 : Evolution du taux brut de scolarisation (TBS) de l'enseignement secondaire général (en %) de 2007 à 2010

Sexe	2007	2008	2009
Garçon	7,3	8,3	10,2
Fille	3,6	3,9	5,7
Total	5,4	6,0	7,8

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

1.4. RESULTATS SCOLAIRES

Les résultats de l'examen du BAC dans la région de Diourbel, continuent de baisser depuis l'année 2007 en passant de 57,1% à 34,9%. La baisse des performances au bac est plus forte chez les filles que chez les garçons.

Tableau 23 : Evolution du taux d'admission (%) au BAC de 2007 à 2010

Sexe	2007	2008	2009
Garçon	nd	45,0	41,1
Fille	nd	37,8	28,6
Total	57,1	42,6	34,9

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

1.5. ENSEIGNANTS

Sur les 811 enseignants qui officiaient dans l'enseignement secondaire général en 2009, 64% sont des contractuels (tableau 24), près de 1 sur 4 des fonctionnaires (196, soit 24,17%) et environ 1 sur 10 est un vacataire (96, soit 11,84%) (0,5%). Parmi ces enseignants, les plus de deux tiers sont en milieu urbain (562, soit 30,7%) contre 249 (30,7%) en milieu rural. Plus de 8 d'entre eux sont des hommes (673, soit 82,98%) contre 138 femmes (17,02%).

Tableau 24 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu de résidence en 2010

Milieu	Contractuel	Fonctionnaire	Vacataire	Total	%
Urbain	331	184	47	562	69,30
Rural	188	12	49	249	30,70
Total	519	196	96	811	100,00
%	64,00	24,16	11,84	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

Graphique 9 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement secondaire général selon le milieu en 2010

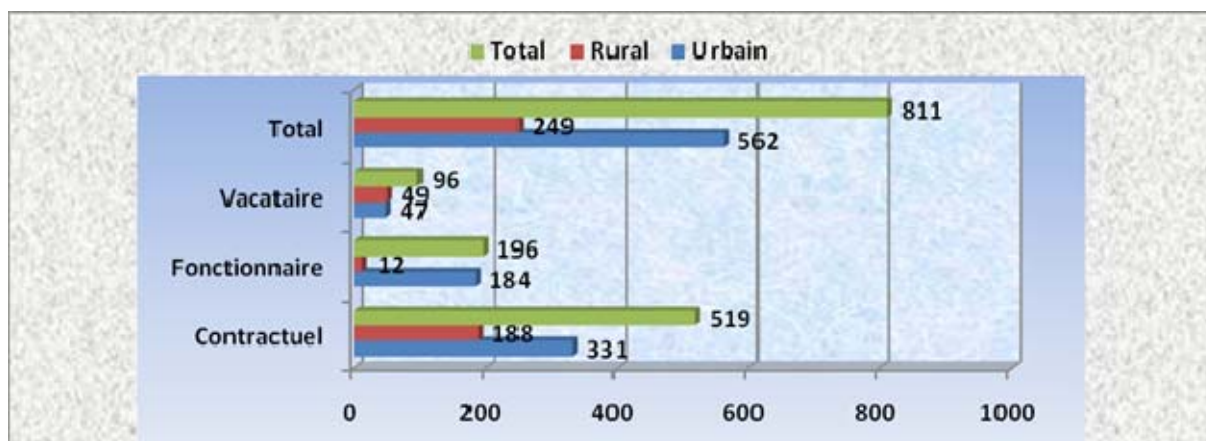


Tableau 25 : Répartition des enseignants du public de l'enseignement moyen et secondaire selon le milieu de résidence et le sexe en 2009

Enseignants	Hommes	Femmes	2009	%
Urbain	458	104	562	69,30
Rural	215	34	249	30,70
Total	673	138	811	100,00
%	82,98	17,02	100,00	

Source : Annuaire statistique national 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009

5. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE

La région ne dispose que d'1 seul établissement d'enseignement technique, c'est le lycée technique Ahmadou Bamba (LTAB) situé à l'entrée de la ville de Diourbel. En 2009, cet établissement comptait un effectif de 783 élèves (dont 236 filles) contre 676 élèves en 2008, soit une hausse de 15,82%. Les filières qui y sont enseignées sont la fabrication mécanique (T1), l'électronique et l'électrotechnique (T2), les sciences et techniques (S3) et les techniques quantitatives de gestion (G). Dans le cadre de la diversification des filières, un BEP Industrie a été ouvert depuis 5 ans, option électrotechnique.

Tableau 26 : Evolution des effectifs de l'enseignement secondaire technique entre 2007 et 2009

Elèves	2007	2008	2009	Var (08/09 en %)
Garçons	389	471	547	16,14
Filles	156	205	236	15,12
Total	545	676	783	15,83

Source : Rapport d'Entrée IA Diourbel 2009/2010

6. FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle a connu en 2009 une hausse substantielle de ses effectifs (62,72%) ; lesquels passent de 397 élèves en 2008 à 646 en 2009, soit une légère hausse de 1,8% comparé à 2007 (390 élèves). La hausse est due à l'ouverture du centre de formation en informatique « Moubarack learning center » ; lequel a formé 100 élèves aux métiers de l'informatique.

Cet effectif englobe les élèves provenant du secteur public qui sont les centres de formation professionnelle publique (le CETF de Mbacké, celui de Bambey et le CRETEF du niveau régional à Diourbel). Ces 3 établissements ont été fréquentés en 2009, par un effectif total de 295 élèves comme en 2008.

Les filières qui y sont enseignées sont : les filières sociales, artisanales, restauration, hôtellerie, couture confection, aide maternelle. Il y a aussi une section adulte dans les 3 centres. En plus de la formation dispensée aux élèves, le CRETF et les CETF mènent beaucoup d'activités génératrices de revenus : exposition vente, restauration et diverses prestations de service. Les moyens générés leur permettent de compléter les équipements manquants, d'acheter de la matière d'œuvre et d'alimenter le fond d'appui à l'insertion. L'initiative est à saluer et à soutenir.

En outre, la région de Diourbel abrite un centre d'enseignement technique privé qui est spécialisé dans le tertiaire et une école privée de formation de sage - femmes. Cet établissement a formé en 2009 151 élèves aux métiers du tertiaire comme la comptabilité (niveau CAP), la bureautique, opérateur de saisie, la maintenance informatique, l'initiation informatique.

Tableau 27 : Répartition des effectifs de la formation professionnelle par secteur entre 2007 et 2009

	2007	2008	2009	Var (08/09 en %)
Public	277	295	395	33,90
Privé	113	102	251	146,08
Total	390	397	646	62,72

Source : Rapport d'Entrée IA Diourbel 2009/2010

7. ALPHABETISATION ET ECOLES COMMUNAUTAIRES DE BASE

Le nombre d'auditeurs a diminué légèrement en 2009 (6600 contre 6614 en 2008) à cause de l'inactivité du PROMER. Ces auditeurs ont été formés à l'issue de 3 programmes qui ont été déroulés (2007/2008 (le PAIS/Etat, le PROMER 2 et EQPT).

Tableau 28 : Répartition des effectifs enrôlés dans les programmes de formation en alphabétisation en 2007 et en 2009

Programmes	2007	2008	2009	Var (08/09 en %)
PAIS Etat	3000	3000	3000	0,00
Artisan CM	200	-	-	-
PROMER 2	-	14	-	-100,00
EQPT	-	3600	3600	0,00
Total	3200	6614	6600	-0,21

Source : Rapport d'Entrée IA Diourbel 2009/2010

CONCLUSION

A la lumière des résultats ci – dessus, il apparaît que beaucoup d'efforts restent à faire pour développer l'éducation scolaire dans la région de Diourbel. Pour cela, il

sera nécessaire de corriger les disparités dans la répartition de l'offre éducative. Certes, beaucoup d'actions ont été réalisées notamment au niveau de la petite enfance et à l'élémentaire, mais ces efforts doivent être poursuivis pour satisfaire une demande de plus en plus forte des populations. Par rapport au TBS au niveau de l'élémentaire qui demeure aujourd'hui le plus bas du pays, des mesures d'envergure doivent être menées particulièrement, à travers des actions de :

- ✚ information, de sensibilisation et de mobilisation des acteurs (autorités administratives, élus locaux, partenaires sociaux, les CESCOFI, les parents d'élèves et les autorités religieuses) ;
- ✚ expérimentation des cours pouvant exercer un attrait auprès des populations comme l'éducation religieuse actuellement en phase expérimental par exemple ;
- ✚ la mise en place du trilinguisme et de la formation professionnelle (TFP) dans les daaras et l'ouverture des écoles franco – arabes publiques.

CHAPITRE IX : ASSISTANCE

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, l'accent a été mis sur le bilan des interventions des sapeurs pompiers de la région de Diourbel en 2009 et son évolution par rapport à 2008, en mettant notamment en relief les différentes activités comme les incendies, les assistances, les opérations diverses et les activités diverses.

1. BILAN DES INTERVENTIONS

Les compagnies des Sapeurs pompiers de la région de Diourbel ont totalisé 2295 interventions en 2009, soit une progression de 12,0% comparé à l'année dernière (2049 interventions). L'examen du tableau 2 et du graphique 1 permet de relever une importante hausse des interventions au niveau des opérations diverses. En effet, le nombre d'interventions de cette nature est passé de 242 en 2008 à 577 en 2009, soit un accroissement de 138,4%. Cette hausse du nombre d'intervention s'est généralisée à un degré moindre dans les autres postes, sauf au niveau des assistances (-16,6%). En effet, durant cette période, ce nombre est passé de 251 à 277, de 1095 à 913 et de 461 à 528, respectivement pour l'incendie, les assistances et les activités diverses. Il convient de noter que le poste assistance enregistre la majorité des interventions avec 39,8% (tableau 1). Dans ce même tableau 1, on relève que près de 2 interventions sur 3 ont été réalisées par la Compagnie de Touba (1506, soit 65,6 %) et plus d'1 intervention sur 3 par celle de Diourbel – Bambey (789, soit 34,4 %).

Tableau 1 : Bilan des interventions selon la nature en 2009

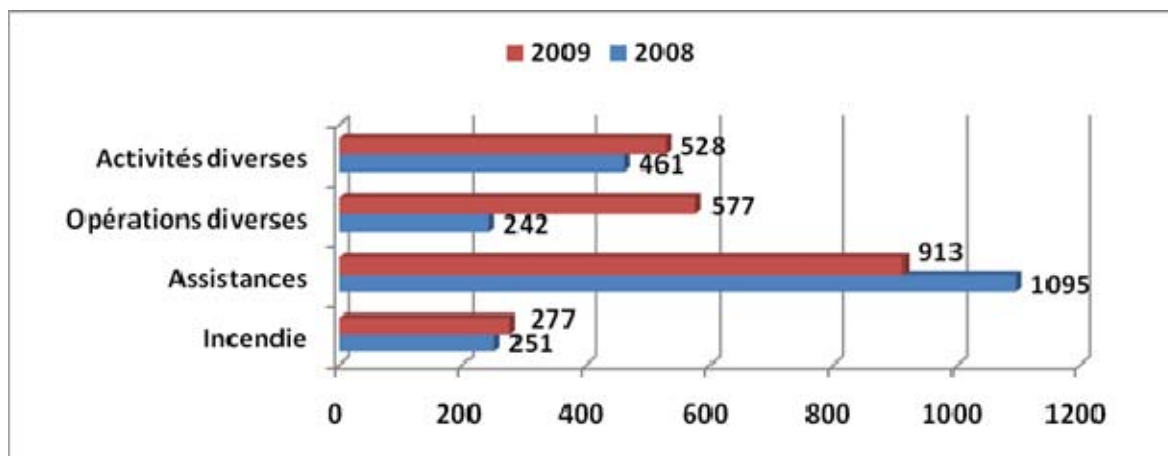
Nature	Diourbel – Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Incendie	112	165	277	12,1
Assistances	524	389	913	39,8
Opérations diverses	101	476	577	25,1
Activités diverses	52	476	528	23,0
Total	789	1506	2295	100,0
%	34,4	65,6	100,0	

Source : CSP de Diourbel/Touba

Tableau 2 : Evolution des interventions selon la nature entre 2008 et 2009

Nature	2008	2009	Variation (en %)
Incendie	251	277	10,4
Assistances	1095	913	-16,6
Opérations diverses	242	577	138,4
Activités diverses	461	528	14,5
Total	2049	2295	12,0

Graphique 1 : Evolution des interventions selon la nature en 2008 et 2009



2. ACTIVITES

2.1. INCENDIES

Près de 6 sorties sur 10 (59,6%) ont été effectuées par la Compagnie de Touba contre environ 1 sortie sur 4 (40,4 %) par la Compagnie de Diourbel – Bambey (Tableau 3 et graphique 2). Les sorties ont concerné dans une large mesure les habitations (58,1%). En dehors des autres risques (27,4%), Les établissements recevant du public, les industries, et l'agriculture ont néanmoins été motivés par ces sorties, dans des proportions moins élevées, voire marginales de l'ordre de 2,2% ; de 4,0% et de 8,3% respectivement. Le tableau 4 portant sur l'évolution du nombre de sorties pour incendies selon la nature, met en évidence un accroissement de ce nombre (10,4%) en 2009 par rapport à l'année 2008. On relève dans ce même tableau une hausse exponentielle de ce nombre au niveau des industries et des autres risques (450,0% et 300,0% respectivement) et de façon moindre au niveau de l'agriculture (9,5%), atténuant ainsi les effets des baisses survenues notamment au niveau des établissements recevant du public (-76,0%) et des habitations (-12,5%).

Tableau 3 : Répartition des incendies selon la nature et la compagnie en 2009

Nature	Diourbel – Bambey	Mbacké - Touba	Total	%
Habitations	61	100	161	58,1
ERP	1	5	6	2,2
Industries	11	0	11	4,0
Agriculture	23	0	23	8,3
Autres risques	16	60	76	27,4
Total	112	165	277	100,0
%	40,4	59,6	100,0	

Graphique 5 : Répartition (en %) des activités diverses selon la nature en 2009

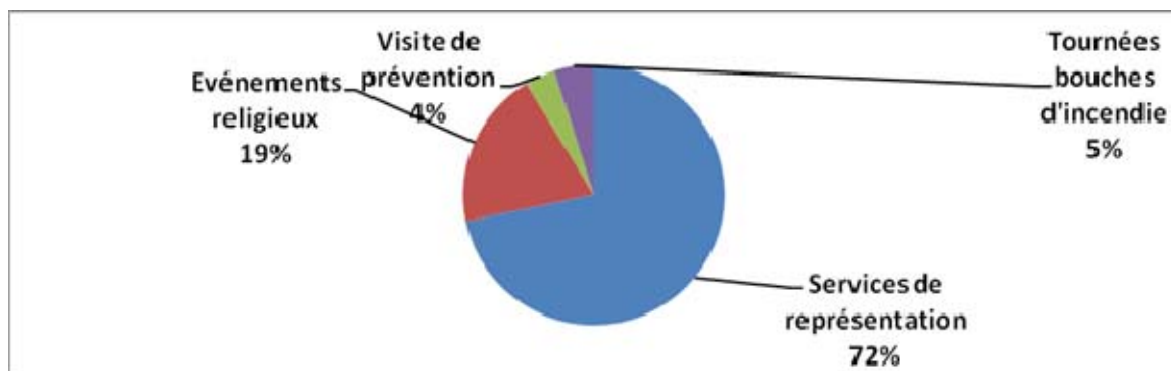


Tableau 10 : Evolution des activités diverses selon la nature entre 2008 et 2009

Nature	2008	2009	Variation (en %)
Services de représentation	395	379	-4,1
Evénements religieux	55	103	87,3
Visite de prévention	7	20	185,7
Tournées bouches d'incendie	4	26	550,0
Total	461	528	14,5

Source : Rapport d'Entrée IA Diourbel 2009/2010

CONCLUSION

Les résultats auxquels les différentes compagnies des sapeurs pompiers de la région ont abouti sont assez éloquentes, vu le nombre total de sorties réalisées pour divers motifs en 2009. Cela ne saurait étonner pour celui qui connaît la détermination et la bravoure de ces soldats du feu, évoluant de surcroît dans une région réputée pour ses nombreuses manifestations religieuses (Magal et Gamou entre autres) et culturelles.

CHAPITRE X : TRANSPORT

INTRODUCTION

Dans ce présent chapitre, nous examinerons le transport routier à travers ses déterminants que sont les infrastructures routières et le réseau, mais également à travers le parc automobile régional et son évolution. Nous mettrons en relief les immatriculations, l'examen de conduite, les visites techniques et les recettes, entre autres.

1. SITUATION DU TRANSPORT ROUTIER

1.1 LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET LE RESEAU

1.1.1. LES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

La région dispose de quatre gares routières implantées dans les communes et dans la ville sainte de Touba (il convient de signaler qu'une gare routière moderne multifonctions est en cours de réalisation à Mbacké pour soulager Touba). Les localités secondaires situées le long de la route nationale n°3 ou à l'intérieur ne disposent même pas de haltes aménagées ; pour la plupart, l'arrêt se résume à un abri sous un arbre.

1.1.2. LE RESEAU ROUTIER

Le réseau routier est constitué de 459 km de routes dont :

- ✚ 263,20 km revêtues (dont 30,80 km de voiries classées) ;
- ✚ 195,81 km non revêtues ;
- ✚ Et 153 km de piste en terre, soit au total 612 km de routes représentant 4 % du réseau routier national. Ce réseau est étroit et moyennement praticable sur l'axe Bambey – Diourbel, praticable sur l'axe Diourbel – Touba, peu praticable sur l'axe Diourbel – Gossas et praticable pour Touba – Kébémér, mais devient difficilement accessible à l'intérieur de certaines communautés rurales, surtout en période d'hivernage.

Par ailleurs, malgré les budgets d'entretien du Programme d'Entretien du Réseau Routier (PERA) et particulièrement celui du Grand Magal qui y sont consacrés, le réseau n'a pas encore le niveau de service requis. En effet, le réseau bitumé, nonobstant les travaux d'entretien du Grand Magal, nécessite actuellement des travaux de bouchage sur certains tronçons. En outre, l'inexistence de fossés de drainage suite aux travaux de rechargement d'accotement, pose le problème

récurrent de l'assainissement.

Le réseau non revêtu pose moins de problèmes avec l'entretien périodique effectué sur ses principaux axes ; toutefois, un reprofilage compactage y est nécessaire pour préserver l'investissement.

1.2. LE TRANSPORT ROUTIER

Il est de type urbain et interurbain. Le transport urbain est assuré par des taxis (jaune et noir), des « clandos » et des charrettes.

Au niveau interurbain, il est assuré par des cars « ndiaga ndiaye », des mini- cars, des taxis « 7 places » et des bus de 60 places.

1.2.1. LE PARC AUTOMOBILE

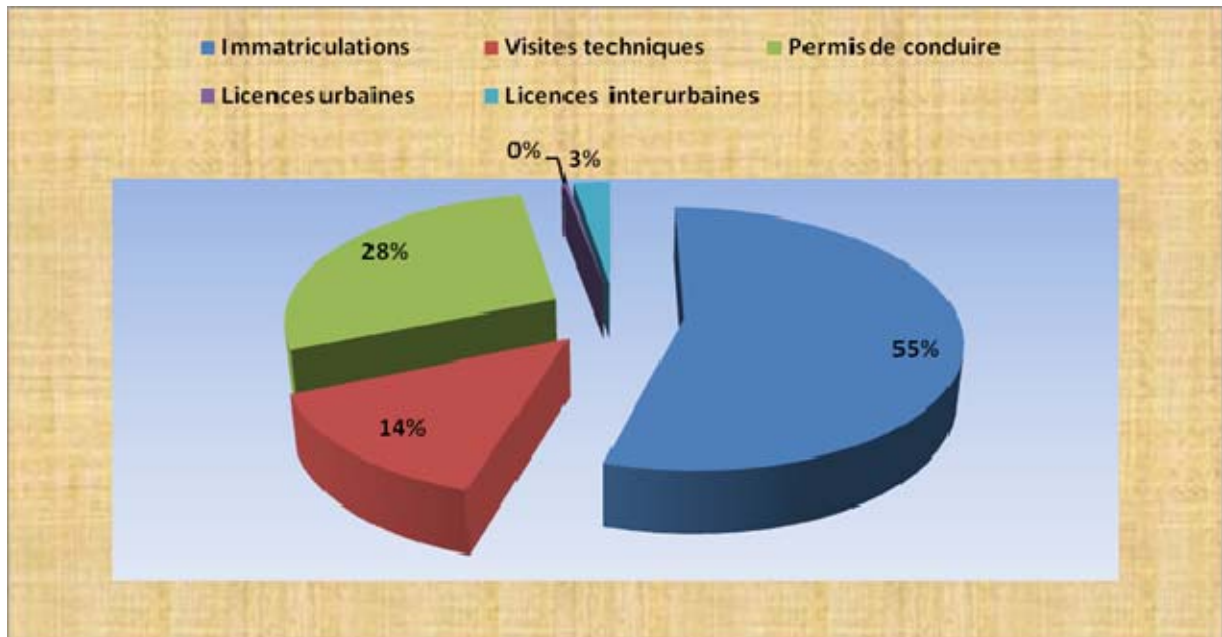
Il se caractérise par sa vétusté très avancée surtout pour les véhicules de transport. En 2009, la région de Diourbel comptait 16 120 véhicules contre 15010 véhicules en 2008, soit un taux d'accroissement de 7,40%.

L'accroissement du parc automobile concerne tous les types de véhicule (tableau 2) à l'exception des taxis urbains (-12,13%), lesquels subissent la forte concurrence des charrettes dans les grandes villes. Les progressions les plus fortes sont enregistrées chez les « autres », suivis des semi remorques, des tracteurs et des camions avec respectivement 42,59%, 28,21% et 20,4.

La répartition géographique de ces véhicules en 2009 (tableau 1 et graphique 1) est très déséquilibrée puisque 91,1% sont concentrés dans les départements de Diourbel (44,71%) et de Mbacké (46,39%). Le département de Bambey n'enregistre que 8,9% des véhicules du parc.

Ces voitures sont composées pour l'essentiel de voitures particulières (9222, soit 57,21%), de camionnettes (1764, soit 10,94 %), de camions (1682, soit 10,43%), d'autocars de plus de 8 places (1146, soit 7,11%) de taxis urbains (3,15%), de tracteurs routiers (4,13%) et de semi-remorques (4,03%).

Graphique 5 : Répartition (en %) des recettes perçues en 2009



CONCLUSION

Le secteur des transports dans la région de Diourbel reste caractérisé par la vétusté du parc automobile malgré son rythme d'accroissement relativement élevé (7,4% entre 2008 et 2009). Ce niveau d'accroissement du parc est à imputer dans une large mesure à la cité religieuse de Touba et au sens des affaires des habitants de la région. Toutefois, il urge de mieux l'organiser et d'assurer le désenclavement de certaines localités de la région. En effet, la région de Diourbel, bien qu'ayant un réseau routier assez dense (0,14 km/km²), demeure toujours confrontée à des problèmes d'enclavement internes des chefs lieu de communauté rurale et même d'arrondissement.

4. STATUT JURIDIQUE DES ARTISANS

En 2009, les artisans affiliés à la Chambre de Métiers de Diourbel, appartiennent pour l'essentiel à des entreprises individuelles (3115 artisans, soit 98,02%). Ceux qui sont dans des GIE ne font que 63 et représentent 1,98% seulement. Les entreprises sont en général de type familial, la formation et la transmission du savoir et de la propriété se fait dans la famille. Ceci assure la pérennité de ce type d'organisation.

Tableau 4 : Evolution du nombre d'artisans selon le statut juridique depuis 2007

Statut juridique	2007	2008	2009	%	Var 08-09 (en %)
GIE	59	63	63	1,98	0,00
Entreprise individuelle	2960	3115	3115	98,02	0,00
Total	3019	3178	3178	100,00	0,00

Source: Chambre de métiers de Diourbel

CONCLUSION

Les chiffres mentionnés dans ce chapitre sont loin de refléter la réalité. En effet, beaucoup d'artisans ne sont pas affiliés à la Chambre de métiers et donc, ne figurent pas dans leur répertoire. Cette situation est due en général à l'ignorance par les artisans de nombreux atouts dont dispose ce secteur mais aussi du manque de moyen des Chambres de métiers. On peut en citer, entre autres, la possibilité de bénéficier de renforcement de capacité et d'un appui financier sous forme de crédit. Pour cela, il faudrait :

- un travail de sensibilisation et d'accompagnement dans la modernisation des structures de production ainsi que la promotion des produits par la Chambre de métiers de manière à inciter la corporation à venir s'inscrire massivement ;
- rendre obligatoire l'immatriculation des artisans ;
- viabiliser les zones artisanales pour régler le problème des installations sauvages et anarchiques dans les rues ;
- trouver un financement adapté au secteur.

CHAPITRE XII : INDUSTRIES ET MINES

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, il sera question de décliner le tissu industriel existant au niveau de la région de Diourbel. Un accent particulier sera également mis sur le potentiel minier régional, sa localisation ainsi que son mode d'exploitation. Nous mettrons en relief les principales contraintes qui freinent le développement de ces deux sous – secteurs. Malheureusement, l'absence de données chiffrées nous empêche de mieux étayer nos commentaires.

1. INDUSTRIES

Le tissu industriel régional comprend en 2008 quatre (4) unités fonctionnelles :

- ✚ SUNEOR ex SONACOS-EIB, basée à Diourbel et spécialisée dans la production d'huile et éléments dérivés ;
- ✚ le centre emplisseur de gaz de Dalla Ngabou ;
- ✚ l'huilerie de Darou Khoudoss à Touba ;
- ✚ le Water de Diourbel.

Il faut aussi signaler la construction d'une unité de fabrication de teeshirt de Diourbel. Quant à la minoterie de Touba, elle est à l'arrêt depuis près de cinq ans du fait du retrait des partenaires étrangers, du manque de matières premières (les responsables de l'usine n'arrivent plus à trouver des fournisseurs pour le blé) et des difficultés financières (paiement des commandes et fonds de roulement). Les installations sont fonctionnelles et ne demandent qu'à redémarrer car la minoterie arrivait à écouler toute leur production.

La petite et moyenne entreprise connaît un développement timide avec l'implantation d'unités de fabrique de glace alimentaire à Touba.

Le sous-secteur du bâtiment et des travaux publics comptabilise 9 unités régulièrement immatriculées auprès de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS).

1.1. POTENTIALITES DU SOUS SECTEUR

Le sous secteur industriel renferme des potentialités certaines. Ces dernières sont essentiellement d'ordre humain, matériel et financier. Il s'agit de :

- ✚ l'esprit d'initiative des populations du Baol ;
- ✚ la présence d'infrastructures adéquates ;

- ✚ l'existence de nombreux sous produits et filières de production non encore valorisées ;
- ✚ l'importance du matériel de construction notamment l'argile ;
- ✚ la forte capacité de mobilisation des ressources financières ;
- ✚ le poids économique et social important.

1. 2. CONTRAINTES DU SOUS SECTEUR

Le tissu industriel de la région est très peu développé. Les unités industrielles connaissent des difficultés qui limitent leur expansion. Parmi celles-ci, les plus remarquables sont liées à la faiblesse des ressources agricoles de la région, à la quasi inexistence de minerais et à l'absence de ressources halieutiques.

Il faut signaler la réalisation prochaine dans le périmètre de Touba d'une zone industrielle d'une superficie de 300 ha. Un complexe agropastoral et industriel qui comptera une unité de fabrication de tuyaux PVC sera également réalisé. Pour tous ces deux projets, les études de faisabilité sont terminées et les financements bouclés.

2. MINES

Il convient de rappeler une disposition expresse en matière de ressources minières qui dit que toute substance ou tout matériau se trouvant dans le sol ou le sous sol du territoire de la République du Sénégal est propriété nationale. Ainsi, seul l'Etat sera habilité à exploiter ou à autoriser l'exploitation de cette substance ou de ce matériau.

La région de Diourbel compte comme principales ressources **le sable de dune, la latérite et l'argile.**

2.1. LE SABLE DE DUNE

Il est exploité sous forme de carrières. La région de Diourbel en compte plus d'une dizaine mais seules 3 ont fait l'objet d'une ouverture régulière par l'Etat du Sénégal. Elles se situent à Diourbel, à Bambey et à Mbacké. Le reste des sites se trouve dans la zone de Touba et échappe au contrôle des services compétents. Cette situation, selon le responsable régional de ce secteur, s'explique par le fait que certains dignitaires religieux de la ville sainte transforment certaines de leurs parcelles en lieux d'extraction de sable. C'est ainsi que, plus de 90 % des retombées que l'Etat aurait dû enregistrer, lui échappent.

Il faut préciser que la taxe perçue par l'Etat est de 100 F/m³ pour le sable et 200

F/m³ pour la latérite (voir code minier), alors que sur le marché où la vente est libre, le camion de 8 m³ se négocie entre 15 000 et 20 000 F CFA.

Pour mieux asseoir la réglementation et associer les collectivités locales dans son application, l'Etat a pris deux dispositions qui consistent à :

- ✚ Autoriser les collectivités locales à percevoir une taxe de stationnement. Pour cela, il leur suffit tout simplement d'en faire une délibération ;
- ✚ Mettre en œuvre une procédure de modification du code minier afin de permettre aux collectivités locales de percevoir directement une quote – part sur les taxes d'exploitation.

D'ailleurs, les collectivités locales ont toujours bénéficié, de manière indirecte de ces taxes qui, entre autres, alimentent les fonds de concours ou de dotation que l'Etat leur verse régulièrement.

2.2. LATERITE

Son exploitation est quasi nulle. La latérite se trouve dans les zones de Baba Garage, de Taif et dans une moindre mesure à Bambey. Le problème ici se trouve dans la qualité du matériau qui ne répond généralement pas aux normes requises par les bureaux de contrôle lorsqu'il s'agit de grands chantiers (pistes, routes, etc.). En effet, on y enregistre la présence de sable, d'argile ou de melons (blocs).

2.3. ARGILE

La région en compte des réserves non négligeables. Présent surtout dans le département de Bambey, le matériau fait l'objet d'une exploitation artisanale de la part des populations qui l'utilisent pour la fabrication d'encensoirs et de vases. Cette exploitation est devenue presque une tradition dans ce milieu. Pourtant, l'argile est très prisée et très recherchée ailleurs. Dans la promotion de l'Habitat, elle peut servir pour la confection des briques ou d'éléments de toitures (tuiles).

L'absence de promoteurs privés pour son exploitation s'explique entre autres raisons, par l'importance des investissements nécessaires. En effet, en plus des engins et du matériel qu'il faut pour l'exploitation d'une carrière, il faudra mettre en place un four pouvant atteindre des températures assez élevées. Ce qui pose l'obligation de disposer de suffisamment d'énergie, ce qui n'est pas tout à fait évident, présentement, dans une région comme Diourbel.

CONCLUSION

Certes un potentiel industriel et minier existe dans la région de Diourbel, mais il n'en demeure pas moins qu'il faut lever certaines contraintes qui empêchent son développement. Parmi elles, nous notons son manque d'organisation mais aussi la forte disparité des sites, notamment en ce qui concerne les sables de dune, au profit de Touba qui est une localité qui échappe au contrôle de la structure régionale chargée de gérer ce secteur. Il s'y ajoute que les collectivités locales, dans une certaine mesure, ne maîtrisent pas en substance le code minier, ce qui les empêche de tirer un bénéfice optimal de l'exploitation des ressources minières.

CHAPITRE XIII : COMMERCE

INTRODUCTION

Dans ce présent chapitre, nous nous focaliserons exclusivement sur le commerce intérieur, les statistiques complètes sur le commerce extérieur n'étant pas disponibles. Ce sous secteur, largement dominé par l'informel au niveau de la région de Diourbel, occupe une place importante dans les activités de la région. Il est principalement exercé, de manière générale, dans des structures commerciales de tailles différentes.

SITUATION DU SECTEUR

En 2009, le nombre total de structures commerciales répertoriées s'est élevé à 770. Il convient de signaler l'existence d'un nombre relativement important de structures de distribution représentées par les boutiques de vente au détail que seul un recensement permettra de connaître. Selon le tableau 1, en dehors des supérettes et des épiceries qui ont progressé de 5 unités (20,8%), les effectifs de toutes les structures sont demeurés constants au cours de cette période. En 2009, les structures commerciales de la région étaient composées pour l'essentiel de structures de commerce de détail (770 excepté Touba, soit 74,8%), de boulangeries (120, soit 11,7%), de stations d'essence (37, soit 3,6%), de marchés hebdomadaires (31, soit 3,0%), de pharmacies (26, soit 2,5%) et de superettes ou d'épiceries (29, soit 2,8%). Le nombre marchés permanents dans la région de Diourbel s'élève à 17 (1,7%).

La répartition géographique de ces structures commerciales met en évidence un certain déséquilibre au profit du département de Diourbel qui en concentre près de 4 sur 10 (401, soit 38,9%). Les départements de Mbacké et de Bambey suivent avec des effectifs respectifs de 288 et de 190 structures, précédant ainsi la ville sainte de Touba dont l'effectif des structures commerciales de détail n'a pas été fourni en 2009.

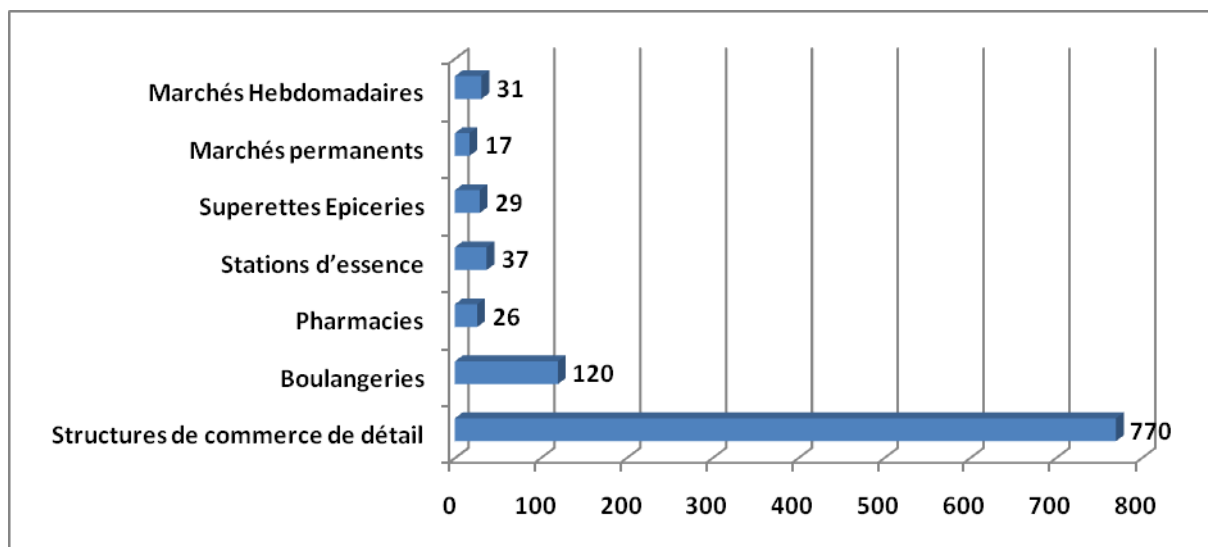
Tableau 1 : Répartition des établissements commerciaux de la région en 2009

Départs	Struct. de détail	Boulang.	Pharma.	Stations essence	Super/Epiceries	Marchés permanents	Marchés Hebdo	Total	%
Bambey	162	5	3	4	2	2	12	190	18,4
Diourbel	354	15	8	6	5	3	10	401	38,9
Mbacké	254	10	4	7	3	1	9	288	28,0
Touba	nd	90	11	20	19	11	-	151	14,7
Total	770	120	26	37	29	17	31	1030	100,0

Départs	Struct. de détail	Boulang.	Pharma.	Stations essence	Super/Epiceries	Marchés permanents	Marchés Hebdo	Total	%
%	74,8	11,7	2,5	3,6	2,8	1,7	3,0	100,0	
Total 08	nd	120	26	37	24	17	31	255	
Var 08/09 (en%)	-	0,0	0,0	0,0	20,8	0,0	0,0	303,9	

Source: Service régional du Commerce de Diourbel

Graphique 1 : Répartition des établissements commerciaux de la région en 2010



CONCLUSION

Le commerce intérieur joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté. En effet, c'est l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois dans la région de Diourbel. Cependant, il faut noter que les emplois offerts, souffrent en général d'une certaine précarité des conditions de travail et de l'absence de protection sociale. Pour développer ce secteur, certaines contraintes comme l'accès difficile au crédit et son coût très élevé, les problèmes d'écoulement à cause de la saturation du secteur, l'inorganisation du secteur, l'analphabétisme et le manque de formation en gestion des acteurs doivent être levées.

CHAPITRE XV : JEUNESSE ET SPORTS

INTRODUCTION

Dans ce présent chapitre, nous tenterons d'aborder les associations de jeunes à travers leur répartition géographique et leur évolution au cours des trois dernières années. On évoquera ensuite la composante sport, en mettant en relief les infrastructures créées, les disciplines pratiquées ainsi que les licenciés.

1. JEUNESSE

Les associations de jeunes sont nombreuses dans la région. Leur nombre ne cesse de croître, passant de 340 en 2006, à 572 en 2007, puis à 686 en 2008 pour atteindre 1186 en 2009 (Cf. tableau 1 et graphique 1), soit une importante hausse de 72,9% durant les deux dernières années. Cette hausse est imputable au département de Diourbel dont l'effectif, le plus élevé de la région, est passé de 171 en 2008 à 710 en 2009, soit une progression de 315,2%. Il convient de signaler que pendant cette période, le nombre d'associations a diminué dans les départements de Bambey et de Mbacké dans des proportions respectives de 2,3% et de 11,3%.

Au total, près de 6 associations sur 10 (59,9%) sont concentrées dans le département de Diourbel, contre 22,5% dans le département de Mbacké et 17,6% à Bambey.

Tableau 1 : Evolution des Associations de jeunes reconnues (disposant de récépissé) selon le département de 2006 à 2009

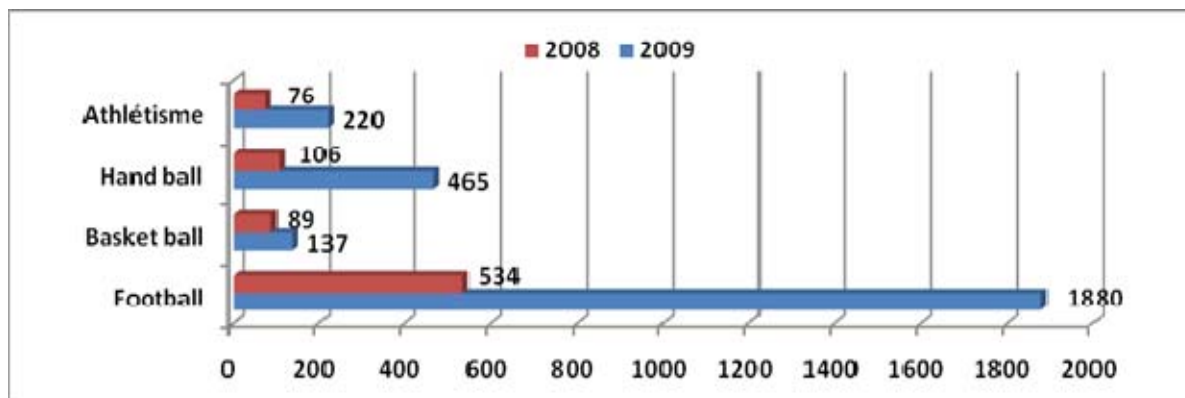
Années	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total
2006	100	95	145	340
2007	178	144	250	572
2008	214	171	301	686
2009	209	710	267	1186
%	17,6	59,9	22,5	100,0
Var 08/09 (en %)	-2,3	315,2	-11,3	72,9

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse et des Sports

Disciplines	Bambey	Diourbel	Mbacké	Total	Total 08	Variation (en %)
%	19,4	50,9	29,6	100,0		
Total 08	125	560	120	805		
Var (en %)	320,0	145,7	567,5	235,7		

Source : Inspection Régionale de la Jeunesse et des Sports

Graphique 4 : Evolution des pratiquants entre 2008 et 2009



CONCLUSION

A la lumière des statistiques ci – dessus, il est aisé de constater qu’en 2009, les résultats sont loin d’être flatteurs au niveau de la région de Diourbel, même si beaucoup d’efforts ont été faits par l’Etat sénégalais. Il demeure cependant urgent d’accompagner davantage les associations de jeunes à travers des financements appropriés et de redynamiser certaines structures comme le Fonds National de Promotion de la Jeunesse (FNPJ). Par rapport au sport, certes beaucoup d’efforts ont été consentis dans la création d’infrastructures sportives, mais on déplore l’existence d’une certaine disparité dans leur répartition. Cette situation, également relevée au niveau des pratiquants, permet de penser que l’objectif de généraliser le sport dans la région de Diourbel demeure un défi majeur qui nécessite beaucoup de moyens pour être atteint.

4. EDUCATION SURVEILLEE (AEMO)

4.1. ENFANTS EN CONFLIT AVEC LA LOI

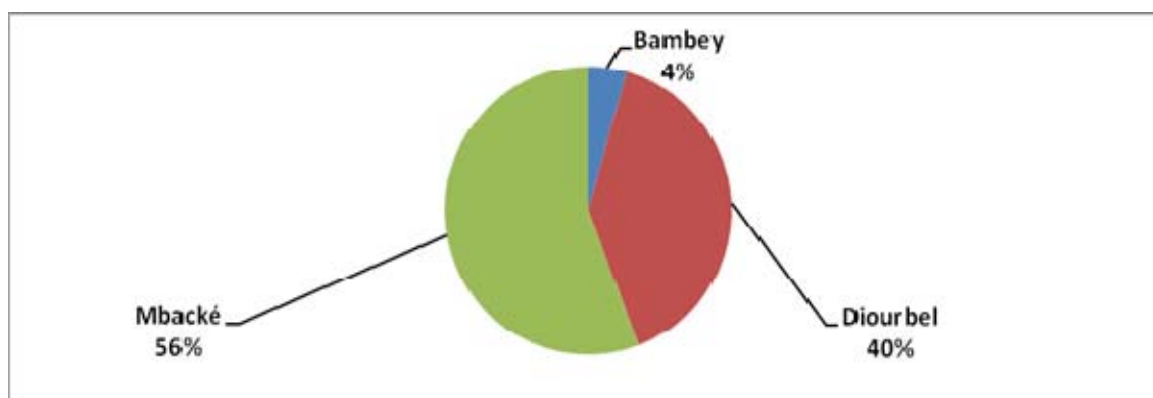
Dans la région de Diourbel, selon les statistiques fournies par l'AEMO, l'effectif des mineurs en conflit avec la loi en 2009 a sensiblement augmenté passant de 7 en 2008 à 140 en 2009. Parmi ces mineurs, les garçons sont largement plus nombreux. En effet, ils sont au nombre de 130 représentant une proportion de 92,9% tandis que les filles avec un effectif de 10, représentent seulement 7,1%. Le département de Mbacké abrite plus de la moitié de ces mineurs (78 enfants, soit 55,7%) contre 56 enfants, soit 40,0% pour Diourbel et 6 enfants, soit 4,3% pour Bambey.

Tableau 4 : Répartition des mineurs en conflit avec la loi selon le sexe et le département en 2009

Département	Garçons	Filles	Total	%
Bambey	5	1	6	4,3
Diourbel	52	4	56	40,0
Mbacké	73	5	78	55,7
Total	130	10	140	100,0
%	92,9	7,1	100,0	
Total 08	68	9	77	
Variation (en %)	91,2	11,1	81,8	

Source : AEMO de Diourbel

Graphique 3 : Répartition des mineurs en conflit avec la loi selon le département en 2009



Il convient de signaler que 49,0% de ces enfants ont été remis à leurs parents sous liberté surveillée ; 26,2% remis à leurs parents sans liberté surveillée. Environ 35 enfants sur 1000 (3,5%) en conflit avec la loi ont été en détention en 2009 dans la région de Diourbel et 21,3% ont fait l'objet de placement cette même année (Tableau 5 et graphique 4).

INTRODUCTION




Dans ce présent chapitre, seront essentiellement traitées les données de l'année 2009 des districts sanitaires de la région de Diourbel (celles des hôpitaux étant indisponibles). Nous tenterons de passer en revue la situation sanitaire et épidémiologique des populations ainsi que les activités préventives et curatives déroulées au sein de ces districts.

I. SITUATION SANITAIRE

1.1. INFRASTRUCTURES

Depuis l'année 2005, le ministère de la santé a élaboré un nouvel outil de planification et de régulation de l'offre de soins : La carte sanitaire. Elle repose sur une approche globale qui tend à organiser d'une manière rationnelle, participative et équitable, l'offre de soins sur l'ensemble du territoire national.

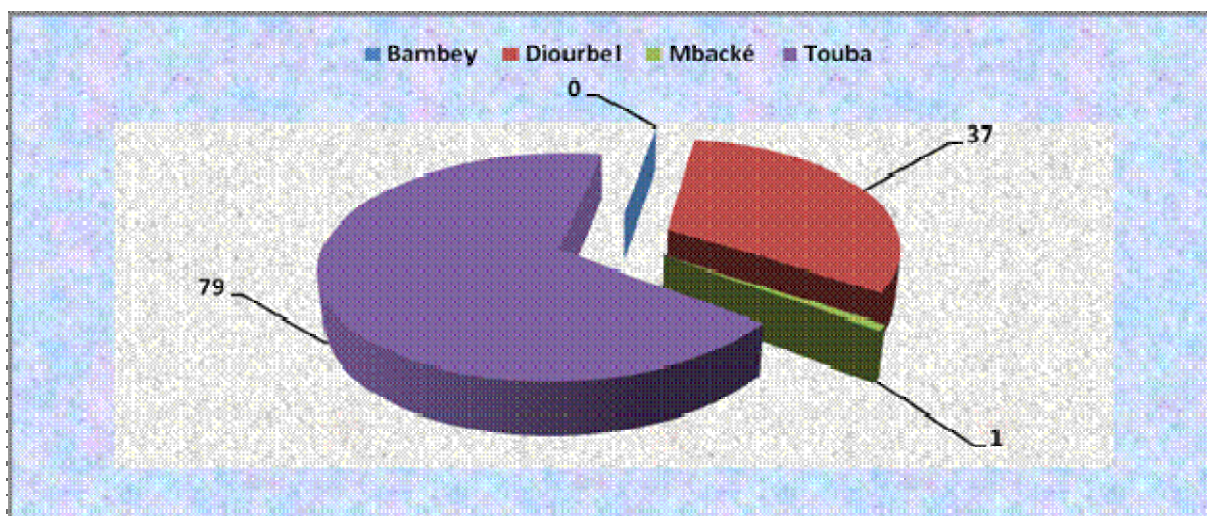
A la date du 31 décembre 2009, la carte sanitaire de la région de Diourbel comprend 2 hôpitaux, 6 centres de santé, 76 postes de santé, 105 cases de santé (dont 69 fonctionnelle). Par rapport à la population régionale qui est de 1315200 en 2009, ces infrastructures donnent les ratios suivants :

-  1 hôpital pour 657600 habitants ;
-  1 centre de santé pour 248504 habitants ;
-  1 poste de santé pour 17305 habitants.

Les résultats de la région en matière de couverture sanitaire montrent que, malgré les efforts fournis par l'Etat ces dernières années dans la construction d'infrastructures sanitaires, on est encore loin des normes de l'OMS selon lesquelles, il faut 1 hôpital pour 150 000 habitants, 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 poste de santé pour 10 000 habitants.

Ces mauvaises performances sont dues en grande partie à la forte migration vers Touba. D'ailleurs c'est à Touba que le taux de couverture concernant les postes de santé (1 PS pour 36879 habitants, soit environ 4 fois moins que le taux préconisé par l'OMS) est le plus bas.

Graphique 5 : Répartition du nombre de décès maternels enregistrés pendant ou après l'accouchement en 2009



3. SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE

La surveillance épidémiologique permet d'évaluer au quotidien les objectifs du Programme Elargi de Vaccination (PEV). On a enregistré au cours de l'année 2009 86 malades suspectés de rougeole, 17 de fièvre jaune, 1 de tétanos et 21 de PFA.

Tableau 14 : Répartition du nombre de suspects selon le type de maladie par district sanitaire en 2009

District	Rougeole	Fièvre jaune	Tétanos	PFA
Bambey	10	7	0	2
Diourbel	25	6	0	4
Mbacké	23	1	0	7
Touba	28	3	1	8
Total	86	17	1	21

Source : Région médicale de Diourbel

3.1. Situation du choléra

Le choléra apparaît de temps en temps surtout au moment des grands événements religieux comme le Magal. Grâce aux opérations de pulvérisation, de désinfection et d'IEC, l'épidémie a pu être maîtrisée et aucun cas de choléra n'a été observé en 2009 dans la région.

3.2. SITUATION DES IST ET DU SIDA

Malgré toute la panoplie de moyens et programmes mis en œuvre pour lutter contre le sida et les IST, la pandémie progresse encore de jour en jour. Les différents districts sanitaires de la région ont enregistré en 2009 12885 cas de personnes infectées aux IST et 182 porteuses de VIH/SIDA contre respectivement 11998 et 158

3.4. SITUATION DU PALUDISME

En 2009, 22 806 cas de paludisme (dont 1169 graves) ont été répertoriés à Diourbel. Près de 7 malade sur 10 atteints par le paludisme sont concentrées à Touba (15860, soit 69,54%). Par ailleurs, la plupart des décès palustres sont enregistrés dans les districts de Touba et Mbacké (99,71% des décès). Il convient de signaler également que près de 10% des décès palustres touchent des enfants de moins de cinq ans.

Tableau 17 : Répartition du nombre de cas de paludisme en 2009

District	Palu simple	Palu grave	Total	%	Décès		Total	(Mortalité proportionnelle en %)
					moins de 5 ans	Autres		
Bambey	1050	09	1059	1,23	0	0	0	0,00
Diourbel	2358	550	2908	2,78	0	1	1	0,00
Mbacké	2824	155	2979	1,86	09	25	34	0,30
Touba	15405	455	15860	4,50	26	290	316	0,16
Total	21637	1169	22806	6,50	35	316	351	0,15
%	94,87%	5,13%	100,00%		9,97%	90,03%	100,00%	

Source : Région médicale de Diourbel

CONCLUSION

La région de Diourbel accuse encore du retard en matière de couverture en infrastructures sanitaires, si on se réfère aux normes de l'OMS. Par rapport au personnel médical, il est apparu un besoin réel en spécialistes, notamment en chirurgiens et en chirurgiens dentistes. A cela s'ajoute un déséquilibre dans la répartition du personnel au profit du district sanitaire de Touba. Pour ce qui concerne les activités aussi bien préventives que curatives ainsi que la situation épidémiologique, beaucoup d'efforts doivent être menés pour améliorer davantage la santé des populations.

CHAPITRE XVIII : HYGIENE

INTRODUCTION

L'hygiène des populations revêt une importance capitale pour avoir une bonne santé. C'est pourquoi, les agents d'hygiène mènent une lutte hardie pour combattre l'insalubrité environnementale et le manque d'hygiène alimentaire. Pour cela, un dispositif de taille est mis en place pour relever cet énorme et noble défi. Dans ce chapitre, on passera en revue les différentes activités qu'ils ont menées dans la région en 2008, notamment les visites domiciliaires, les infractions et mesures répressives ainsi que la prévention.

1. RESSOURCES HUMAINES

Les ressources humaines restent encore insuffisantes et moins nombreuses comparées à l'année précédente. Elles comprennent en 2009 (tableau 1) un effectif de 30 agents dont 1 ingénieur en génie sanitaire, 3 techniciens supérieurs du génie sanitaire, 7 sous officiers, 8 agents d'hygiène et 11 auxiliaires d'hygiène. Ainsi un renforcement en agents et auxiliaires d'hygiène s'avère nécessaire pour couvrir correctement la région.

Tableau 1 : Personnel en activité dans les brigades et sous brigades en 2009

Personnel	Brigades et sous brigades				Total
	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	
Ingénieur Génie sanitaire	0	1	0	0	1
Technicien supérieur génie sanitaire	0	1	1	1	3
Sous - officier	1	2	1	3	7
Agent d'hygiène	2	2	1	3	8
Auxiliaire d'hygiène	0	7	1	3	11
Total	3	13	4	10	30
Total 08	5	12	4	14	35

Source : Brigade régionale d'Hygiène

2. HYGIENE DU MILIEU

Malgré l'absence d'un système moderne de collecte des ordures, les populations s'organisent tant bien que mal autour des charretiers pour évacuer les ordures en dehors des grandes agglomérations. Malgré tout, la situation d'insalubrité persiste, notamment avec la floraison de dépôts sauvages. Il convient donc, à cet effet, de signaler la nécessité de disposer au niveau de la région de centres de traitement et d'enfouissement des déchets. En outre, l'assainissement collectif (réseau d'égout) est presque inexistant, même dans la capitale régionale.

3. ACTIVITES REALISEES

Pour mener à bien leur mission qui est entre autres, de veiller sur l'hygiène des populations, la brigade régionale et les sous brigades d'hygiène de la région ont réalisé en 2009 plusieurs activités allant de la prospection (domiciliaire et au niveau des ERP) aux opérations répressives, préventives et curatives.

C'est ainsi que la brigade et les sous brigades d'hygiène de la région ont eu à visiter 5031 concessions et 1911 établissements recevant du public au niveau de la région de Diourbel. Par ailleurs, ils ont participé activement à la lutte contre le paludisme à travers la sensibilisation et la promotion de l'utilisation des moustiquaires imprégnées.

A propos des actions préventives, l'accent a surtout été mis sur des séances d'Information, d'Education et de Communication (IEC) réalisées dans diverses localités de la région (villages, communes, communautés rurales) mais également dans certains établissements comme les centres de santé, les daaras, les CDEPS, etc.

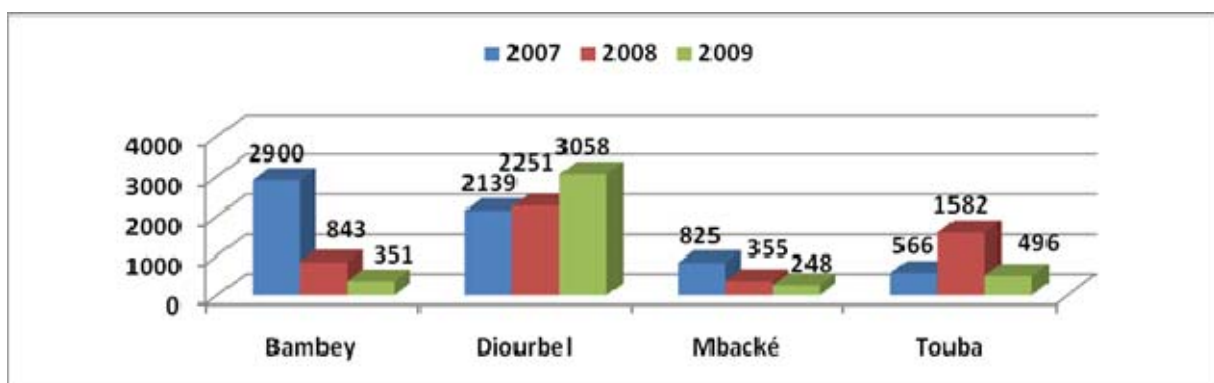
Par rapport aux actions curatives, il s'agit en général de sanctions (avertissements ou amendes) suite à la constatation d'infractions au niveau des concessions ou des établissements recevant du public (ERP).

Tableau 2 : Evolution du nombre de concessions visitées selon le département depuis 2007

Départements	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total
2007	2900	2139	825	566	6430
2008	843	2251	355	1582	5031
2009	351	3058	248	496	4153
Variation 08/09 (en %)	-58,4	35,9	-30,1	-68,6	-17,5

Source : Brigade régionale d'Hygiène

Graphique 1 : Evolution du nombre de concessions visitées selon le département depuis 2007



3.1. PROSPECTIONS DOMICILIAIRES

3.1.1. APPROVISIONNEMENT EN EAU

De 3667 en 2009, le nombre de prospections domiciliaires pour l'approvisionnement en eau réalisées a baissé de 22,8% par rapport à son niveau de l'année 2008 où il s'établissait à 4750. A l'exception des sources protégées et des puits dont l'effectif est passé respectivement de 0 à 3 et de 4 à 6, cette baisse est apparente au niveau de tous les modes d'approvisionnement, particulièrement au niveau des forages et des sources contrôlées (100% chacun) mais également au niveau des bornes fontaines et des branchements où, durant cette période, le nombre d'opérations est passé respectivement de 180 à 84 et de 4550 à 3574.

Il convient de souligner qu'en 2009, les opérations ont pour l'essentiel été orientées vers les branchements particuliers (97,5% des opérations) et très peu vers les bornes fontaines (2,3%). Les autres modes d'approvisionnement sauf les forages, ont été visités de façon marginale.

Tableau 3 : Prospection domiciliaire pour l'approvisionnement en eau en 2009

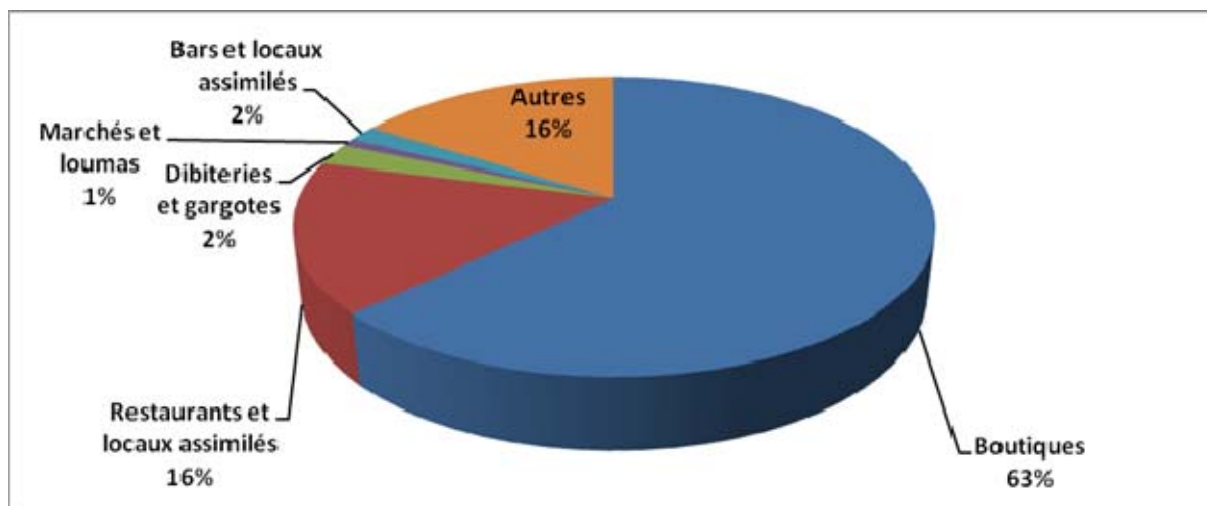
Mode d'approvisionnement	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total	%	Total 08	Variation (en %)
Branchement particulier	327	3029	218		3574	97,5	4550	-21,5
Bornes fontaines	31	29	24		84	2,3	180	-53,3
Forages	0	0	0		0	0,0	5	-100,0
Sources protégées	3	0	0		3	0,1	0	0,0
Sources contrôlées	0	0	0		0	0,0	11	-100,0
Puits	0	0	6		6	0,2	4	50,0
Total	361	3058	248		3667	100,0	4750	-22,8
%	9,8	83,4	6,8		100,0			

Source : Brigade régionale d'Hygiène

3.1.2. ASSAINISSEMENT EN EAU

Concernant les prospections domiciliaires pour l'assainissement en eau (Tableau 4), en 2009, 3657 opérations ont été effectuées, contre 3946 en 2008, soit une baisse de 7,3%. Ces prospections ont surtout visé les fosses sceptiques (93,3%) et dans une moindre mesure les latrines (5,6%) et les maisons sans sanitaires (1,1%). Plus de 8 opérations de prospections sur 10 ont été réalisées dans le département de Diourbel (83,6%).

Graphique 3 : Pourcentage des établissements recevant du public prospectés en 2009



4. INFRACTIONS ET MESURES REPRESSIVES

4.1. INFRACTIONS

4.1.1. INFRACTIONS RELEVÉES DANS LES PROSPECTIONS DOMICILIAIRES

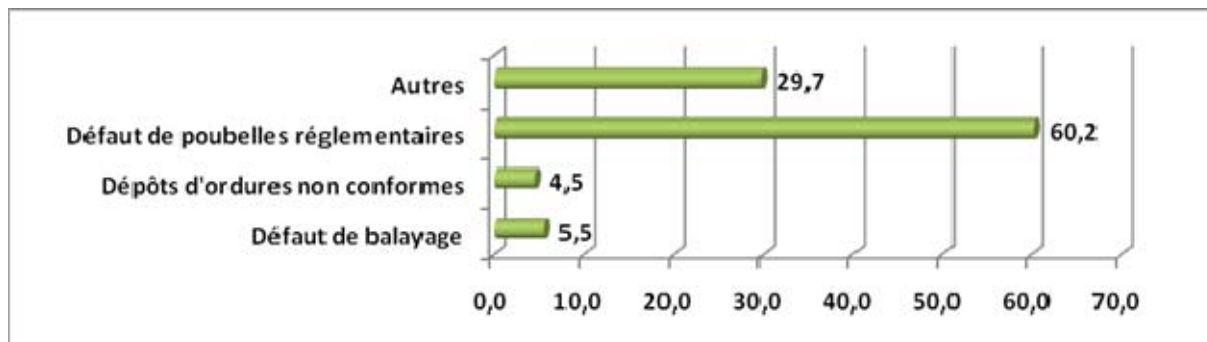
En 2009, dans la région de Diourbel, les infractions au code de l'hygiène relevées dans les prospections domiciliaires (tableau 6 et graphique 4) se sont élevées à 5104 cas, soit une hausse de 85,3% comparé à l'année 2008 où elles se situaient à 2755 cas. Hormis les autres catégories non spécifiées (1531 cas, soit 29,7%), elles ont surtout été dominées par le défaut de poubelles réglementaires (3105 cas, soit 60,2%). Le défaut d'ordures non conformes et le défaut de balayage suivent avec des effectifs beaucoup moins élevés. Ces infractions ont été commises dans tous les départements mais surtout à Diourbel où leur effectif atteint 4245, soit 82,2%.

Tableau 6 : Répartition des infractions relevées durant les prospections domiciliaires en 2009

Nature des infractions	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total	%	Total 08	Variation (en %)
Défaut de balayage	79	148	22	37	286	5,5	62	-78,3
Dépôts d'ordures non conformes	42	150	14	26	232	4,5	343	47,8
Défaut de poubelles réglementaires	0	3058	42	5	3105	60,2	925	-70,2
Autres	103	889	54	485	1531	29,7	1425	-6,9
Total	224	4245	132	553	5154	100,0	2755	-46,5
%	4,4	82,2	2,6	10,8	100,0			

Source : Brigade régionale d'Hygiène

Graphique 4 : Proportion (%) des infractions relevées lors des visites domiciliaires en 2009



4.1.2. INFRACTIONS RELEVÉES DANS LES PROSPECTIONS AU NIVEAU DES ERP

Dans le cadre des prospections au niveau des ERP, en 2009, au total 2251 infractions ont été commises dont plus des 6 sur 10 (1363 cas, soit 60,6%) sont relatifs au défaut de visite médicale. D'autres infractions non moins importantes comme la vente d'aliments avariés (8,0%) et le défaut de tablier ou de blouse (7,0%) n'ont pas été en reste. Le département de Diourbel et la ville de Touba a commis en 2009 l'essentiel de ces infractions dans des proportions respectives de 39,7% et de 39,4%.

Tableau 7 : Infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP en 2009

Nature des infractions	Bambey	Diourbel	Mbacké	Touba	Total	%	Total 08	Variation (en %)
Défaut de balayage	28	0	0	0	28	1,2	49	-42,9
Dépôts d'ordures non conformes	3	0	0	0	3	0,1	42	-92,9
Défaut de poub. réglementaires	7	0	0	0	7	0,3	221	-96,8
Vente alimentaires non protégées	8	62	0	0	70	3,1	25	180,0
Vente aliments avariés	0	117	27	37	181	8,0	108	67,6
Vente des produits alimen. périmés	0	0	0	120	120	5,3	61	96,7
Défaut de visite médicale	141	423	86	713	1363	60,6	1623	-16,0
Défaut de tapis sur le comptoir	7	146	0	0	153	6,8	80	91,3
Défaut de tabliers/blouses	158	0	0	0	158	7,0	147	7,5
Autres	5	146	0	17	168	7,5	0	0,0
Total	357	894	113	887	2251	100,0	2356	-4,5
%	15,9	39,7	5,0	39,4	100,0			

Source : Brigade régionale d'Hygiène

Nom localité	2009		
	Homme	Femme	Totale
<i>CR de DALLA NGABOU</i>	3963	3935	7898
<i>CR de MISSIRAH</i>	3605	3335	6940
<i>CR de NGHAYE</i>	3348	3183	6531
<i>CR de TOUBA FALL</i>	3493	3200	6693
<i>CR de TOUBA MOSQUEE</i>	264659	316146	580805
ARRONDISSEMENT TAIF	14452	15135	29587
<i>CR de SADIO</i>	8841	9206	18047
<i>CR de TAIF</i>	5612	5928	11540

Tableau 2 : Répartition de la population par sexe et milieu de résidence en 2009

Départements	Hommes		Femmes		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Urbain	95400	15,25	107894	15,64	203294	15,46
Rural	530093	84,75	581815	84,36	1111908	84,54
Total	625493	100,00	689709	100,00	1 315 202	100,00

167	Nombre de prospection domiciliaire pour l'approvisionnement en eau	5918	3667
168	Nombre de prospection domiciliaire pour l'assainissement en eau	12081	3657
169	Nombre de prospection des établissements recevant du public (ERP)	1037	1911
170	Nombre d'infractions relevées durant les prospections domiciliaires	2755	5154
171	Nombre d'infractions relevées durant les prospections au niveau des ERP	2356	2251
172	Nombre de demandes d'actions préventives formulées par les populations	2157	
173	Nombre d'activités d'IEC réalisées	3931	4568
	CHAPITRE XIX : CULTURE		
174	Nombre de monuments/sites historique	33	33
175	Nombre de cérémonies religieuses (Gamou, Magal, etc.)	8	8

